

ANCE-Bulletin

N° 105-106; mars 2002



Dossier: Délinquance juvénile (2)

Avec des contributions de : Robert Soisson (L), Pascal Iacono (B), Sabine Pankhofer (D), John Graham (UK), Horst Schüler-Springorum (D) et Georges Schommer (L, 1940)

René Gregorius : Hommage à Jules GRANDGENET

Alfred Groff: Heimplazierungen 1990 – 1999

Alfred Groff: Die Tätigkeiten der psychologischen Vereinigungen

Editeur: Association Nationale des Communautés Educatives (A.N.C.E.)

Section luxembourgeoise de la FICE

Boîte postale 255 ; L – 4003 Esch-sur-Alzette – Fax 57 33 70

Paraît 4 fois par an – tirage 400 exemplaires – Imprimé sur du papier recyclé

BULLETIN DE L'ANCE

Editeur: Association Nationale des Communautés Educatives (A.N.C.E.)
Boîte postale 255, L - 4003 ESCH-SUR-ALZETTE, Fax 57 33 70
Notre site web : www.ance.lu

Parution: Au moins 4 x par année

Abonnement: Veuillez verser la somme de **15 €** à un des comptes suivants:
CCPL: 2977-67; BGLL : 30-518179-39
avec la mention: Abonnement bulletin ANCE
Pour tout renseignement complémentaire , veuillez vous adresser à:

Robert SOISSON, président

17, rue Mathias KOENER
L - 4174 ESCH-SUR-ALZETTE
Tél.: 57 03 68 (privé), 54 73 83 - 294/297 (bureau)
Fax.: 57 33 70 (privé) 54 73 83 - 639
e-mail: soisson.rob@vo.lu

Fernand LIEGEOIS, trésorier

91, rue Principale
L - 3770 TETANGE
Tél. et Fax: 56 57 36 (privé)
e-mail : liégeois@pt.lu

Paul DEMARET, secrétaire

70, Val des Aulnes
L - 3811 SCHIFFLANGE
Tél: 26 29 32 50 (Centre de Médiation)
Privé: 54 15 54
e-mail: paul.demaret@neacom.lu

- L'ANCE a été constituée le 9 juin 1978. Elle est la section luxembourgeoise de la Fédération Internationale des Communautés Educatives (FICE) qui a été créée en 1948 sous les auspices de l'UNESCO. La FICE est la seule organisation internationale qui s'occupe des questions de l'éducation en dehors du milieu familial. Comme organisation non-gouvernementale, elle est représentée auprès de l'UNESCO, de l'UNICEF, de l'ECOSOC et du Conseil de l'EUROPE.
- L'ANCE regroupe une cinquantaine de membres actifs (Centres d'accueil, centres d'éducation différenciée, institutions spécialisées, associations de parents et de professionnels du secteur médico-psycho-pédagogique et social ainsi que 150 membres individuels. Les principaux objectifs de l'ANCE sont les suivants:
 1. Défendre les droits des enfants, surtout des enfants les plus démunis
 2. promouvoir la coopération et le dialogue entre les différentes professions du secteur médico-psycho-pédagogique et social
 3. soutenir les communautés éducatives dans les actions et projets visant une amélioration des conditions de vie des enfants
 4. promouvoir la formation continue des professionnels du secteur
 5. mettre en oeuvre des programmes de loisirs et de vacances destinés aux enfants des communautés éducatives
 6. collaborer aux efforts d'intégration scolaire, professionnelle et sociale des enfants défavorisés
 7. publier régulièrement un bulletin
 8. collaborer activement aux travaux de la FICE
 9. favoriser les échanges internationaux à tous les niveaux de l'action éducative

Editorial

Die letzte (Doppel) Nummer unseres Bulletins erschien im März 2001. Sie enthielt die Diplomarbeit von Danielle Lellinger über das Berufsverständnis des erzieherischen Personals in Luxemburg. Seither ist viel passiert und wir werden uns Mühe geben, den Rückstand bei der Publikation unserer Zeitschrift aufzuholen.

Zunächst haben wir die traurige Pflicht, den Tod unseres Gründungsmitglieds **Jules Grandgenet** mitzuteilen, der am 18. April 2002 im Alter von 79 Jahren gestorben ist. **René Grégorius** hat einen kurzen Nachruf verfasst und ich möchte die Gelegenheit benutzen, um alle die aufzufordern, die Jules gut gekannt haben - aber auch die Zeit des „Cercle d'études de l'enfance inadaptée“ – zur Feder zu greifen und ihre Erinnerungen in dieser Zeitschrift zu veröffentlichen.

Der Schwerpunkt dieses Heftes bildet einmal mehr das Thema Jugenddelinquenz. Vor einer Woche ist das Buch zum Kongress, der im Jahre 2000 hier in Luxemburg stattgefunden hat, herausgekommen. Es ist bei der ANCE zum Preis von 18 € erhältlich. In dieser Nummer veröffentlichen wir eine Auswahl von Referaten:

- Eine Zusammenfassung des Kongressgeschehens aus meiner Feder, die in „Forum“ veröffentlicht wurde (Nr. 205) aber auch in der französischen Zeitschrift EMPAN (N° 44, N° spécial Délinquance Juvenile, décembre 2001)
- Ein Beitrag von **Pascal Iacono** über das belgische Jugenschutzgesetz.
- Das Referat von **Sabine Pankhofer** über geschlossene Unterbringung von Mädchen in Deutschland.
- Der Beitrag von **John Graham** über das Jugendhilfesystem in England und Wales
- Das Referat von **Professor Horst Schüler-Springorum**, der aktiv an der Konferenz teilgenommen und versucht hat, eine Bilanz zu ziehen.

Als Kuriosität veröffentlichen wir hier den Beitrag des Jugendrichters **Georges Schommer**, der in der letzten Nummer der „Cahiers Luxembourgeois“ als Nachdruck einer Ausgabe von 1940 veröffentlicht wurde. Für Schommer war die Antwort auf die Frage „Aider ou punir?“ rasch beantwortet. Aber lesen Sie selbst!

Alfred Groff, Psychologe bei Inter-Actions Faubourgs hat mir bereits im vergangenen Jahr zwei Artikel zur Verfügung gestellt, die für unsere Leser sicher interessant sind: Eine Analyse der Heimplatzierungen in den Jahren 1990 bis 1999 sowie ein historischer Rückblick auf die Berufsorganisationen der Psychologen in Luxemburg mit dem Schwerpunkt „Klinische Psychologie“.

In der **FICE** läuft zur Zeit nicht sehr viel da die Pestalozzi-Stiftung sich definitiv aus dem Generalsekretariat zurückzieht. Im April in Budapest und im September in Berlin soll nach Lösungen gesucht werden. Die **FICE-Europa** ist jedoch weiterhin aktiv und deshalb veröffentlichen wir hier den Bericht der letzten Vorstandssitzung vom Februar in Paris.

Im Herbst ist wieder ein **internationaler Kongress in Luxemburg** geplant. Thema: Beteiligung von Kindern (Participation) in Institutionen. Datum: 28-30. November. Mitarbeit erwünscht.

In eigener Sache möchten wir auf die Publikationen hinweisen, die wir noch anzubieten haben (siehe Anzeige) und alle, die Ihren Beitrag von 2002 noch nicht bezahlt haben, werden freundlich aufgefordert, dies so bald wie möglich zu tun.

Robert Soisson

N.B. Nicht vergessen: Melden Sie sich an für das Mega-Ereignis in Berlin! (17-24. September 2002)
www.fice-congress2002.de

René Gregorius

Hommage à Jules GRANDGENET

L'instituteur Jules GRANDGENET nous a quittés le 18 avril 2001 à l'âge de 79 ans.

Nous regrettons le départ d'un homme remarquable pour sa gentillesse, la chaleur de son affection pour son entourage, sa famille, ses élèves et ses camarades de travail.

Toutefois, la disparition du collègue Jules n'est pas totale. Son apport professionnel notamment pour améliorer le sort des enfants en détresse a laissé des traces indélébiles dans l'évolution de notre organisation scolaire.

Il a été, en effet, un de ces pionniers passionnés de l'après-guerre qui ont préparé d'abord la création ensuite la structuration de l'éducation différenciée, absente de la loi scolaire de 1912.

C'est un travail immense d'organisation qui s'est accompli sur le terrain des activités scolaires, concrétisé par la coopération d'instituteurs, soutenus dans leurs efforts par des médecins, des psychologues, des assistantes sociales et d'autres responsables de l'éducation sur le plan communal et étatique.

Cette coopération se fit dans le cadre du Centre d'études de l'enfance inadaptée dans lequel Jules GRANDGENET assumait la charge de secrétaire. Le siège de ce centre qui réunissait les professionnels de l'éducation du pays entier, était à Esch-sur-Alzette. Ses présidents successifs étaient Constant GOLLER, instituteur dans une classe de perfectionnement d'Esch et Ed BARBEL, secrétaire de la commission scolaire d'Esch. Son trésorier était Georges ROUSTER, instituteur d'enseignement spécial à Luxembourg.

Le responsable du centre pour l'aide à l'enfance abandonnée était Ferd OTH, premier directeur ou plutôt le père de la

communauté d'enfants du Kannerschlass Suessem était pionnier dans notre pays de la création de structures familiales pour l'accueil de ces enfants, dès 1951. Un pas important fut fait par l'acquisition du château de TORNACO de Sanem par la Ville d'Esch sous l'impulsion d'Ed BARBEL, alors trésorier de la Fédération internationale des Communautés éducatives (FICE), fonctionnant actuellement sous la présidence de Robert SOISSON, psychologue au service Médico-Psycho-Pédagogique d'Esch.

C'est dans cette ambiance que Jules GRANDGENET a développé ses efforts d'organisation et son travail pédagogique.

Né le 20 mars 1922 à Belvaux, Jules GRANDGENET a fait ses études secondaires au Lycée classique d'Echternach. Réfractaire à l'enrôlement dans l'armée de l'envahisseur, il a quitté l'École normale en 1942 pour se réfugier en France. A Roanne il restait attaché à son idéal d'enseignant. De retour au pays il fut affecté à un poste d'instituteur à Hagen. En 1948 il fut nommé instituteur à Esch-sur-Alzette où il enseignait dans les écoles du Brill et de la Grand-rue.

Suivant son penchant pour aider les enfants en difficulté, il suivit en 1949/50 des cours à Beaumont-sur-Oise (F), à l'Institut de formation pour les instituteurs des classes de perfectionnement pour enfants arriérés.

En 1951/52, il complétait ses connaissances à Fribourg (CH) notamment en ce qui concerne les déficits du langage parlé.

Instituteur d'enseignement spécial, Jules GRANDGENET était de ceux qui mirent en place la Commission Médico-Psycho-Pédagogique. En 1952, un service multidisciplinaire fut installé dans le bâtiment de la crèche Parc Laval et transféré en 1968 au numéro 6, Grand-

Rue. Jules GRANDGENET en devint le secrétaire-rapporteur. En même temps il donnait des cours de rééducation de la parole. Les mesures de rééducation et de traitement du langage, de la motricité, du comportement entre autres furent par la suite étendues aux communes limitrophes.

En même temps fut élargie la scolarisation des enfants mentalement handicapés ainsi prolongée par la suite au secours post-scolaires dans les centres de réadaptation qui fonctionnent maintenant. Au risque d'oublier d'autres contributeurs de valeur, il convient de mentionner quelques-uns des initiateurs tels que le docteur Roger NOESEN, neuropsychiatre, la psychologue Helga MAILLIET et l'assistante sociale, Mme. SCHAACK, Gaston SCHABER, directeur de l'Institut pédagogique, ainsi que le conseiller de Gouvernement Roger LINSTER, responsable de l'élaboration de la loi du 14 avril 1973 sur l'Education différenciée.

Sur cette base un vaste système de secours s'est développé dans tout le pays en faveur des enfants, des jeunes et des adultes en difficulté d'intégration dans la société actuelle.

Dans le moment triste de la disparition d'un homme de valeur, le moins qu'on puisse faire est de se souvenir avec reconnaissance de cette génération d'après-guerre qui par ses efforts a assuré un renouveau certain dans la vie de nos écoles.

Quand les acteurs et leurs témoins auront disparu, l'œuvre persistera. Et cela est le principal.

Que cette pensée soit du baume sur la plaie ouverte par le décès de Jules GRANDGENET dans sa famille et dans le cercle de ses amis et collègues.



Robert Soisson

Jugend-Hilfe – Jugend-Strafe

Anfang Dezember fand in Luxemburg zum 2. Mal eine internationale Fachtagung zum Thema Jugenddelinquenz statt. Während die erste Tagung schwerpunktmäßig die Themen Prävention und Mediation behandelte, stand diesmal die geschlossene Unterbringung im Zentrum der Debatten. Ziel der Fachtagung war u.a., einen Vergleich der verschiedenen Jugendhilfesysteme in Europa anzustellen und Erfahrungen mit geschlossener Unterbringung auszutauschen.¹

Um es gleich vorweg zu nehmen: Ein internationaler Vergleich ist sehr schwer, wenn nicht unmöglich. Die Rechtsgrundlagen sind sehr verschieden und beruhen zum Teil auf recht unterschiedlichen Philosophien. Auch die Praxis der Betreuung gefährdeter oder delinquenter Jugendlicher variiert beträchtlich, sogar innerhalb der Grenzen eines Landes. Ich werde deshalb versuchen, die interessantesten Aussagen der Tagung hier wiederzugeben. Ein Tagungsbericht wird voraussichtlich im März/April dieses Jahres veröffentlicht werden.

Der europäische Vergleich

Prof. Dr. Horst Schüler-Springorum nahm als aufmerksamer Beobachter an der ganzen Tagung teil und versuchte am Ende, ihre Ergebnisse zusammenzufassen. Er bedauerte, dass es auf europäischer Ebene keine einheitliche Terminologie im Bereich der Jugenddelinquenz gibt. Schüler-Springorum ist Mitglied des kriminologischen Beirats des Europarats, der versucht, Vergleichbarkeit erst einmal herzustellen. Hier wird der Versuch unternommen, praktische Erfahrungen im Umgang mit straffälligen Jugendlichen zu sammeln und Beispiele von „Best Practice“ zu dokumentieren. Statistiken seien nicht vergleichbar, da sie sowieso nicht stimmten.

Aus Luxemburger Sicht von Bedeutung ist die Tatsache, dass praktisch alle Länder in ihrer Gesetzgebung von Schutz- zu Hilfekonzepten übergewechselt sind (D: Kinder- und Jugendhilfegesetz, B: „décret d'aide à la jeunesse“ etc.) und nun dabei sind, erste Erfahrungen mit diesen neuen Gesetzen aufzuarbeiten. Was demnach in den meisten europäischen Ländern schon längst abgeschlossen ist, ist in Luxemburg dringend geboten: Die Überarbeitung resp. Neufassung des Jugendschutzgesetzes.

Europaweit stellt Prof. Schüler-Springorum einen „kriminalpolitischen Ruck nach Rechts“ fest und gab dafür zahlreiche Beispiele:

In Frankreich wird mit dem Ausdruck „Responsabilisation“ der Trend deutlich, die Zuschreibung von Verantwortung dem Schutz der Rechte des Kindes vorzuziehen. In Frankreich hat der Jugendrichter vergleichsweise viel Ermessensspielraum: Er ist Untersuchungsrichter, Strafrichter und „Erziehungsrichter“ zugleich. In den letzten zwei Jahren forderten immer mehr Politiker, allen voran der ehemalige Innenminister Chevènement, Eltern für ihre Nachlässigkeit in Erziehungsfragen durch Streichen oder Herabsetzen der Familienzulagen zu bestrafen.

In England wird die Blair-Formel: „Get tough on crime and tough on the causes of crime“ sehr stark angewandt, zumindest in bezug auf den ersten Teil der Maxime. Der Kampf gegen die Ursachen der Kriminalität erweist sich als ungleich schwieriger. Ähnlich der 0-Toleranz in den USA gilt in England und Wales die Maxime: „No more excuses“.

Als ein regelrechtes „Chaos“ bezeichnet Schüler-Springorum die Altersgrenzen der Strafmündigkeit, besonders im unteren Bereich, wo in Europa die Schweiz und Irland mit 7 Jahren den Rekord halten. Die Kinderrechtskonvention der Vereinten

Nationen empfiehlt, die Altersgrenze nicht zu niedrig anzulegen und schlägt 18 Jahre vor. In der Praxis erweist sich dies jedoch als schwierig, denn es gibt keine eindeutigen biologischen, soziologischen und kulturellen Kriterien, nach denen sich die Festlegung einer Altersgrenze empirisch belegen ließe. Denn auch dort, wo klare Altersgrenzen bestehen, können diese durch das „Gravierende an der Tat“ wieder aufgehoben werden, nach dem Motto: „Die Bosheit macht wett, was das Alter noch fehlen lässt“. Das schlichtweg Böse scheint durch, was der Theorie der „kleinen Monster“ immer wieder Auftrieb gibt (vgl. den Télécran-Artikel aus Nr. 47/2000, S. 24-26). Als Beispiel zitiert Schüler-Springorum den Bulger-Fall in Liverpool (UK), der zu einem akuten Konflikt zwischen dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte und dem Vereinigten Königreich ausartete. Aus einer pragmatischen Sicht schlägt Schüler-Springorum daher eine Altersgrenze um 12 Jahre fest.

Geschlossene Unterbringung²

Der Ausdruck „Unterbringung“ bedeutet schon laut Professor Schüler-Springorum in einem gewissen Maße Freiheitsentzug. Wie aus verschiedenen Beiträgen im Verlauf der Tagung festgestellt wurde, gibt es fließende Übergänge zwischen den Maßnahmen der Jugendhilfe und der „geschlossenen Unterbringung“. Die totale Geschlossenheit gibt es sowieso nicht. Wie Prof. Sabine Pankhofer berichten konnte, sind auch innerhalb geschlossener Einrichtungen die Arrangements mehr oder weniger „offen“.

Prof. Schüler-Springorum ist kategorisch: Freiheitsentzug ist keine Lösung, sondern schafft nur neue Probleme! Es ist ein vorübergehender Konsens an das Sicherheitsbedürfnis der Allgemeinheit. Geschlossene Unterbringung als Behandlungsraum sei purer Etikettenschwindel. Die Priorität der Justiz sei immer der Schutz der Freiheit, im Zweifelsfall solle der Richter immer für den schwächeren Eingriff plädieren.

Aus der Sicht des Probanden schafft bereits ein kurzer Freiheitsentzug

Verarbeitungsprobleme: 6 Monate oder ein Jahr sind im Bewusstsein eines Jugendlichen ein viel größerer Zeitraum als vergleichsweise bei einem Erwachsenen. Jugendliche in GU betonen immer wieder die Rolle des Zufalls. Sie wurden „erwischt“, wo Freunde oder Bekannte, die ebenfalls straffällig geworden sind, frei herum laufen. Allein schon dieses Gefühl erfahrener Ungerechtigkeit lässt erahnen, dass jeder Anspruch auf Dauerwirkung einer GU-Maßnahme die Realität weitgehend verfehlt.

Sabine Pankhofer musste feststellen, dass geschlossene Unterbringung sehr wenig erforscht ist. Laut einer Studie des Deutschen Jugendinstituts ist mit dem Begriff kein Konzept verbunden, letztlich versteht man darunter lediglich eine **bauliche Maßnahme**. Betroffen von GU sind vor allem männliche Jugendliche. Der Schlüssel sei das wichtigste Arbeitsinstrument in GU. In Deutschland gibt es ca. 150 Plätze in Einrichtungen der Jugendhilfe die unter das Konzept der GU fallen. (Verglichen mit der Bevölkerungszahl hätte demnach Luxemburg Anrecht auf einen halben Platz.) Die einzelnen Institutionen sind vernetzt. Konzepte richten sich nach aktuellen Standards, die jedoch immer mit Offenheit gekoppelt sind. (D.h. dass es die „totale“ Geschlossenheit nirgends gibt. Belastend hingegen wirkt sich die „ständige Präsenz“ und Konfrontation auf Jugendliche und auf Betreuer aus.

Die Untersuchung, die Sabine Pankhofer im geschlossenen Heim für Mädchen in Gauting bei München durchgeführt hat, ergab, dass die „Entweichquoten“ in geschlossener Unterbringung gleich hoch sind wie in nicht geschlossener Unterbringung. Die Bereitstellung von Plätzen in der GU **erzeugt Bedarf!** Kinder in der GU werden weitgehend stigmatisiert. Andere Jugendliche bewundern sie mit einer Mischung aus Ehrfurcht und Angst. Gerüchte über die GU tragen auch dazu bei, das „Image“ dieser Kinder zu zementieren.

Positiv an GU ist, dass in bestimmten Situationen der Druck der Strasse oder

des Elternhauses abgeschwächt wird, die Rechte des Kindes werden weitgehend respektiert, was von Sabine Pankofer als ein perverser Effekt der GU bezeichnet wird. Negativ ist, dass das Einsperren als Strafe verstanden und erlebt wird, bei einem **Kostenpunkt von 14.000 DM im Monat**. (Die Angaben zu den Kosten für einen Platz in GU schwanken in Europa zwischen 250.000 und 500.000 Franken. Spitzenreiter ist anscheinend England, wo gerne behauptet wird, ein Platz in GU sei teurer als eine Suite im Ritz.)

GU hat aber auch Auswirkungen auf das Personal: Abgesehen von dem schon erwähnten Stress durch dauernde Überwachung und Konfrontation geraten die Erzieher aus der GU auch bei ihren Kollegen in Verruf. Ihnen wird nachgesagt, dass sie die Rechte der Kinder nicht respektieren. In der Schweiz weigerten sich Ausbildungsinstitutionen, Aufsichtspersonal in Fortbildungsveranstaltungen aufzunehmen.

Kinder in der GU leiden oft darunter, dass sie nicht wissen, wann die Maßnahmen zu Ende ist. Sabine Pankhofer fordert daher mehr Transparenz und klare Aussagen über die Dauer des Freiheitsentzugs. Es fiel auf, dass Kinder in GU kein Anrecht auf Ferien, d.h. eine Unterbrechung der Maßnahme haben. Das ist im Sinne der Kinderrechtskonvention doch sehr bedenklich.

Ein weiteres Problem ist die **Nebelzone zwischen GU und Psychiatrie**. Sabine Pankofer spricht von einem „Verschiebemechanismus“ von der GU hin zur Psychiatrie, der besonders bei Mädchen in Kraft tritt. Es besteht in der Regel keine Schwierigkeit, eine psychiatrische Diagnose zu erhalten, aber auch das ist anscheinend nicht einmal notwendig: In Brandenburg hat Petzold eine Rekonstruktion von 33 Fällen von GU angefertigt. Davon waren 32 in der Kinder- und Jugendpsychiatrie untergebracht und davon wiederum 31 ohne präzise Diagnose! Dies entspricht einer Fehlplatzierungsrate von annähernd 100%!

Täter-Opfer-Ausgleich

Anlässlich des ersten Kongresses über Jugenddelinquenz im Dezember 1998 hier in Luxemburg wurden die Mediationstechniken vorgestellt, die, besonders im deutschsprachigen Ausland, bereits erfolgreich und in großem Maßstab angewendet werden. Auch in Luxemburg sind mit dem „Centre de Médiation“ die Weichen richtig gestellt. Zu hoffen bleibt nur, dass dieses Zentrum den nötigen materiellen und personellen Ausbau erfährt, um seine Aktivitäten erfolgreich auf- und ausbauen zu können.

Schüler-Springorum bezeichnet sich als leidenschaftlicher Verfechter des TOA oder des „außergerichtlichen Tauschgleichs“, wie er in Österreich genannt wird. Auch die „Children's Hearings“ in Schottland verfolgen ähnliche Ziele: Der jugendliche Straftäter soll durch die Konfrontation mit dem Opfer etwas lernen. Er oder sie muss zunächst die große Hemmschwelle überwinden, die darin besteht, angesichts des Opfers seine Tat einzugestehen und sich dafür zu entschuldigen. Ein zweiter Lernprozess kann dadurch entstehen, dass der Jugendliche seine Tat wiedergutmachen soll, wenn das Opfer darauf besteht: Sei es in Form einer direkten Zuwendung an das Opfer, sei es durch gemeinnützige Arbeit.

Die Rolle der Medien

Josine Junger-Tas, Leiterin der Forschungsabteilung des Niederländischen Justizministeriums stellte in ihrem Beitrag fest, dass es in der Behandlung der Jugenddelinquenz durch die Gesellschaft im allgemeinen und die Justiz im besonderen „historische Zyklen“ gibt. Mal schlägt der Pendel mehr zu der einen, mal wieder mehr zu der anderen Seite aus. In Einklang mit Schüler-Springorum stellt sie fest, dass zur Zeit wieder stärker bestraft und eingesperrt wird. Jugendliche werden immer mehr wie Erwachsene bei Strafprozessen behandelt, haben aber keinen Anspruch auf „procedural rights“. Die Straftat wird wichtiger als die Person, die sie begangen hat. Das war nicht immer so und die

Sensationspresse hat viel dazu beigetragen, eine Atmosphäre der Angst und der Furcht vor Verbrechen zu schaffen. Da Politiker stark durch die Medien beeinflusst werden, wird in vielen europäischen Ländern eine härtere Gangart gefordert, obschon nachgewiesen werden kann, dass die Jugenddelinquenz, nach einem konstanten Ansteigen ab den 50er Jahren seit den 80er Jahren bemerkenswert stabil geblieben ist. Auch Prof. Friedrich Dünkel sagte aus, dass die Jugendkriminalität nicht dramatisch in den letzten Jahren gestiegen ist, wie viele Medien behaupten. Quelle von Missverständnissen ist immer wieder die undifferenzierte und missbräuchliche Verwendung von Polizeistatistiken. Der Leser erinnert sich sicher an die Kontroverse im letzten Wahlkampf hier in Luxemburg zwischen der Bürgermeisterin der Hauptstadt Lydie Polfer und dem damaligen Jugendminister Alex Bodry, der alle Mühe hatte, die Panikmache der Bürgermeisterin zu entschärfen.

Gemeinsame Europäische Handlungsansätze

Schüler-Springorum sieht die Zukunft in Europa in der verstärkten Förderung gemeindenaher Reaktionen auf Jugenddelinquenz, die einer beständigen Evaluation unterworfen sein sollte. Der Versuch, eine Angleichung „von oben“ zu erreichen, bezeichnet er als schwierig. Bestehende Regelwerke wie die UN-Konvention über die Rechte des Kindes haben bis jetzt noch nicht vermocht, die Praxis in den einzelnen Ländern Europas zu vereinheitlichen. Prof. Friedrich Dünkel forderte in seinem Beitrag ein sinnvolles Modell restaurativer Justiz wie z.B. Familienkonferenzen, „child hearings“ usw. Am Ende einer solchen Prozedur könnte durchaus eine Art von Kontrakt stehen, der jedoch nicht so recht ins Strafrecht passen will. Er plädiert sehr stark für die Erprobung neuer Umgangsformen mit Jugendkriminalität über Modellprojekte. Der Weg über neue Gesetze sei riskant und scheitere meistens dadurch, dass die nötigen

Infrastrukturen zur Umsetzung der Gesetze noch nicht vorhanden seien.

Robert Soisson Der Autor ist Diplompsychologe und arbeitet seit 25 Jahren im Service Médico-Psychopédagogique in Esch-sur-Alzette. Zur Zeit ist R.S. Präsident der FICE-Europa, eine Unterorganisation der Internationalen FICE, die sich schwerpunktmäßig um Fragen der Qualitätssicherung von Erziehungshilfen kümmert. Darüber hinaus ist er in vielen anderen internationalen Netzwerken aktiv, die sich vor allem für die Umsetzung der Konvention über die Rechte des Kindes einsetzen (EFCW, IFCW, AEIJI usw.) In Luxemburg ist R.S. Präsident der ANCE (FICE-Sektion Luxemburgs), Vorstandsmitglied der UNICEF, Mitglied des „Comité Ad hoc pour les droits de l'enfant“ und seit Dezember 2000 Präsident der CNAP (Commission Nationale d'Arbitrage en Matière de Placement).

¹ Die erste Tagung wurde von der FICE-Europa (Fédération Internationale des Communautés Educatives – Region Europa) und der ANCE (Association Nationale des Communautés Educatives - Luxemburg) organisiert. Die zweite Tagung wurde in Zusammenarbeit mit der deutschen FICE-Sektion, der IGfH (Internationale Gesellschaft für erzieherische Hilfen) und der Deutschen Vereinigung für Jugendgerichte und Jugendgerichtshilfen (DVJJ) organisiert. Unterstützt wurde die letzte Veranstaltung auch von der Europäischen Gemeinschaft (Programm Jugend) und vom Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend Deutschland.

² 2 Broschüren zum Thema „Geschlossene Unterbringung“ kann ich empfehlen:
Neue Probleme - alte Lösungen. Was ist dran an geschlossener Unterbringung? EREV-Schriftenreihe 2/94, und:
Argumente gegen geschlossene Unterbringung in Heimen der Jugendhilfe. IGfH, Frankfurt 1995.

Pascal Iacono

Protection et Aide à la Jeunesse en Belgique.

PREAMBULE :

Le secteur de l'Aide à la Jeunesse en Belgique est en constante évolution. Afin d'aider les travailleurs sociaux à évoluer en fonction des besoins des bénéficiaires et non le contraire, le Décret est venu marquer de son empreinte indélébile les conceptions parfois protectionnistes de certaines institutions. Actuellement, l'Aide à la Jeunesse est en proie à une mutation structurelle puisqu'une réforme est en passe de bouleverser le secteur. Alors que certaines institutions attendent leur nouvel agrément, personne ne peut vraiment savoir quelles seront réellement les implications de la nouvelle configuration en Communauté française de Belgique.

A ASPECT POLITIQUE :

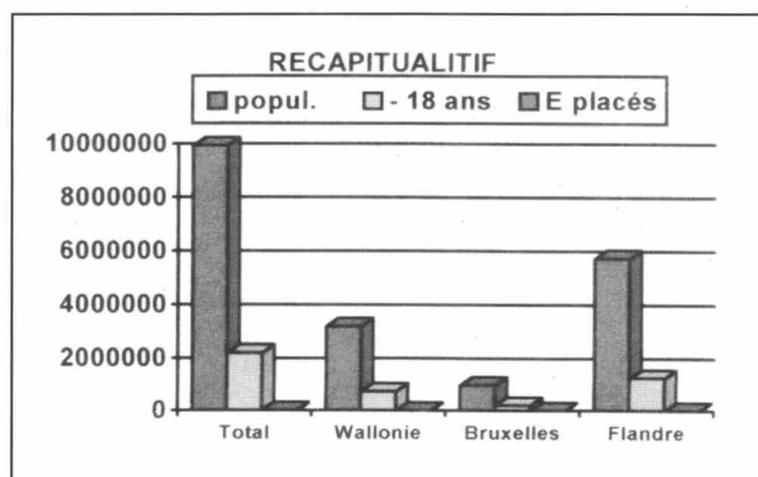
La Belgique est régie par une

monarchie parlementaire. Depuis le début des années 80, le système s'est modifié en un état fédéral dans lequel les régions et les communautés ont été pourvues d'une plus grande autonomie et d'un plus large pouvoir.

B ASPECT DEMOGRAPHIQUE :

En Communauté flamande, on compte environ 1.250.000 jeunes et enfants. A Bruxelles, il y en a environ 200.000. En Communautés française et allemande, on en dénombre environ 740.000. Le total national est d'environ 2.200.000.

Le nombre d'enfants et de jeunes placés en institutions est en moyenne annuelle de 5.300 en Wallonie (1994 à 1999) dont 57,4 % de garçons et 42,6 % de filles.



C ASPECT HISTORIQUE :

Comme dans la plupart des pays européens, la Belgique a des origines du placement institutionnel et familial qui trouvent ses racines dans les prises en charge des orphelins et des enfants abandonnés.

Au Moyen-Age, c'était le clergé et les institutions caritatives qui recueillaient les enfants abandonnés. On recourait au placement chez des particuliers qui

s'occupaient de leur éducation et leur formation professionnelle.

Jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle, la grande philosophie était la protection des enfants défavorisés, des effets négatifs du monde extérieur. C'était la vie en grand groupe dans une structure très centralisée ou toutes les activités (enseignement fait essentiellement d'activités physiques) étaient organisées à l'intérieur et où les contacts avec le monde extérieur étaient découragés voir absents.

Dès 1850, apparaissent de nouvelles structures pour les enfants difficiles et délinquants: ce sont les maisons de correction. L'objectif était de « corriger » les enfants et les jeunes pour qu'ils deviennent des citoyens dociles. Le régime des institutions était sévère et de style militaire.

D LA LOI DU 15 MAI 1912 :

La loi du 15 mai 1912 innove, car pour la première fois en Europe un pays vote une loi et introduit des notions de protection des enfants et des jeunes en danger. L'objectif était de préserver les enfants de la sévérité de la loi. On crée des tribunaux pour enfants. Depuis lors, les magistrats ont eu le pouvoir de placer les enfants chez des particuliers dignes de confiance ou en institution (maison de correction).

Cependant, cette loi a eu une conséquence négative dans le sens où le nombre de placements augmentait de façon importante.

E LA LOI DU 8 AVRIL 1965 :

C'est en 1965 qu'une nouvelle loi a vu le jour et a mis en évidence une autre notion qui est l'intérêt de l'enfant. Tout devait donc être mis en place afin d'éviter le placement et de retirer de l'enfant de son milieu familial. L'accent était mis sur la mise en oeuvre d'une prévention, aussi bien pour les parents que pour les enfants. C'est la Commission pour la Protection de la Jeunesse (CPJ) qui s'occupait de cet aspect.

L'objectif de cette loi était aussi de diminuer le nombre de placements. Mais elle connut aussi l'effet inverse car le nombre de placement a augmenté de manière significative. D'ailleurs, en Belgique à chaque fois qu'on légifère dans ce sens, il semble que cela produise l'effet inverse.

Avec cette loi, une réflexion allait surgir dans le secteur concernant le sens du placement institutionnel et il est apparu que l'ensemble des intervenants se soient

accordés d'abord sur les effets négatifs que représentait le placement sur les enfants. Ensuite avec le développement des techniques éducatives (écoles de pensée systémique, analytique, comportementaliste,...), avec la contestation née des jeunes et des travailleurs concernant les mauvaises conditions d'accueil de certaines institutions, et avec la charge financière importante du placement institutionnel, le secteur a abouti à une amélioration des conditions d'accueil dans les services, a procédé à une diminution des capacités d'accueil, et les institutions ont commencé à recruter du personnel mieux formé et qui suivait une formation continuée.

Des alternatives aux placements ont commencé à apparaître : le placement familial, l'accueil de jour, le logement autonome avec accompagnement, des actions en milieu ouvert....

F LE DECRET DU 4 MARS 1991:

1. PRINCIPES GENERAUX

Avec l'apparition du Décret en 1991, l'Aide à la Jeunesse a adapté la législation afin de favoriser d'avantage les réinsertions des enfants dans leur milieu de vie et éviter que des situations ne s'enlisent à long terme. La « 14 bis », la circulaire « 87/3 », ont été les précurseurs du décret et ont permis aux institutions de se défaire d'un fonctionnement ancestral. L'enfant entrain souvent en bas âge en institution et ne ressortait qu'à sa majorité car si un enfant était en danger, on pensait qu'il fallait le retirer de sa famille et couper tous les liens afin de préserver le mineur du danger familial.

De nos jours, le secteur de l'Aide à la Jeunesse repose donc sur deux textes : la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la Jeunesse (à portée Nationale) et le Décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse (à portée communautaire).

En ce qui concerne les mineurs délinquants, le Ministère de la Justice

reste compétent. Par conséquent, la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse reste applicable sur tout le territoire belge pour ce qui concerne des jeunes ayant commis des infractions.

L'objectif a donc été de sortir de la judiciarisation des situations à caractère psychosocial et de séparer l'aide préventive et négociée de l'aide contrainte des situations à caractère judiciaire.

Les trois principes déjudiciarisation, prévention et maintien du jeune dans son cadre de vie sont donc les bases de cette loi novatrice.

2. L'ADMINISTRATION (DGAJ)

Le service administratif du Ministère de la Communauté française qui gère l'Aide à la Jeunesse est la Direction Générale de l'Aide à la Jeunesse (la D.G.A.J.)

Ses missions reposent sur les bases légales de la Loi du 8 avril 1965 et du Décret du 4 mars 1991 : elles se déclinent en

1. une prévention générale
2. une aide spécialisée aux jeunes en difficultés, en danger;
3. une aide spécialisée aux jeunes ayant commis des infractions;
4. traitement de la problématique des enfants abandonnés.

Son budget annuel global (activités, personnel et infrastructures) pour 1999 était de 7.403.300.000 FB (183.523.010 Euro). Ce qui représente environ 3 % du budget global de la communauté française de Belgique.

3. STRUCTURE D'ACCUEIL DES JEUNES

Il y a deux types de secteur :

- Le secteur privé agréé et subventionné par la D.G.A.J. : 287 services privés et 5 organismes de formation pour les travailleurs du secteur.
- Le secteur public organisé par la DGAJ résidentielle = 188 places

1. Le secteur Privé :

Le secteur privé dispose de services non-résidentiels: le Centre d'Orientation Educative (COE), de Services de Prestations Educatives et Philanthropiques (SPEP), de Services de Protutelle (SP) et des services de prévention (A.M.O.), les Centres de jour (CJ).

Au niveau de l'hébergement, nous pouvons retenir qu'en 1999 environ 4953 mineurs sont placés en institutions (SAIE, CAEVM, SAAE, SPF, COO, CPA, CAS, CAU, SP, PPP).

Le placement d'un jeune dans une de ces structures résidentielles relève de l'autorité soit du Juge de la Jeunesse, soit des Directeurs des Services de Protections Judiciaires (SPJ) soit des Conseillers des Services d'Aide à la Jeunesse (S.A.J.).

2. Le secteur Public avec les Institutions Publiques de Protection de la Jeunesse (IPPJ)

Les institutions résidentielles publiques, les IPPJ, sont réservées aux jeunes présentant des problèmes de délinquances. Leurs deux missions importantes sont de les aider à acquérir une image positive d'eux-mêmes et de favoriser la réinsertion sociale des jeunes.

La philosophie générale des IPPJ est d'adopter une attitude élémentaire vis-à-vis des jeunes. La méthode éducative propose la mise en exergue individuelle des aspects à améliorer dans le comportement mais également à mettre en évidence les aspects positifs sur lesquels le jeune pourra s'appuyer pour se reconstruire une image personnelle moins stigmatisée. Même si c'est très difficile et retrouver et de redonner confiance après un parcours chaotique, c'est pourtant l'objectif poursuivi par cette prise en charge intensive et individuelle du jeune.

L'objectif final est la réinsertion dans la famille comme le propose l'esprit du décret mais aussi au niveau scolaire et

professionnel.

Il y a deux types de régime :

1. le régime ouvert : qui se décline en deux autres aspects : « l'accueil » d'une durée de 15 jours permet de donner un signal et de délivrer le message au jeune de ce qu'il ne peut pas tout faire. Ce type de mesure concerne les jeunes qui ne sont pas encore vraiment dans un processus de délinquance. Pour ceux pour qui c'est déjà le cas, un service d'orientation dresse en 40 jours un bilan de la situation du jeune sur les plans familiaux, scolaires, professionnels, et institutionnel (connaître le parcours du jeune dans le secteur institutionnel. Le but poursuivi est la mise d'un projet de réinsertion en accord avec le jeune et sa famille et avec l'approbation du magistrat. Cela permet ainsi de casser un processus de marginalisation dont lequel le jeune s'est déjà enlisé.

2.

3. le régime fermé : c'est le vase clos. Soit il y a développement d'un projet de 3 mois suivi par une réorientation soit il y a un service d'observation et d'orientation travaillant sur une plus longue période.

Il y a 5 IPPJ en Belgique (Fraipont, Braine-Le-Château, Wauthier-Braine, Jumet et Saint-Servais). Le nombre de place est de 188 dont 34 en milieu fermé et 154 en milieu ouvert. Le coût d'une journée de prise en charge par jeune est de 12.000 FB (297,47 Euro) en section fermée et de 8900 FB (220,63 Euro) en section à régime ouvert.

4. LES INSTANCES MANDANTES (Juges de la Jeunesse, Conseillers et Directeurs)

Au tribunal de la Jeunesse, le Juge prend des décisions d'autorité et ordonne le placement par mandat judiciaire et c'est le Service de la Protection Judiciaire (S.P.J.) qui l'exécute. Au S.A.J. la négociation de placement est menée par le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse dans un esprit d'aide consentie et acceptée. Elle se fait avec le jeune et sa famille. La durée de placement est renégociable chaque année entre les différentes parties. Le but de cette procédure est d'éviter que certaines situations ne soient oubliées et ne s'enlisent pour une durée indéterminée. Il n'était pas rare que certains enfants rentraient en institution alors qu'ils étaient en bas âge et ne ressortaient qu'à la veille de leur majorité sans qu'aucun travail ne soit jamais mis en place avec leur famille. L'objectif du placement et donc maintenant de revoir annuellement chaque placement, en mettant l'accent sur le programme individuel de l'enfant.

L'admission du mineur dans une institution se fait d'après les critères de son projet pédagogique : mixité, âge, places disponibles, niveau de scolarisation, niveaux d'autonomie, caractéristiques de personnalité, etc. Des répertoires, reprenant la spécificité et le projet pédagogique de chaque service sont mis à la disposition de tous les services sociaux des autorités mandantes afin d'orienter au mieux le jeune et sa famille. C'est une étape importante dans la mesure où les différentes parties, le jeune, sa famille et l'institution peuvent préciser les objectifs qui seront poursuivis par chacun.

5. COMPARAISONS CHIFFREES ENTRE LES INSTANCES DE PLACEMENT

Nombre de mesures prises par les Tribunaux de la Jeunesse et les Cours d'Appel

<i>Tribunal de la Jeunesse</i>	1997	1998	1999	TOTAL	%
Réprimande	330	315	370	1015	7,48
Dessaisissement territ.	83	76	49	208	1,5
Déch. Autor. Parentale	53	70	93	216	1,6
Désign. De Protuteur	59	92	146	297	2,2
Orientation	583	743	685	2011	14,83
PEC non résidentielle	956	766	863	2585	19
Placement en IPPJ	1163	1143	1226	3532	26
Placement en serv. Résid.	1198	1311	1198	3707	27,39
TOTAL	4425	4516	4630	13571	100 %
%	32,6	33,2	34,2	100 %	

Le recours au placement institutionnel est la mesure la plus utilisée par le TJ (37 %), ensuite l'IPPJ, le PC et l'orientation.

Nombre de mesures par autorité de placement

Mandants	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	TOTAL	%
Conseiller	242	10355	12591	15525	17682	18018	2200	76613	57,2
Directeur	883	9127	5150	6752	7756	9594	1562	40824	30,5
Tribunal de la J.	7	1273	1038	4425	4516	4630	629	16518	12,3
Cour d'Appel J		12	6	17	15	15	1	66	0,05
TOTAL	1132	20767	18785	26719	29969	32257	4392	134021	100,0

Ce sont les Conseillers qui prennent le plus de mesures. On peut voir l'évolution constante qui traduit bien la volonté de déjudiciarisation de l'Aide.

Nombre de mesures

Voir tableau à la fin de cet article

C'est le recours au placement en services résidentiels qui est le plus souvent utilisée (51 %). Sur les trois dernière année, on peut constater qu'il n'y a qu'une faible augmentation de 0,3 %.

SOURCE des 3 tableaux : Rapport activités 1999 – DGAJ ./.

G REFORME DU 15 MARS 1999 :

L'idée politique a été de dire que 7 ans après le décret, les moyens mis en

œuvre sur le terrain n'étaient pas encore en adéquation avec les priorités définies en 1991. C'est une des raisons pour laquelle une profonde réforme du secteur a été mise en place. Elle doit apporter des réponses aux situations que vivent les enfants, les jeunes ou les parents en difficulté. Cette réforme se veut être la mise en pratique des actions déjà existantes. Elle a été conçue en privilégiant le recours aux services existants.

Dorénavant l'agrément des services se fera sur base d'un projet pédagogique. Cela change de l'agrément fondé sur le nombre de lits occupés. Chaque service devra donc définir les objectifs pédagogiques qu'il compte mettre en œuvre ainsi que les moyens nécessaires pour les atteindre. Il sera soumis à un avis d'opportunité du CAAJ (Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse qui vérifie l'adéquation de la nature de l'aide avec la programmation locale des services. Ce projet pédagogique sera donc soumis à une évaluation qui se fera à des niveaux différents :

1. à l'interne par le conseil pédagogique,
2. par le CAAJ pour évaluation de l'opportunité du projet ;
3. par les autorités mandates auxquelles les services devront motiver les refus d'admission ;
4. enfin, par la DGAJ puisque les services sont dans l'obligation de réintégrer annuellement au minimum 20 % de leur population. Ce critère escompte amener une moins grande résistance au maintien des jeunes en institution.

18 arrêtés - 14 types de service

1. arrêtés du GCF fixant le code de déontologie de l'Aide à la Jeunesse 15 mai 1997
2. arrêtés du GCF relatif aux critères et modalités de fixation des parts contributives prévues à l'article 55 du décret du 4 mars 1991 ;
3. arrêtés du GCF relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'AJ ;
4. arrêtés du GCF fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes.
5. Arrêtés du GCF pour les Services d'Aide en Milieu Ouvert (**AMO**) ; a pour activité l'aide préventive au bénéfice des

jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social. L'aide préventive comporte nécessairement l'aide individuelle, l'action communautaire et éventuellement l'action collective.

6. arrêtés du GCF pour les Services d'Orientation Educative (**COE**) ; a pour mission d'apporter au jeune, à ses parents ou à ses familiers un accompagnement social, éducatif et psychologique dans le milieu socio-familial ou ensuite de l'accompagnement, une mise en autonomie.
7. arrêtés du GCF pour les Services de Prestations Educatives ou Philanthropiques (**SPEP**) ; s'adresse à des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. Il a pour mission d'apporter une réponse éducative à la délinquance juvénile par l'organisation à titre principal de prestations éducatives ou philanthropiques au profit des jeunes visés à l'article 36, 4° de la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la jeunesse.
8. arrêtés du GCF pour les Services d'Aide et d'Intervention Educatives (**SAIE**) ; qui apportent aux jeunes et à leurs familles une aide éducative dans le milieu familial de vie ou en logement autonome.
9. arrêtés du GCF pour les Centres d'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitance (**CAEVM**) ; ces services en collaboration avec les équipes SOS Enfants ont pour mission :
 - a. d'organiser en permanence et si nécessaire en urgence l'hébergement d'enfants pour lesquels on suspecte ou on a constaté des maltraitances ;
 - b. d'offrir à ces enfants l'aide spécialisée et pluridisciplinaire dont ils ont besoin, et d'élaborer un programme d'aide à mettre en œuvre pour la suite ;
 - c. d'apporter une aide psychosociale ou pédagogique aux personnes qui assurent la garde de l'enfant.
10. arrêtés du GCF pour les Services d'Accueil et d'Aide Educative (**SAAE**) ;
 - a. organiser l'accueil et l'éducation de

jeunes qui nécessitent une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial de vie ;

- b. mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion de ces jeunes dans leur milieu de vie ;
- c. apporter une aide aux jeunes et aux familles en difficulté par des actions socio-éducatives dans leur milieu de vie ;
- d. assurer la supervision et l'encadrement pédagogique et social de jeunes qui vivent en logement autonome.

11. arrêtés du GCF pour les Services de Placement familial (**SPF**) ; a pour missions :

- a. d'organiser l'accueil et l'éducation, par des particuliers, d'enfants qui nécessitent une aide spécialisée ne dehors de leur milieu familial de vie.
- b. D'organiser la sélection de particuliers pouvant accueillir des enfants ;
- c. D'assurer la supervision ainsi que l'encadrement pédagogique et social des particuliers y compris dans le cas où leur sélection n'a pas été opérée par le service ;
- d. De travailler au maintien des relations personnelles entre l'enfant, ses parents, ses frères et sœurs sauf si l'instance de décision estime qu'il n'est pas possible ou contraire à l'intérêt de l'enfant.
- e. De mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion des enfants dans leur milieu de vie d'origine à l'issue de leur séjour en famille d'accueil ou s'il échet toutes solutions alternatives rencontrant l'intérêt du jeune.
- f. D'apporter une information exhaustive sur les antécédents familiaux et de santé du jeune ainsi que sur les motivations et les objectifs du placement.

12. arrêtés du GCF pour les Centres d'Observation et d'Orientation (**COO**) ; a pour missions d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de 10 à 15 jeunes qui présentent des troubles et des comportements nécessitant une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial de vie et justifiant par leur gravité l'observation, l'analyse approfondie et une action spécifique visant au dépassement

de la crise par le biais d'un encadrement adapté à cette fin.

13. arrêtés du GCF pour les Centres de Premier Accueil (**CPA**) ; organisent l'accueil collectif et l'éducation de 15 à 20 jeunes qui nécessitent une aide spécialisée ne dehors de leur milieu familial de vie et qui notamment sont placés pour la première fois ou après un premier placement dans un centre d'accueil d'urgence agréé. Le Centre établit pour chaque jeune un bilan d'observation et un projet d'orientation favorisant si possible et si l'intérêt du jeune ne s'y oppose pas, la réinsertion du jeune dans son milieu familial de vie.

14. arrêtés du GCF pour les Centres d'Accueil Spécialisés (**CAS**) ; organisent l'accueil collectif de jeunes nécessitant une aide urgente et spécialisée eu égard à des comportements violents ou agressifs, des problèmes psychologiques graves, des faits qualifiés infraction.

15. Arrêtés du GCF pour les Centres d'Accueil d'Urgence (**CAU**) ; organiser en permanence un accueil collectif de 7 jeunes au moins qui nécessitent une aide urgente consistant en un hébergement en dehors de leur milieu familial de vie ;

16. arrêtés du GCF pour les Services de Protutelle (**SP**) ; a pour activité exclusive la recherche et l'accompagnement de protuteurs.

17. arrêtés du GCF pour les Centre de Jour (**CJ**) ; ont pour mission d'apporter une aide éducative pour l'accueil en journée et la guidance de jeunes dans leur milieu familial de vie.

18. arrêtés pour les service qui mettent en œuvre un Projet Pédagogique Particulier (**PPP**) : le service a pour mission d'organiser un projet particulier et exceptionnel d'aide aux enfants et aux jeunes en difficultés. L'aide est apportée selon des modalités particulières non prévues par les arrêtés spécifiques.

H CONCLUSION

Trois grands principes sous-tendent la politique de l'Aide à la Jeunesse en Communauté française de Belgique :

1. la déjudiciarisation des situations psychosociales,
2. la priorité aux actions de prévention ;
3. le maintien du jeune dans son milieu de vie.

A la question : « Aider ou puni, est-ce possible sous le même toit ? », il semble que la Communauté française de Belgique ait opéré son choix. En décidant clairement la séparation des institutions psychosociales d'avec les institutions à caractère judiciaire (ce qu'on appelle la déjudiciarisation de l'aide), une avancée significative a été opérée. La volonté pédagogique a été de démontrer que lorsque les familles, en proie à des difficultés d'ordre sociales, avaient besoin d'une aide ponctuelle (car les familles peuvent demander l'arrêt des mesures), elles pouvaient trouver un service capable, sans trop d'intrusion, de leur fournir une prestation adéquate. Cette notion semble d'ailleurs de mieux en mieux assimilée par la population. La plupart des personnes identifie d'ailleurs bien le service rendu.

D'un autre côté, la sanction est nécessaire dans certaines situations lorsque les jeunes commettent des délits. Mais ici aussi, le décret donne la possibilité aux jeunes et à leur famille de revenir dans un cadre « plus négocié » lorsque la situation redevient plus acceptable.

EXTRAIT DU DECRET DU 4 MARS 1991

EXPLICATIONS TABLEAU D'ARTICULATION DES ARTICLES 36 -37- 38 -39

L'Aide à la Jeunesse garde ses compétences dans toutes les matières psychosociales, et dans l'aide consentie et négociée. (Décret du 4 mars 1991).

Le Conseiller des SAJ :

1. Examine les demandes d'aide des

jeunes.

2. oriente vers les particuliers ou les services approprié (de première ligne),
3. seconde les intéressés dans les démarches d'obtention de l'aide
4. Lorsqu'il a connaissance de mauvais traitements, de privations ou de négligences, demande l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire qui le tient au courant de l'évolution de la situation ;
5. interpellé un service privé afin d'apporter l'aide spécialisée durant le temps nécessaire
6. en cas de déchéance parentale, l'aide directe de la CF est subordonnée à la décision du TJ de confier le mineur au Conseiller

Les tribunaux de la Jeunesse sont compétents :

1. dans les contestations relatives à l'octroi, au refus ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle. S'il obtient l'accord des parties, le TJ met fin à la contestation sinon il tranche.
2. lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant est compromise, (*c'est-à-dire lorsque l'enfant adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui la compromettent réellement et directement, soit lorsque l'enfant est victime de négligence graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels la menaçant directement et réellement*) le TJ peut :
 - a. ordonner un accompagnement éducatif
 - b. Décider d'un hébergement hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle.
 - c. Permettre à l'enfant s'il a plus de seize ans, de se fixer dans une résidence autonome et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence.
3. Le TJ garde toutes ses compétences dans les matières de délinquance juvénile. Il prend des décisions d'autorité dans les situations que l'on appelle communément

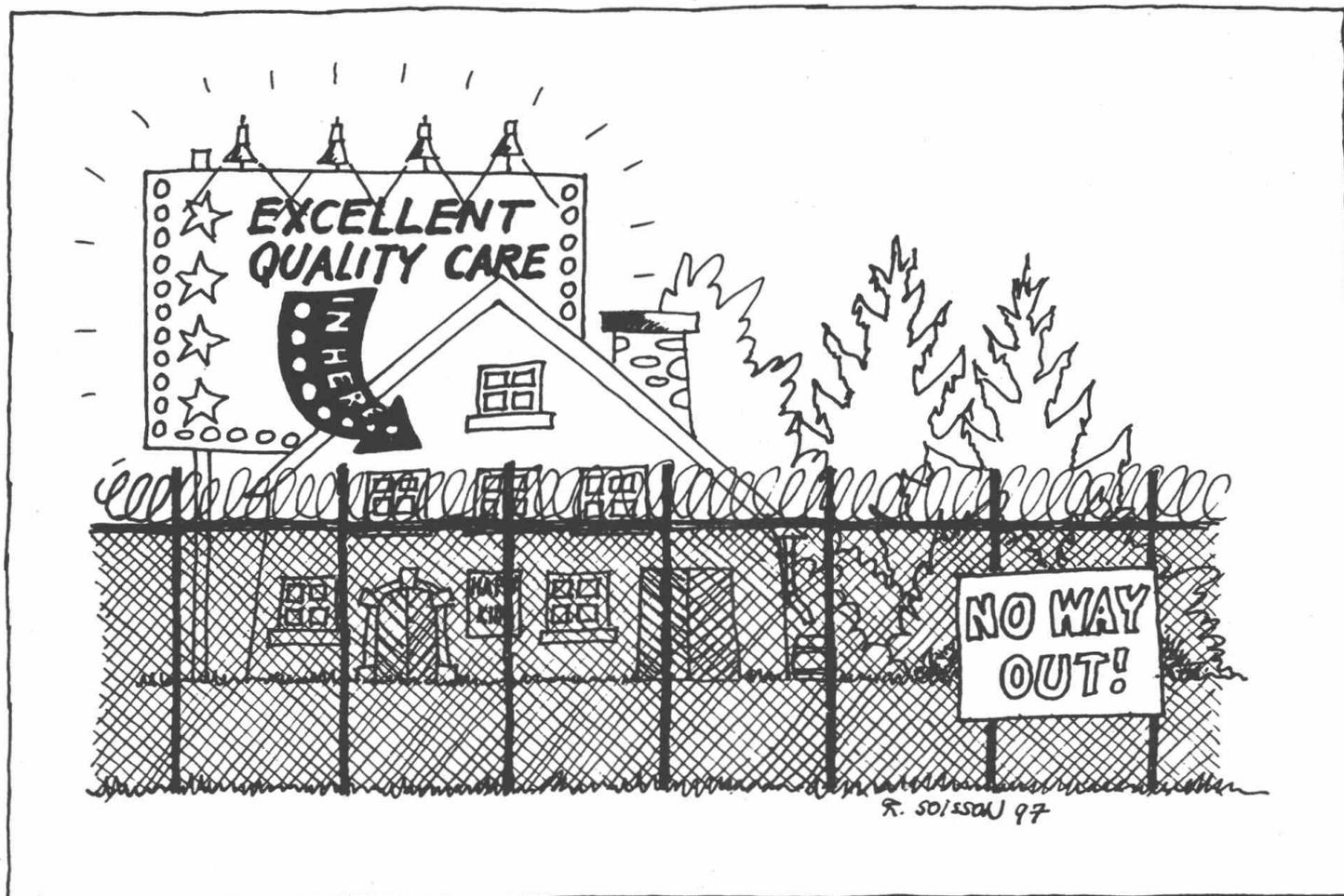
36-4.

Le Directeur met en œuvre les mesures du TJ. Il n'est plus tenu de recueillir le consentement de l'enfant de plus de 14 ans et de la personne qui a marqué le refus pour modifier l'application de la mesure dans les limites décidées par le TJ. Il peut convenir d'une autre mesure qui recueille l'accord des parties. Il informe dès lors le TJ et le Conseiller. L'homologation par le TJ met fin aux effets de la décision judiciaire. Le Conseiller peut dès lors appliquer la mesure. Le TJ ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

Grâce au tableau d'articulations nous avons pu remarquer que des passages se font habituellement entre l'Aide à la Jeunesse et la Justice.

Les institutions ne sont plus une finalité en soi mais deviennent de plus en plus un outil dans la mise en œuvre des projets de réinsertion des jeunes bénéficiaires. D'ailleurs à cet effet, la réforme actuelle veut mettre en adéquation les ressources locales avec les besoins réels des jeunes. Il semble néanmoins, qu'il y ait aussi derrière cette volonté une politique financière qui ne tient pas forcément compte des réalités de terrain. Gageons que la politique ne prendra pas toujours le pas sur le social et que des moyens nouveaux pourront être mis en place afin de valoriser au mieux tous ces grands textes.

Pascal IACONO
Directeur asbl EMERGENCE
ANCE BELGIQUE



P. 19

ANCE-Bulletin N° 105-106; mars 2002

Nature de la mesure	1994	1995	%	1996	%	1997	%	1998	%	1999	%	2000	Total	99/97
Réprimande						330	1,2	315	1,1	370	1,1	24	1039	12,1
Déssaisiss terr	676	3,3	630	3,4	949	3,6	872	2,9	743	2,3	109	3979		-21,7
Déch aut par					53	0,2	70	0,2	93	0,3	8	224		75,5
Désig prot	2		2		69	0,3	110	0,4	173	0,5	28	384		150,7
Orientation	7		429	2,3	2471	9,2	4440	14,8	3992	12,4	422	11716		61,6
Pec non ré	822	4,0	2077	11,1	4024	15,1	4205	14	6433	19,9	811	18372		59,9
Placement IPPJ	4		41	0,2	1163	4,4	1143	3,8	1226	3,8	210	3787		5,4
Log non supe	1		9		10		12		8		1	41		-20
Pla serv résid.	1132	19245	92,7	15174	80,8	16406	61,4	16802	56,1	16458	51,0	2149	87366	0,3
Clôture do.	10		398	2,1	1195	4,5	1897	6,3	2377	7,4	412	6289		98,9
Homologat			25	0,1	49	0,2	103	0,3	156	0,5	48	381		218,4
Investigati									228	0,7	170	398		
TOTAL	1132	20767	100	18785	100	26719	100	29969	100	32257	100	4392	134021	20,7

Sabine Pankofer

Was bringt Zwangserziehung? Erfahrungen mit geschlossener Unterbringung im europäischen Vergleich

Zwangserziehung hat wieder Konjunktur in Europa. Mehrere europäische Länder planen – nach liberaleren Phasen – wieder stärkere Eingriffsmöglichkeiten im Umgang mit den anscheinend schwieriger gewordenen schwierigen Kindern und Jugendlichen (vgl. Bendit et al. 2000). Das war noch in den 70er und 80er Jahren anders: In dieser Zeit ging die allgemeine Tendenz in Richtung einer europaweiten Abkehr von den Ansätzen der ‚schwarzen Pädagogik‘ der 60er Jahre (vgl. beispielsweise Scheipl (1999) für Österreich oder für Spanien Casas (1999)). Die damals üblichen ‚totalen Institutionen‘ der Jugendhilfe standen europaweit unter Reformdruck und entwickelten neue, stärker an den Bedürfnissen der Kinder und Jugendlichen orientierte Konzepte und Einrichtungen. Vor allem gegen Ende den 90er Jahre wurde jedoch der Ruf nach stärkeren Eingriffen und Verschärfungen des Strafrechtes lauter, dem jedoch in unterschiedlichen Maße stattgegeben wurde, z.B. in den Niederlanden durch Einrichtung von Erziehungslagern (vgl. van der Laan 1999) und Überlegungen, auch in England sog. Glen Mills Schools nach amerikanischen Vorbild (vgl. Ferrathota 1999) einzurichten. In allen Ländern wurden Verschärfungen des (Jugend-) Strafrechtes gefordert¹ und zum Teil auch durchgesetzt². Auch in kleinen europäischen Ländern wie Luxemburg werden die Stimmen für die Einrichtung von geschlossenen Heimen immer lauter und erste Planungen – auf der Basis von z.B. deutschen Erfahrungen – erfolgen. Dabei stehen jedoch differenzierte Vergleiche von Maßnahmen der jeweiligen Länder noch aus, was auch daran liegt, dass Vergleiche der ‚Zwangsangebote‘ aus verschiedenen Gründen fast unmöglich sind. Darin liegt auch die Problematik der im Titel des

Vortrages/Artikel gestellten Fragen. Dort werden zwei schwierig zu beantwortbare Fragen aufgeworfen: Zum einen die Frage nach den Effekten von Maßnahmen mit Zwangscharakter und zum anderen nach der grundsätzlichen Vergleichbarkeit von Erfahrungen im europäischen Vergleich. Beide Fragen werfen Probleme bei der Beantwortung auf folgenden Ebenen auf:

Die Problematik der Begriffe ,Zwangserziehung‘ und ‚geschlossene Unterbringung‘

Was unter dem Begriff ‚Zwangserziehung‘ gemeint ist, ist noch nicht einmal im deutschen Sprachraum eindeutig geregelt. Zwangserziehung³ wird historisch in der Erziehung im freiheitsbeschränkenden Kontext, der geschlossenen Unterbringung, verankert wahrgenommen. Doch auch der Begriff ‚Geschlossene Unterbringung‘ ist nicht eindeutig. Grundsätzlich ist er eine Bezeichnung für bauliche, freiheitsentziehende Gegebenheiten in der Betreuung von Kindern und Jugendlichen. Auf der Basis der Geschlossenheit werden wiederum pädagogische Konzepte formuliert, die z.T. Zwangscharakter haben können, aber nicht unbedingt müssen. Das heißt, mit Zwangserziehung selbst ist die spezifische Art der konkreten pädagogischen Arbeit gemeint als spezifische Haltung und Durchsetzung des Willens von Institutionen / machtvollen Personen gegenüber z.B. delinquenten Jugendlichen. Daher ist kein Umkehrschluss möglich, dass Zwangserziehung nur im geschlossenen Kontext erfolgt – wenn auch dort sicher deutlich häufiger. Zwangserziehung erfolgt auch in sog. offenen Einrichtungen, was verschiedene Untersuchungen für die

¹ Für Deutschland vgl. Trenczek (1994) oder die Schweiz Tanner (1999).

² Vgl. van der Laan 1999 für die Niederlande.

³ Zum schwierigen Begriff des Zwanges – vor allem in der Kontrastierung zum Begriff Freiheit – vgl. Pankofer (2000).

deutsche Heimlandschaft belegt haben⁴ und was es schwierig macht, generelle Aussagen, noch dazu über den deutschen Sprachraum hinaus, zu treffen.

Geschlossene Unterbringung – wo, wie und warum?

Eine weitere Problematik ist, dass geschlossene Unterbringung – mit jeweils unterschiedlichen Implikationen – in ganz verschiedenen Feldern erfolgen kann, dort aber mit dem gleichen Begriff, eben als ‚geschlossene Unterbringung‘; bezeichnet wird. ‚Geschlossene Unterbringung‘ kann als gesicherte Unterbringung von Kindern und Jugendlichen im Justiz-, Psychiatrie- und Jugendhilfebereich stattfinden, der Begriff selbst sagt dabei nichts darüber aus, auf welchen Bereich er sich bezieht. Dabei muss festgestellt werden, dass geschlossene Unterbringung in den jeweiligen Bereichen unterschiedlich definiert und auch bewertet wird. So ist sie im Justizbereich quasi eine *condition sine qua non* und im Kontext von Jugendstrafen weitgehend unhinterfragt, während geschlossene Unterbringung im Kontext der Jugendhilfe besonders kritisiert wird (vgl. Pankofer 1997).

Im europäischen Vergleich kommen nun Übersetzungsprobleme hinzu, z.B. ins Englische. Es gibt die verschiedensten und sich dabei überschneidenden Übersetzungen für ‚geschlossene Unterbringung‘ und ‚Zwangserziehung‘: ‚compulsary education‘ oder ‚secure accomodation‘ kann in ‚detention centers‘ oder in ‚lock up’s‘ erfolgen. Meist wird jedoch in den Quellen nicht definiert, was mit den Begriffen in den verschiedenen Übersetzungen gemeint ist und auf welchen Kontext (z.B. Jugendhilfe, Justiz oder Psychiatrie) sie sich beziehen, was eine Vergleichbarkeit deutlich erschwert. Das hat natürlich damit zu tun, dass sich im europäischen Vergleich die Formen von freiheitsentziehenden Maßnahmen und die jeweiligen Jugendhilfe- bzw.

⁴ Vgl. dazu Freigang (1986) für die offene Heimerziehung und Wolfersdorff et al. (1990) / Pankofer (1997) für die geschlossene Unterbringung innerhalb der Jugendhilfe.

Rechtssysteme unterscheiden, z.B. in der Frage, ob geschlossene Unterbringung in welchem Land auch im Kontext der Jugendhilfe überhaupt möglich ist. Das wäre eine eigene Untersuchung wert und dazu kann ich – nicht zuletzt wegen der schlechten Literaturlage⁵ – keine Aussagen machen. Vor diesem Hintergrund sind meine Ausführungen weniger als bereits erfolgter Vergleich von Zwangserziehungsmaßnahmen oder geschlossener Unterbringung als vielmehr als Grundlage für eine Vergleichbarkeit auf der Basis von empirischen Ergebnissen und Einschätzungen bzgl. geschlossener Unterbringung im Kontext der Jugendhilfe zu verstehen.

Im folgenden stelle daher ich unter verschiedene Effekte von geschlossener Unterbringung in Deutschland dar. Dabei stütze ich mich zum einen auf meine eigene Praxiserfahrung als Mitarbeiterin in einem geschlossenen Mädchenheim und zum anderen auf eine von mir in den 90er Jahren durchgeführte empirische Untersuchung von biographischen Lebensverläufen von Mädchen, die mehrere Monate bzw. Jahre geschlossen untergebracht waren (vgl. Pankofer 1997). In dieser katamnestisch aufgebauten Untersuchung „Mädchen in geschlossenen Heimen“ habe ich mich anhand den verschiedenen Effekten von geschlossener Unterbringung angenähert. Ausgangspunkt waren dabei für mich die subjektiven Theorien und Konstrukte, Beschreibungen und Bewertungen konkreter Situationen geschlossener Unterbringung, die Mädchen in einem geschlossenen Heim⁶ erlebt und berichtet haben. Ziel der Untersuchung war somit die geschlechtsspezifische und systematische Erfassung und Interpretation der Prozesse, wie, wann und warum Mädchen geschlossen

⁵ Diese Lücke zu schließen bzw. Vernetzung und Information über Literatur aus den verschiedenen Ländern zu ermöglichen, war nicht zuletzt ein Ziel der Tagung und damit auch des Tagungsbandes.

⁶ Es handelt sich hierbei um das Mädchenheim Gauting in der Nähe von München, das insgesamt 28 geschlossene Plätze für Mädchen anbietet (genauere Darstellung der Einrichtung in Pankofer, 1997)

untergebracht werden, aber auch, wie sie retrospektiv den erzwungenen Heimaufenthalt beurteilen und verarbeiten. Empirische Basis war neben der bundesweiten Untersuchung aller geschlossenen Heime, durchgeführt durch das Deutsche Jugendinstitut (vgl. Wolfersdorff et al. 1990) meine Untersuchung und Befragung von insgesamt 20 ehemals geschlossen untergebrachten Mädchen, die in zwei zeitlich versetzten Interviewwellen durchgeführt wurde. Dadurch wurden kasuistische Retrospektiven in Form subjektiver Beurteilungen des geschlossenen Heimaufenthaltes möglich. Anhand dieser empirischen Basis ist eine kritische Diskussion der Frage möglich, was geschlossene Unterbringung im Kontext der deutschen Jugendhilfe für wen bringt.

**Was bringt Zwangserziehung?
Oder besser gesagt: Für wen bringt
Zwangserziehung was?**

Die Frage, was Zwangserziehung bringt, lässt sich nicht ohne die Ergänzung beantworten, was Zwangserziehung für wen bringt. Zugrundeliegend dabei ist die Frage nach dem Erfolg bzw. für wen was Erfolg bedeutet.

Was bringt Zwangserziehung politisch?

Politisch unterstützt Zwangserziehung bzw. die Durchführung von geschlossener Unterbringung bei als besonders schwierig geltenden Kindern und Jugendlichen eine Phantasie der Machbarkeit bzw. der Idee, dass eine tatsächlich einzig richtige Maßnahme bei delinquenten Kindern und Jugendlichen gibt. Diese könnten grundsätzlich offen oder geschlossen sein, aber gerade die geschlossene Unterbringung bedient zum einen Kontroll- und zum anderen Strafbedürfnisse im Umgang mit jungen StraftäterInnen. Darin zeigen sich demnach offene oder verkappte ordnungspolitische Tendenzen, denen durch Forderung nach mehr Strenge und mehr Zwang Raum gegeben wird. Geschlossene Unterbringung hat damit die politische Wirkung, den BürgerInnen zu suggerieren, dass etwas getan wird, um ihre Sicherheit (und vor

allem die Autos) zu schützen, faktisch aber nicht wirklich etwas passiert, denn die empirischen Belege zeigen, dass durch geschlossene Unterbringung weder Entweichungen seltener werden noch Straftaten wirklich verhindert werden (vgl. Wolfersdorff et al 1990 und Pankofer 1997). Dabei gilt auch heute noch oder um so mehr, was Bäuerle schon in den 70er Jahren formuliert hat: „Befindet sich die demokratische Gesellschaft in Phasen der Depression, der politischen Unlust, der Ängstlichkeit und des Rufes nach Recht und Ordnung, wird alsbald auch nach mehr geschlossenen Heimen für Kinder und Jugendliche gerufen (und) nach Einschränkung der Finanzlast für soziale Hilfen“ (Bäuerle 1977, 248). Gespart wird zwar in vielen Bereichen der Jugendhilfe, allerdings hört das Sparen dann auf, wenn politische Flagge im ‚Umgang mit kriminellen Kids‘ gezeigt werden soll. Und so wird geschlossene Unterbringung gefordert, installiert und bezahlt, obwohl sie einer der teuersten Maßnahmen überhaupt ist (der Platz in einem geschlossenen Mädchenheim in Bayern kostet ca. 12.000 (!) DM im Monat!) aufgrund der erwünschten politischen Wirkung, dass ‚etwas getan‘ wird. Eine empirische Basis dafür, dass durch geschlossene Unterbringung tatsächlich Erfolge im Umgang mit sog. Monsterkids erkennbar sind, fehlt jedoch bzw. hängt von der Interpretation der Ergebnisse der Untersuchungen ab⁷.

**Was bringt Zwangserziehung für Kinder
und Jugendliche?**

Egal welche psychische Wirkung der Aufenthalt im geschlossenen Heim hat: Für alle gilt, dass die Zeit im geschlossenen Heim – egal wie lang sie dauert – eine tiefer Einschnitt im Leben der Kinder und Jugendlichen ist und enorme Auswirkung auf ‚das Leben danach‘ hat. Die katamnestic Interviews zeigten, dass trotz möglicher individuell positiver

⁷ Solche Umdeutung meiner durchaus kritischen bzw. ambivalenten Ergebnisse (Pankofer 1997) in Richtung Pro und Contra geschlossener Unterbringung – je nach Belieben – erfahre ich häufig.

Entwicklungen der Aufenthalt meist äußerst stigmatisierend war. Geschlossene Unterbringung wird immer und zu fast jeder Zeit des Aufenthaltes als Strafe empfunden, auch wenn sich gute Kontakte zu den BetreuerInnen ergeben. Der strafende Aspekt von geschlossener Unterbringung, der sich ja im ordnungspolitischen Diskurs widerspiegelt, kann nicht schön geredet werden. Die Jugendliche wissen ganz genau, dass geschlossene Unterbringung am Ende des Maßnahmenkatalogs der Jugendhilfe steht. Dementsprechend müssen sie fast schon ihrem Image der besonders gefährlichen Jugendlichen entsprechen und ‚produzieren‘ quasi Symptome. Auf der psychischen Ebene wirkt die geschlossene Unterbringung häufig zum einen erneut traumatisierend, dadurch, dass Erfahrungen der Ohnmächtigkeit bei den häufig missbrauchten oder von Gewalterfahrung betroffenen Kindern und Jugendliche durch die engen Grenzsetzungen wiederholt werden und mehr zu Anpassungen an das System führen als zu tiefgreifenden Verhaltensänderungen. Die engen Regeln und Grenzen können aber auch als Entlastung wahrgenommen werden bei Jugendlichen, die ständig Grenzerfahrungen und verbindliche Gegenüber suchen. Dass Verbindlichkeit in der pädagogischen Arbeit nicht notwendiger Weise nur im geschlossenen Heim oder im Rahmen von Zwangserziehung erfahren werden, liegt auf der Hand und wird auch durch Erfahrungen im Kontext andere Angebote für diese schwierige Zielgruppe, z.B. ISE-Maßnahmen (nach § 35 KJHG) belegt. Dennoch: Die Erfahrung von Verbindlichkeit ist das Positivste, was die Jugendlichen rückmelden. Verbindlichkeit heißt, dass das Verhalten der Jugendlichen von ihr Person getrennt wahrgenommen und bewertet wird. Hartnäckigkeit oder ‚Nervigkeit‘ der BetreuerInnen wird als eine der wichtigsten Eigenschaften gewertet, was die Aussagen eines Mädchen deutlich machen:

"Das ist das, wo ich heut sag, was mir geholfen hat. Dass ich immer wieder hab

zurückmüssen. Weil in jedem anderen Heim, wenn ich abgehaut bin oder hab irgendwas gemacht, ich hab die Leut ja hinterher nicht mehr gesehen. Das hat mich gelangweilt. Ich hab mich ja nie damit auseinandersetzen müssen. Ich bin ins nächste Heim gekommen, und denen hab ich halt wieder 'ne Story erzählt, und die haben mir dann auch geglaubt, mit meinen blauen Augen ja. (lacht) Ja. Mir haben sie immer alles geglaubt, was ich erzählt hab, ob das jetzt gelogen war oder nicht. Obwohl das irgendwo Scheiße war, weil ich die Leute immer soviel enttäuscht hab, aber dadurch konnt ich raus, konnt halt wieder abhauen. Ich hab halt nur meinen Vorteil drin gesehen, und danach hab ich die Leut nie wieder gesehen. Weil, irgendwo hat man ja ein schlechtes Gewissen gehabt, dass ich die so angelogen hab, weil es waren ja oft wahnsinnig Nette dabei, aber ich hab die nie wieder gesehen, und damit war das für mich natürlich gegessen, gell. Und im geschlossenen Heim hab ich's genauso gemacht, und die haben mir genauso geglaubt am Anfang und haben mir den Zweckausgang gegeben, und ich bin abgehauen und dann kam ich wieder rein: 'Hallo'. Scheiße. (lacht)" (...)

Es ist auf jeden Fall schwieriger, wenn du dich wieder mit denen auseinandersetzen musst. Wenn du sofort rausfliegst, hast du natürlich keine Probleme. (...) Also grad meine Vertrauenserzieherin wird mir meine Ruhe absolut nicht lassen. Damals fand ich das nervig, aber nicht nur. Ich hab zu meiner Vertrauenserzieherin schon 'ne ganz gute Verbindung gehabt. Ich muss aber ganz ehrlich sagen, wenn die nicht gewesen wär, dann hätt ich wahrscheinlich dadrin total auf stur geschaltet. Also du kannst das Glück haben und jemanden finden, wo du wirklich Vertrauen aufbaust, wo du auch wirklich von deiner Kindheit ein bißl was erzählst, freiwillig. Und du kannst es auch nicht haben. Also es wär kein anderer Erzieher dadrin gewesen, wo ich gesagt hätt, dass ich das auch hätt können."

Dass dies keine spezifischen Eigenschaften der geschlossenen Unterbringung, sondern abhängig ist von zufälligen Komponenten oder auch einer

spezifischen pädagogischen Haltung ist, liegt auf der Hand. Schlussfolgerungen für die Jugendhilfe liegen ebenfalls auf der Hand: Nicht geschlossene Unterbringung ist zu fordern, sondern bessere Arbeitsbedingungen und Personalausstattungen für PädagogInnen, die diese schwierige Arbeit machen wollen, um ihnen und den Jugendlichen Bedingungen zu bieten, die Erfolge überhaupt möglich machen.

Zusammengefasst kann folgendes festgestellt werden: Geschlossene Unterbringung oder Zwangserziehung hat meist Feuerwehrcharakter und wird auch so eingesetzt: Wenn es brennt und schon vieles schief gelaufen ist, soll sie in möglichst kurzer Zeit und mit möglichst einfachen Mitteln möglichst viele Effekte der Normalisierung (=Unauffälligkeit) erzeugen. Gewünscht werden schnelle Effekte, z.B. bezüglich der Entweichungen. Doch diesen Anspruch erfüllt sie nur zum Teil bzw. gar nicht: Die Zahl der Entweichungen reduziert sich durch überhaupt Zwangserziehungsmaßnahmen nicht (vgl. Wolffersdorff et al. 1990, Pankofer 1997). Und auch für eine der wichtigsten Einweisungsgründe, die Straffälligkeit, v.a. von Jungen, die bei der Einweisung im Vordergrund stehen, gibt es nur wenig gesicherte Ergebnisse hinsichtlich der Effekte von Zwangserziehung. Bei Jungen stehen empirische Untersuchungen über Zusammenhänge von Straftaten und Legalbewährungen und überhaupt über Lebensverläufe nach geschlossener Unterbringung weitgehend aus. Für Mädchen lässt sich zwar eine gute Legalbewährung nach der geschlossenen Unterbringung erkennen (vgl. Pankofer 1997), was aber auch darin liegen kann, dass die Einweisungsgründe für Mädchen weniger auf Straftatbeständen beruhen als vielmehr auf ihr (v.a. sexuelles) Verhalten ausgerichtet sind, das kontrolliert werden soll. Grundsätzlich stellt sich gerade bei Mädchen eindringlich die Frage nach der Indikation für geschlossene Unterbringung, denn die scheinbare Eindeutigkeit der Maßnahmen 'für eine bestimmte Gruppe von besonders schwierigen Kindern und Jugendlichen'

lässt sich empirisch überhaupt nicht belegen: Für jede/n Jugendliche(n) wird von den MitarbeiterInnen der Jugendämter gleichzeitig auch in offenen Einrichtungen angefragt, d.h. es besteht eine hohe Zufälligkeit darüber, wann und wo Jugendliche einen Platz bekommen. Dies wird auch von den Jugendlichen, die sich mit ihren FreundInnen auf der Straße weiterhin 'kurzschließen', so wahrgenommen, was den strafenden Charakter („*Warum bin ich hier drin und der/die andere nicht???*“) erhöht.

Was bringt Zwangserziehung für die PädagogInnen in der Jugendhilfe und strukturell für das System Jugendhilfe?

Geschlossene Unterbringung bringt für PädagogInnen der offenen Jugendhilfe vor allem Entlastung dahingehend, dass es eine nachfolgende Jugendhilfe-Maßnahme für all diejenigen Kinder und Jugendlichen gibt, die aus dem offenen Rahmen herausfallen oder auch 'herausgefallen werden' (vgl. Freigang 1986). Die geschlossene Unterbringung selbst wird zwar im offenen Jugendhilfebereich programmatisch und hochemotional abgelehnt, allerdings zeigt die Delegationspraxis der Jugendhilfe deutlich, dass dennoch gern (aus Gründen der Hilflosigkeit) - wenn auch mit schlechtem Gewissen - an sie abgegeben wird (vgl. Wolffersdorff 1999). Grundsätzlich kann für das System der Jugendhilfe festgestellt werden, dass der aktuelle Ausbau der geschlossenen Unterbringung (z.B. in den neuen Bundesländern) die Entwicklung von wirklich alternativen, z.B. sozialräumlichen Ansätzen verhindert, da viel Energie in das Pro und Contra bzgl. geschlossener Unterbringung geht (vgl. Arbeitsgruppe Geschlossene Unterbringung 1995). Festzustellen ist, dass die geschlossene Unterbringung selbst nur einen winzigen Teil der gesamte Jugendhilfe-Plätze ausmacht: In Deutschland gibt es nur ca. 132 Plätze, davon sind 35% für Mädchen. Trotz dieser kleinen Menge an Plätzen haben diese eine große, lähmende Auswirkung auf das Gesamtsystem Jugendhilfe. Die Fixierung auf die scheinbare Lösung Zwangserziehung /

geschlossene Unterbringung verstellt den Blick auf flexible Hilfen und suggeriert einen größeren Bedarf, als tatsächlich – nicht zuletzt wegen den hohen Kosten – nötig bzw. finanzierbar. Insgesamt lässt sich in Deutschland eine Tendenz zu weniger, aber dafür größeren geschlossenen Einheiten feststellen – eine Tendenz, die den Reformbestrebungen der 79er Jahre, die sich in Konzepten und Einrichtungen mit kleinerer Größe bewährt haben, voll widerspricht. Die geschlossene Einrichtung entwickelt eine Eigendynamik, die dann tatsächlich vergleichbar zur den Atmosphären der Gefängnisse und damit kontraproduktiv zu den Zielen der Jugendhilfe wird.

Abschließend...

Insgesamt lässt sich die Frage, was Zwangserziehung oder geschlossene Unterbringung bringt, nur schwer auf einen Punkt bringen: Geschlossene Unterbringung bringt manchmal mehr, als man ihr zutraut (vgl. Weiss 1999). Sie bringt aber erwiesenermaßen nicht das, was ‚man‘ (Gesellschaft, Politik etc.) von ihr erwartet, nämlich dass sie befreit wird von der Zumutung, sich mit diesen Kindern und Jugendlichen auseinander zu setzen. Sie bringt m.E. zu viele problematische Nebeneffekte als tatsächliche Gewinne durch eine fachlich hochqualitative Auseinandersetzung mit den Schwierigkeiten, die Kinder und Jugendliche haben oder machen. Für die europäische Perspektive zeigt die deutsche Erfahrung, dass geschlossene Unterbringung oder Zwangsmaßnahmen mehr ordnungspolitische Tendenzen oder Strafbedürfnisse befriedigt als tatsächlich zeitgemäßes Angebot für schwer zu erreichende Kinder und Jugendliche zu sein. Das Beispiel Deutschland bzgl. geschlossener Unterbringung sollte kein Beispiel für andere europäische Staaten sein.

Literatur:

- Arbeitsgruppe "Geschlossene Unterbringung" (1995), Argumente gegen geschlossene Unterbringung in Heimen der Jugendhilfe. Frankfurt/M.: IGfH-Eigenverlag.
- Bendit René et al. (2000): Kinder- und Jugendkriminalität. Strategien der Prävention und Intervention in Deutschland und den Niederlande. Opladen: Leske + Budrich.
- Bäuerle Wolfgang (1977): Argumente wieder eine böse Sache. In: Sozialpädagogik, 19. Jg., S. 247-251.
- Casas, Ferran (1999): Changing Paradigms in Child Residential Care. Veränderungen in der Heimerziehung Spaniens. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S. 85-93
- Ferrainola Sam (1999): Glen Miss Schools. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S 945-949
- Freigang Werner (1986), Verlegen und Abschieben. Weinheim/München: Juventa.
- Pankofer Sabine (1997): Freiheit hinter Mauern: Mädchen in geschlossenen Heimen, Weinheim, Juventa
- Pankofer Sabine (2000): Empowerment und Zwang – eine unmögliche Beziehung? In: Miller Tilly, Pankofer Sabine: Empowerment konkret! Stuttgart: Lucius.
- Scheipl Josef (1999): Heimerziehung in Österreich. Residential Care in Austria. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S 71-84
- Tanner Hannes (1999): Pflegekinderwesen und Heimerziehung in der Schweiz. Foster and Residential Care in Switzerland. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S 95-102
- Trenczek Thomas (1994), Geschlossene Unterbringung oder Inobhutnahme? In: DVJJ-Journal, Nr. 147, S. 288-296.
- Van der Laan Peter (1999) Erziehungslager („Kampementen“) in den Niederlanden. Boot Camp in the Netherlands. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S 907-915
- Weiss Karin (1999): Einschließen – Erziehen - Strafen. Locking up Children. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S. 887-891
- Wolffersdorff v. Christian, Sprau-Kuhlen Vera (1990), Geschlossene Unterbringung in Heimen. Kapitulation der Jugendhilfe?. München: DJI-Verlag.
- Wolffersdorff v. Christian (1999): Geschlossene Heimunterbringung. Locking up Children. In: Colla Herbert E. et al.: Handbuch Heimerziehung und Pflegekinderwesen in Europa. Neuwied/Kriftel: Luchterhand., S 917-923

John Graham

RECENT DEVELOPMENTS IN YOUTH JUSTICE IN ENGLAND AND WALES

Introduction

Good morning ladies and gentlemen. First of all, I would like to say what a pleasure it is to address this conference. I hope that you will find what I have to say both stimulating and informative. **2 years ago I spoke at the 24th Deutschen Jugendgerichtstages in Hamburg. Some of you will no doubt have been there and heard about the new developments in Youth Justice in my country. Today I will try to update you on what has happened since much of what I described then has become law. But first a little history.**

When the current Government came into power in 1997, it made five pledges to the nation. One of these was to reform the Youth Justice System and this pledge constituted the Government's top law and order priority. It grew largely out of two reports, which profoundly influenced their thinking on the nature of youth crime and what role the youth justice system should play in responding to it.

The first report, published in 1995, was a study of self-reported offending by young people aged between 14 and 25. This study found that, contrary to popular belief, many young men do not appear to grow out of crime during the transition from childhood to adulthood. This led the new Government to question earlier policies which were based on the premise that, wherever possible, juvenile offenders should be diverted from formal judicial proceedings, since most grow out of crime they **as they** approach adulthood. Instead it suggested that interventions should take place **sooner rather than later and with a greater degree of certainty.** This came to be known as "nipping offending in the bud" and constitutes one of the main philosophical planks underpinning the new approach to youth justice.

In the same year (1996), a study undertaken by the Audit Commission entitled "Misspent Youth" presented a severe indictment of existing youth justice policy and practice. The report criticised the effectiveness and efficiency of the youth justice system and the services which support it. From its analysis, it concluded that:

- the time taken from arrest to sentence - four months on average - was unsupportable;
- most of the £1 billion per annum (DM 3 billion) spent on young offenders is taken up by processing and administration costs with virtually no money being used specifically to address their offending behaviour;
- the management of the youth justice system was largely uncoordinated, inconsistent, unsystematic and inefficient; and
- too little was undertaken to prevent children and young people from becoming offenders in the first place.

The Audit Commission went on to make a number of recommendations, including the need to shift resources from the youth justice system to more proactive, preventive work with children at risk of offending. It has since monitored progress towards achieving these changes and I will be returning to some of their findings later on.

Many of the Commission's recommendations were enshrined in the 1998 Crime and Disorder Act, which reflects in law much of the new discourse on the nature of youth crime and ways to combat it. This new discourse has moved away from the rather tired "punishment versus welfare" debate and **instead** focuses on the notions of criminal responsibility, restorative justice, addressing offending behaviour and early intervention and introduces concepts more familiar in other areas of public policy, such as

efficiency, cost-effectiveness and strategic management.

The rest of my talk today will be devoted to describing the most significant changes to youth justice which **have been** introduced and how these changes are working out in practice. In addition, I will try to draw attention to some important issues which these new measures raise.

The new measures

The Government's programme of reform of the youth justice system can be divided into **five** key areas:

- The widening of the notion of criminal responsibility;
- The insertion of restorative justice;
- The development of a strategic approach to managing youth justice;
- **The tightening of social control; and**
- **Investing in** prevention and early intervention.

I will discuss each in turn.

1. The widening of criminal responsibility

There are **four** main ways in which the new legislation **changed** the notion of criminal responsibility. Firstly, the Act **abolished** the notion of *doli incapax*. **Secondly, it introduced two new orders – the child safety order and local child curfews – which brought those under the age of criminal responsibility into the ambit of the criminal law.** **Thirdly** it **increased** the extent to which parents are held to account for the offending of their children by introducing a new sentence, the Parenting Order. And **fourthly** it **introduced** a new Anti-Social Behaviour Order, which uses the civil law to boost the powers of the police and others to combat abusive, disruptive and intimidating behaviour. Let me first explain what *doli incapax* is and what its abolition means.

(i) The abolition of *doli incapax*

Before the introduction of the Crime and Disorder Act last year, where a juvenile aged 10 to 13 was convicted of a criminal offence,

the prosecution had to show that he not only intended to commit the offence, but in so doing appreciated that what he did was seriously wrong. If the court decided that the offender was not able to distinguish right from wrong, then he/she was deemed *doli incapax*.

The idea behind *doli incapax* is to allow for the fact that a child's understanding, knowledge and ability to reason is not the same as that of a fully grown adult. Consequently, it is argued that they are not as criminally responsible as adults.

The Crime and Disorder Act abolished *doli incapax* on the grounds that it is extremely difficult (if not impossible in some cases) to provide the necessary evidence to show that the defendant is of normal mental development for his age and that he knew that his act was seriously wrong. The government also believed that abolishing *doli incapax* would reduce delays and ensure that appropriate interventions to prevent further offending would not be missed.

Since the vast majority of children who appear before the Youth Court plead guilty, the issue of *doli incapax* rarely arises in practice. But the question remains as to whether the **principle** itself matters. In most European countries, children under the age of 14 are not held criminally responsible for any of their acts and in some (e.g. France, Spain and Germany), the principle of limited responsibility applies to children up to the age of 18. Do children as young as 10 always know right from wrong and should they be held as accountable for their actions as older children?

(ii) Local child curfews and the child safety order

The second way in which the legislation extends the notion of responsibility is through the introduction of new measures aimed at those under 10 years of age. The Crime and Disorder Act **provides** new powers for local authorities and the police to set up curfew schemes. These powers are intended to combat the problem of unsupervised children behaving anti-socially in certain public places after 9.00pm. Before

the Local Authority can issue a curfew notice, they **have** to consult residents living in the area to which the curfew will apply, and also the police. Local curfews may only last up to 90 days and can only be extended after further consultation with the local community and the police. Children in breach of a curfew will be taken home by the police. So far, no applications for a local **child** curfew have been filed, **but new measures to extend curfews to 10 – 15 year olds have just recently been announced, to which I will refer later.**

Child safety orders are designed to protect children under the age of ten who are at risk of becoming involved in crime or who have started to display anti-social or criminal tendencies. **They can** only be used where the local authority can show that:

- a child under the age of 10 has done something that would constitute an offence if he or she were over 10;
- a child's behaviour suggested he or she was at risk of offending;
- a child's behaviour was disruptive or harassing to local residents; or
- a child had breached a local curfew order.

The order specifies that certain requirements be undertaken to support the child, protect him or her from the risk of being drawn into crime and ensure proper care and control. To secure this, it is the Family Proceedings Court, not the Youth Court, which, for example, will require a child to attend school, be at home at certain times or stay away from certain people or places. An order is made on a named child, who is then placed under the supervision of a social worker or possibly a member of the Youth Offending Team. Such an order will normally last up to three months, but in exceptional circumstances may last up to one year.

This is the first time in the history of the English criminal law that children who have not committed an offence **but are considered to be at risk of so doing** may be brought before a **criminal** court. It reflects the growing concern about increasingly younger out-of-control children, but it remains to be seen whether it also provides a

solution. **So far, it has not been used.**

The Parenting Order

The **third** way in which the new legislation **shifted** the **notion** of responsibility is through the introduction of the Parenting Order.

Under the new order, a court may require an offender's parents to attend regular counselling or guidance sessions for a period not exceeding three months or comply with other requirements to help them control their children. The order **is** only available where a child or young person has been convicted of an offence or made the subject of a child safety order, an anti-social behaviour order (which I will come back to later), or a sex offender order. It **is** also available for parents who have been convicted of failing to send their child to school. In some cases, courts may impose additional requirements, such as requiring parents to ensure their children attend court or school or that they are at home during certain hours of the day or night. Such additional requirements may apply for up to one year and where a parent fails to comply with such requirements, they may be liable on conviction to a fine of up to £1,000, which is approximately DM 3,000.

Given the overwhelming evidence which now exists on the primary importance of the family in the aetiology of crime, it would seem sensible to reinforce parental responsibility in this way. Research has consistently shown that family relationships and parental supervision are important influences on offending. But a number of concerns have been expressed about the parenting order. These include the potentially counter-productive effect of exerting coercion on dysfunctional, uncooperative or lone parent families, including the possibility of increasing the chances of child abuse, family breakdown and children ending up in care. For poor parents, the imposition of a fine in cases of breach may also be counter-productive and the courts in such cases may prefer alternative, non-financial penalties. In practice, it **is** up to the courts to ensure that the potential for misplacing this new power is not realised and indeed before imposing a parenting order, the court **has** to assess the effects of such an order on the offender's family circumstances.

Anecdotal feedback from practitioners suggests that most of these initial fears seem to be largely unfounded. Of the 124 Orders made to date, only 3 per cent have been returned to Court for breach and most of these attracted only small fines. Experience in one English city suggests that re-offending rates have been surprisingly low. Of the 33 young people subject to a Parenting Order, most of whom were persistent offenders in their mid teens, nearly half (45%) had not re-offended during the course of the pilot study, which lasted 18 months. Of those who had re-offended, about a third were engaged in less serious offending and parents themselves, whilst initially hostile, have gone on to find the experience beneficial and even enjoyable. To quote one mother:

“The (parenting order) has educated me and it made me educate the kids. Since then, everything has worked with me and my son. Slowly but surely, I feel as if we’re getting somewhere.”

However 124 Orders is not many and until the detailed findings from the pilot evaluation are known (probably by the beginning of next year), we must reserve our judgement on how effective this new measure might be.

The Anti-Social Behaviour Order

The **fourth** way in which the legislation changes the notion of criminal responsibility is through the **increasing use of civil measures, such as** the Anti-Social Behaviour Order (ASBO). The Order is intended to stop individuals from, for example, persistently intimidating their neighbours through threats or violence, engaging in racial abuse or participating in unruly behaviour in public places. **Breaching an anti-social behaviour order constitutes a criminal offence.**

In surveys which ask people what the main problems are in their local neighbourhoods, it is often such forms of sub-criminal behaviour which concern

them the most. Since an ASBO is a civil order, allowing hearsay evidence from ‘professional’ witnesses (e.g. a council employee or a police officer) can **help to** prevent witness intimidation or retribution. It applies to adults as well as young people, but **has largely been used for those under the age of 18.** The maximum sentence for breach of an ASBO is 2 years imprisonment for a juvenile and five years for an adult.

Concern has been expressed that ASBOs conflate civil and criminal law, relying as they do on the lesser civil standard of proof based on a balance of probabilities, rather than the tougher criminal test of guilt, which must be beyond reasonable doubt. In practice, the ASBO has largely arisen because the criminal law is unable to deal with specific kinds of behaviour which cause ‘harassment, alarm or distress’, but ‘civil rights concerns have been raised. What constitutes anti-social behaviour is still largely undefined with excessive noise, failure to control children or complaining vigorously to neighbours all potential triggers for an ASBO.

Like the Parenting Order, only very few ASBOs have been passed (less than 100). Local councils say they are both time consuming and expensive to apply for and in practice, because a breach of an ASBO can result in imprisonment, magistrates are not allowing orders to be passed on the basis of hearsay evidence. This is somewhat inconsistent, since they are quite content to do so for certain kinds of injunctions (e.g. from victims who are being molested), which if breached, can also lead to imprisonment.

The use of ASBOs to tackle what is perceived to be essentially criminal behaviour seems to be confusing the boundaries between civil and criminal matters and some local councils are devising alternative methods, such as Acceptable Behaviour Contracts, to tackle anti-social behaviour. The contract runs for six months and is used to prohibit offences such as racial harassment or abuse, graffiti and vandalism. They take only days (rather than months) to set up and whilst not

legally binding, if breached they can lead to an eviction order or even an application for a full ASBO.

2. The insertion of restorative justice

The second key area is the introduction of restorative principles into the youth justice system. Restorative justice is the term used for describing approaches which seek to resolve conflicts between offenders and victims through confrontation, mediation, reconciliation and reparation. Victims may be individuals, groups or even whole communities. The notion of responsibility is again central to restoration. Victims take on some of the responsibility for reintegrating young offenders, who in turn will be required to face up to the consequences of their actions by seeing and putting right the harm they have caused. The two main ways in which restorative principles are being introduced are through a new penalty, the reparation order, and the introduction of Youth Offender Panels.

The Reparation Order requires young offenders to make specific reparation either to the individual victim of his crime, where the victim desires this, or to the community that he has harmed. The new order is for a maximum of three months and requires the full consent of the victim.

Youth Offender Panels extend the principles of reparation and restoration to the pre-court stage. All young offenders who come before the court for the first time and plead guilty **can** be referred to a panel, unless a custodial sentence is required. The panels are based on the Family Group Conferences model, which originates from New Zealand. The aim of the new panels **is** for the offender, his family and the victim to come together and produce a plan or contract which addresses the needs of the victim and ensures the offender faces up to the consequences of his behaviour. Plans or contracts last for up to a year and if broken, the young offender **is** referred back to the youth court, where he could be sentenced for the original offence.

Magistrates, not surprisingly, have welcomed the new Youth Offender Panels, which they perceive as a threat

to their powers and responsibilities. They represent a considerable philosophical shift in foregoing legal representation and moving away from an adversarial approach and towards a more informal, community-based approach. If applied more widely to, say, more serious offences or repeat offenders, one might see the Youth Justice System in England and Wales moving closer towards the more inquisitorial systems of its European neighbours.

3. The development of a strategic approach to managing youth justice

The third key objective which the new legislation aims to achieve, is the development of a more strategic approach to managing youth justice. Reducing costs and improving performance are the driving forces behind this new approach and to achieve this local authorities are now obliged by statute to provide youth justice services through new, multi-agency Youth Offending Teams, **of which there are now 155 across the country.**

Youth Offending Teams comprise representatives from education, social services, and other agencies, which work in partnership with the police, the probation service and the health authority to tackle young people's offending behaviour. The new approach is based on the premise that several aspects of their lives usually need to be changed, which requires the involvement of several agencies.

A two-tier system operates with an upper tier of Chief Officers being responsible for drawing up annual youth justice plans and a lower tier of practitioners being responsible for delivering services. Youth offending teams work with young offenders in the community from point of arrest to completion of a community sentence or post-release supervision. The functions of the Youth Offending Teams include:

- assessment and intervention work with offenders who receive a Final Warning;
- supervision of community based sentences;

- provision of bail information, bail supervision and support;
- the preparation of pre-sentence reports;
- throughcare and supervision of young offenders who have been released from custody; and
- preventative work, including the supervision of Parenting and Child Safety Orders.

The Youth Justice Board for England and Wales

To provide a clear national framework for local action to tackle youth offending, these services are being provided in accordance with national standards drawn up by a new Youth Justice Board for England and Wales. The Board provides a clear focus for youth justice issues and a coherent framework for setting standards and monitoring the performance of local agencies and the operation of the youth justice system as a whole.

Reducing delays

A major component of the government's aim to improve the performance of the youth justice system consists of new measures to reduce delays and fast-track persistent young offenders. It takes on average nearly 4 months for a young person who commits an offence to be sentenced. Imagine, as a parent, waiting until next January to deal with your child's misbehaviour. For children, such a time can seem like an eternity, with the result that, when they finally appear before the court, they may hardly be able to recall the crime which brought them there in the first place.

Delays also add to the anger, frustration and distress experienced by victims and can affect the local community too. During the time that young people are awaiting trial on bail, the most persistent offenders continue their offending, so that by the time the case comes to trial they have not just one, but a string of offences to answer for.

To reduce delays, the Government has introduced statutory time limits for all offenders, with stricter limits for young offenders, particularly persistent young

offenders. The limits set down the maximum time that a case should take at every stage from arrest to sentence - excluding only the actual trial proceedings in contested cases. They are accompanied by performance targets, which are closely monitored at local and national level.

The Government has also pledged to halve the time taken from arrest to sentence for persistent young offenders and Youth Courts are being encouraged to introduce special fast-tracking schemes for such offenders. Persistent young offenders are defined as those who have been sentenced by a criminal court on three or more separate occasions for one or more offences and within three years of the last sentencing occasion is subsequently arrested for a further offence. Persistent young offenders are now flagged up and prioritised at some or all stages of proceedings in some youth courts and targets are set for each stage of the fast-tracking process. So far, delays in dealing with persistent young offenders have come down from an average of 142 days in 1996 to **90 days this year**. The Government has promised to reduce this to an average of 71 days by March 2001.

As with many of the other proposals, monitoring will play a key role in establishing the effectiveness of the new fast-tracking schemes, but it will be equally important to ensure that the drive for speedier justice doesn't undermine the rights of offenders. And there is some concern about the tension between reducing delays and restorative justice - to work, restorative justice needs time.

The new pragmatism

Perhaps one of the most significant changes in the current Government's approach to implementing reform is its insistence on a pragmatic, evidence-based approach, which draws on the findings of research and carefully monitors and reviews progress. A good example of this is the new Drug Treatment and Testing Order (DTTO). Research has now clearly demonstrated that regular use of harmful drugs, such as heroin and crack cocaine, is highly

predictive of criminal involvement. A research programme based on urine testing of people arrested by the police, for example, found that nearly one in three had recently used opiates and in a survey of young male offenders, 20% used heroin, crack or cocaine. The Government's response has been to insert drug-related interventions at every stage from arrest to post-sentence supervision, including a new community-based sentence, the Drug Treatment and Testing Order (DTTO), for 16 and 17 year olds. As the title implies, this new Order allows the Court to impose drug testing and treatment on serious drug-related offenders, providing the offender consents.

Most of the Government's policy reforms have been developed on the basis of research evidence and tested through a careful process of piloting. The pilots began in 10 areas in 1998 but the findings of the evaluations will not be available until early next year. Some of the new orders have not been used at all and some only sparingly, but those based on well accepted or understood principles, such as final warnings and reparation orders, have been used consistently. Much of the resistance to the more radical new orders, such as the Child Safety Order and Parenting Order, comes from social workers who perceive them as **over-punitive and as potentially criminalising relatively minor forms of anti-social behaviour. So whilst some of the new reforms are indeed highly innovative and potentially promising, there is also the fear that some of the measures may lead to a widening of the net and an increase in the prison population. This takes me to the fourth key area – the tightening of social control.**

4. The tightening of social control

Since the introduction of the full range of new orders and measures since June of this year, a lot more now happens when a child gets into trouble than before. Juvenile offenders are no longer diverted from formal interventions but diverted to them. The scepticism which followed the 'nothing works' era has been replaced by

a new belief in interventions which work, if only with some young offenders some of the time. Much of this belief is based on better targeting and more rigorous use of research that tests what works, under what circumstances and with whom. Interventions have therefore become more focused, more evidence-based and, influenced by the need to be cost-effective, more targeted on those who do the most damage.

This tightening of formal social control is exemplified by the introduction of new measures that target repeat offenders, the most recent example of which is the extension of electronically tagged curfews to 10 – 15 year olds. To be introduced next year, this programme will target some 2,500 repeat offenders who might otherwise receive custodial sentences. Curfews will be mostly at night and during the day offenders will be required to undertake various education, training and offender-based courses. It remains to be seen whether in practice these new curfews will be used instead of or in addition to custodial sentences.

The ultimate expression of formal social control is incarceration. The Crime and Disorder Act 1998 introduced the new Detention and Training Order (DTO), half of which is served in detention and half in the community under supervision. Available for 15 – 17 year olds (and 12 to 14 year old persistent offenders), a DTO must be made for a specific number of months (no less than 4 and no more than 24), with provision for early or late release depending on behaviour and progress whilst in detention. The principle of a seamless transition from custody to community underpins the new order. However, there is some concern that this may make the option more attractive to sentencers and lead to an increase in the prison population, which is precisely what early figures are suggesting. Given that average sentence lengths have doubled in the last decade, that the numbers of 15 – 17 year olds sentenced to custody has increased by 80% since 1992, and that there are

proportionately more young offenders in custody in England and Wales than anywhere else in Europe, this must be a cause for concern.

5. Shifting resources to prevention and early intervention

The final key area which I want to describe to you today concerns the government's belief that the earlier one can intervene to prevent offending or reoffending the better. It is said that once young offenders become embroiled in the criminal justice system, it is often too late to steer them away from a life of crime. The particularly high reconviction rates for young offenders testify to this. The new legislation therefore introduces a range of measures for 'nipping offending in the bud', the most important of which *is* the Final Warning Scheme.

Final Warning Scheme

An important plank of Government policy is that children and young people who offend should be targeted before they even get to the court stage. In many cases, some form of warning will suffice, but often more might be needed. The new legislation therefore replaces the current system of cautioning for juveniles with a new Final Warning Scheme, which includes an opportunity to address the behaviour of young people who may be starting to go off the rails. Under the new legislation, the police have two options for dealing with juvenile offenders whom they do not charge. They can either be given a police reprimand or a final warning. Reprimands are usually used for first time offenders who have committed relatively minor offences, whereas final warnings are used to address the young person's offending behaviour before they reach the court stage. Final Warnings usually trigger the intervention of the local Youth Offending Team, which then prepares a programme of interventions designed to address any problems which might be contributing to the youngster's offending and prevent further offending.

Under the old system, 80% of young people who were cautioned did not re-offend within 2 years, but some serious offences never reached court, multiple

cautions were found to be ineffective and there were serious disparities in the use of cautions between different areas of the country. It was felt that the system of cautioning effectively allowed some young people to offend with impunity and this, it was thought, was bringing the system into disrepute.

Compared with the system of cautioning it replaced, the Final Warning scheme is much more prescriptive and interventionist. Rather than running the risk of diverting potentially serious and persistent young offenders from prosecution and hence any kind of effective intervention, the new system now assesses the seriousness of the offence using gravity factors ranging from 1 to 4, with those reaching the highest level (4) being formally charged. A special assessment tool (ASSET) is then used to determine what needs to be addressed to prevent further offending and a change programme is designed accordingly. Compared with the old system of cautioning, the police now have considerably less discretion and there are therefore concerns that the new scheme may lead to net-widening. Not until we have the full results of the pilot evaluations will know whether this fear is confirmed.

It is laudable that much of the Government's current efforts to tackle youth crime are firmly grounded in research-based evidence on the causes of crime. The introduction of the child safety order, the local child curfews and the final warning scheme are all justified by research findings which show that the younger the age at which children begin to offend, the more likely they will become career criminals. One of the key issues, however, is whether any of the considerable resources which are currently tied up in identifying and processing young offenders can be shifted to the potentially more effective strategy of preventing children from becoming offenders in the first place. The Audit Commission, following the publication of its report 'Misspent Youth' in 1996 identified a number of ways in which savings could be made. Among the most significant savings identified are:

- £12 million by reducing the average number of court appearances before sentence from 3.63 to 3.00;
- £47 million by diverting first and second time offenders who receive low tariff sentences to pre-court schemes which address their offending behaviour; and
- £34 million by replacing custodial remands with bail support schemes.

The Audit Commission concluded that just by improving the effectiveness of the juvenile justice system, considerable resources (about £90 million or DM 270 million) could be released for prevention.

The first steps towards improving the cost-effectiveness of our response to youth offending are now being taken. **The Government has, for example, allocated £250 million** (DM750 million) to fund the Crime Reduction Strategy, which includes a long term programme to test a range of intensive multiple interventions with children and families at risk. Investment will be concentrated in a small number of areas over a 10-year period and the programme will be carefully evaluated in terms of its impact on future offending.

Conclusion

As I hope I have shown, much has been done to reform the youth justice system in England and Wales over the last two years. However, there is much still to be done. One of the great failures of the 20th Century has been the inability of Governments to secure the safety of their citizens from the actions of predators and we still largely ignore the fact that the risks of victimisation are greatest for children and young people. The current reforms will only succeed if they allow the voices of the victimised to be heard. But I would like to finish by asking you to reflect on what is happening in the USA, where both the fear and the reality of crime is so pervasive. Increasingly, the reaction in the US has been to resort increasingly to the principle of incapacitation and imprisonment to "win the war" against crime. The principle justification for incapacitation is that it stops offenders committing crimes, which they might commit if at large. It has a popular appeal. But preventing crime through incapacitation is expensive. In the last two decades, the American prison population has increased from less than 300,000 to over 2.0 million and in California public expenditure on imprisonment exceeds expenditure on higher education. If Europe is to avoid this enormous waste of human and financial resources, it must find another way. I hope today that I have given you some ideas about what that other way might be.

Horst Schüler-Springorum

Was lehrt der europäische Vergleich? Resümée und Perspektiven zum Umgang mit Jugenddelinquenz

1	Einleitung: Können wir „vergleichen“?
2	Resümée und Perspektiven
2.1	Die kriminalpolitische „Wende“
2.2	Einige brisante Fragestellungen
2.2.1	Altersgrenzen
2.2.2	„ambulant“ oder „stationär“?
2.2.3	„Restaurative Justiz“
2.2.4	... und unsere Probanden?
2.2.5	Nervus rerum: die Finanzen
3	Kriminalpolitik unter Bedingungen des Nichtwissens
4	Ausblick

1. Was - und wie - können wir „vergleichen“?

„Vergleichen“ ist das halbe Leben, und wenn es um eine multinationale Fachtagung zum Thema „Jugend-Hilfe / Jugend-Strafe“ geht, ist der Vergleich ganz sicher eine primär wichtige Methode. Die Schwierigkeiten beginnen aber bereits bei der Terminologie, angefangen bei der Suche nach deckungsgleichen Begriffen im Französischen und Englischen. Hierfür nur zwei Beispiele:

Ein möglichst genaues Verständnis des Begriffs „Unterbringung“ ist schon in der deutschen Sprache von zentraler Bedeutung. Indessen meint er nicht einmal als Rechtsbegriff stets dasselbe. Im Erwachsenen-Strafrecht steht er für eine Form von Haft, und zwar insbesondere als Akt ihrer Anordnung: Die Aufzählung der Maßregeln der Besserung und Sicherung benutzt ihn gleich dreimal (§ 63 StGB), während der Zustand, untergebracht zu sein, korrekt „Vollzug der Unterbringung“ heißt (§§ 67 ff StGB), wiewohl auch hierfür oft schlicht von „Unterbringung“ die Rede ist. Allemal aber bedeutet sie Freiheitsentzug und unterliegt daher dem verfassungsrechtlich garantierten Vorbehalt der Entscheidung durch einen Richter (Art. 104 Abs.2 GG); ein

Vorbehalt, der bei langwährendem Freiheitsentzug (Maßregelvollzug, Sicherungsverwahrung) unmittelbar einleuchtet, der aber z.B. auch für die Anordnung von Untersuchungshaft gilt (§§ 114 ff, 126a StPO, § 72 JGG). Außerhalb des Strafrechts enthält § 1631b BGB die praktisch wichtigste Parallele, wonach der Vormundschaftsrichter über jede „Unterbringung“ eines Kindes entscheidet, „die mit Freiheitsentzug verbunden ist“; woraus sprachlogisch folgt, dass nicht jede „Unterbringung“ eo ipso Freiheitsentzug bedeutet. Das KJHG (= SGB VIII) hingegen hält sich, getreu den Prinzipien von Hilfe-Angebot und Freiwilligkeit, vornehm zurück: Nicht einmal die Heimerziehung „in einer Einrichtung über Tag und Nacht“ (§ 34 KJHG) ist als Freiheitsentzug konzipiert (vgl. Pankofer 1997, S. 61-66), und die einzige Vorschrift, wo der Begriff „Unterbringung“ sich eingeschlichen hat, meint bestimmt keine freiheitsentziehende (§ 21 KJHG: „Unterbringung zur Erfüllung der Schulpflicht ... in einer geeigneten Wohnform“).

Der Gretchenfrage, wie der die Richter-Garantie auslösende Freiheitsentzug denn nun inhaltlich zu definieren sei, haben wir uns damit noch nicht einmal angenähert.

Stattdessen soll der Begriff „Delinquenz“ das zweite angekündigte Beispiel sein:

„Delinquenz“ ist weder mit „delinquency“ noch mit „délinquance“ voll deckungsgleich, vor allem was die Beschränkung auf (leichtere?) Kriminalität oder aber die Erstreckung auf „negativ“ abweichendes Sozialverhalten allgemein betrifft. Hier hilft es nicht weiter, Definitionen zu suchen, - man muss sie selber machen. Im Sinne des vorliegenden Textes soll Delinquenz daher sowohl für Kriminalität (ggf. durchaus auch schwerere) stehen als auch jene Verhaltensweisen einbegreifen, die strafrechtliche Delikte wären, wenn die Täter zur Tatzeit schon strafmündig gewesen wären (sog. Kinderkriminalität).

Ist die nötige Klarheit über Begriffe erst einmal erzielt oder vereinbart, fangen die eigentlichen Schwierigkeiten beim Vergleichen erst an; dies vor allem, wenn - getreu unserem Thema - „der europäische Vergleich“ uns ja etwas „lehren“ soll. Der Vergleich als Lehrer? Das setzt die Annahme voraus, dass der Blick über die Grenze den Vorrat an Lösungsmöglichkeiten vergrößert, den wir für unsere je landes-eigenen Probleme brauchen können. Und sofort - ich spreche aus Erfahrung - stehen wir vor dem Einwand: „Fremde“ Lösungsstrategien helfen uns deshalb nicht weiter, weil unsere nationalen Verhältnisse - die sozialen, historischen, juristischen, praktischen usw. - eben anders sind als anderswo, weshalb es schon nicht möglich sei, diese mit anderen überhaupt zu „vergleichen“.

So grundlegend das beliebte Anti-Vergleichs-Argument erscheinen mag, besonders tauglich ist es nicht. Genauer, es taugt immer weniger in dem Maße, in dem unsere nationalen „Verhältnisse“ mehr und mehr eingebunden sind in die vielfältigen Angleichungsprozesse im „globalen Dorf“. Als junger Mensch arbeitslos zu sein, ist heute in Paris, Magdeburg und Glasgow ein durchaus vergleichbares Schicksal, und es macht auch keinen Unterschied, wo in der Welt ein jugendlicher Hacker am PC sitzt und

das Pentagon in Washington verunsichert. Heutzutage gilt es also, Vergleichbarkeiten sozusagen abzustufen, „mehr“ und „weniger“ Vergleichbares zu identifizieren. Abstrakte juristische Regelungen zum Beispiel, allen voran Gesetzestexte, dürften transnational eher miteinander vergleichbar sein als etwa die Praxis von Sozialarbeit vor Ort, aber bestimmte standardisierte Methoden innerhalb dieser Praxis (wie z.B. psychologische Gesprächsführung, Verhaltenstraining) dürften sich wiederum eher vergleichen lassen als etwa die Auswirkungen politischer Verhältnisse auf die soziale Realität in verschiedene Ländern.

Transnational besonders schwer vergleichbar sind Statistiken. Versuche, sie auch nur in Europa auf einen Nenner zu bringen, sind bisher mehrfach gescheitert. Möglicherweise versprechen die jüngeren Bemühungen der „International Crime Victims Surveys“ seit 1989 oder auch das European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics von 1999 graduelle Fortschritte (vgl. Meier 2000). Einwände gegen das „Stimmen“ von Kriminalstatistiken, d.h. gegen ihre Funktion, Realitäten abzubilden, werden aber immer bleiben, wie uns die Referate von Josine Junger-Tas und Frieder Dünkel auf dieser Tagung verdeutlicht haben, weshalb dies Spezialthema hier fortan auf sich beruhen soll.

Stattdessen sei noch auf die Schwierigkeit hingewiesen, die sich aus den mit allem Vergleichen verbundenen Wertungen ergibt; denn erst durch solches Bewerten der aus einem Vergleich gewonnenen Befunde lässt sich ja eine „Lehre“ ziehen und etwas lernen. Die allgemeinste Bewertung eines Befundes als „gut“ oder „schlecht“ lässt sich praktisch unendlich ausdifferenzieren (z.B. in besser oder schlechter, schneller oder langsamer wirksam, schwerer oder leichter umsetzbar, usw.). Da bei solchen Wertungen die eine Seite zwangsläufig immer „den kürzeren zieht“, stößt der Lehr- und Lern-Effekt des Vergleiches allein deshalb oft auf Widerstand. So gilt z.B. das Jugendstrafrecht in Österreich -

auch wie es auf dieser Tagung vorgestellt wurde (Valentin Schroll) - wegen seiner konsequenten Ausrichtung an Wiedergutmachung und außergerichtlichem Tatausgleich (ATA) allgemein als vergleichsweise vorbildlich. Bei verschiedenen Anlässen habe ich deshalb zur Diskussion gestellt, das Modell des Nachbarlandes insoweit einfach auch für Deutschland zu übernehmen, was aber - kaum gesagt - aus „rechtssystematischen Gründen“ immer sofort wieder verworfen wurde. Am besten wäre es wahrscheinlich, in solchen Fällen mit Ergebnissen kriminologischer Empirie zum jeweiligen Thema arbeiten zu können. Diese aber stand auf unserer Tagung nicht im Mittelpunkt; statt dessen ging es eher um die tatsächlichen Anwendungen von Jugend-Hilfe und Jugend-Strafe, wie die dreifache Nennung von „Erfahrungen“ im Programm des gestrigen Nachmittags beweist. Herauszufinden, was als „best practice“ gelten kann, war also das primäre Ziel unserer Vergleichsbemühungen hier. Und schon viel gewonnen wäre, wenn die Teilnehmer durchaus individuell und unterschiedlich ihre je eigenen Bewertungen vorgenommen und die aus Vergleich abgeleiteten „Lehren“ gezogen haben.

Hierüber hinaus sei nunmehr versucht, unserer Tagung den einen oder anderen vielleicht doch allgemeingültig(er)en Ertrag abzugewinnen.

2. Resumé und Perspektiven

2.1 Die kriminalpolitische „Wende“

Dass wir in Wende-Zeiten leben, ist sicher nicht wirklich der Jahrtausendwende zu verdanken: Es hat schon früher eingesetzt und wird sich fortsetzen. Auch soll hier weder von der politischen Wende 1989/90 in Deutschland die Rede sein noch von der viel größeren, die gleichzeitig das Ende des Sozialismus als Staatsform sowjetischer Prägung brachte, sondern eben von der Wende in der Kriminalpolitik. Und anstelle von Spekulationen, wie die beiden Entwicklungen dennoch zusammenhängen dürften, muß die

Feststellung genügen, dass ein kriminalpolitischer „Ruck nach rechts“ inzwischen allenthalben unsere Gegenwart bestimmt. Der aber ist allgemein, will heißen durchaus international, wenn auch mit graduellen Unterschieden von Land zu Land. Das Recht der Jugenddelinquenz steckt mittendrin.

Illustrativ hierfür könnte Frankreich sein. Denn namentlich von dort, wenn ich recht sehe, ging schon früh im Wende-Zeitraum die Diskussion über einen Begriff aus, mit dem sich kriminalpolitisch trefflich agieren lässt: „responsabilisation“ (vgl. M. Mérigeau 1994, S. 100, 145; S. Nothhafft 1997, S. 147 ff). Vorerst schien es noch so, als füge die neue Perspektive sich gut ein in die umfassenden Kompetenzen des französischen Jugendrichters, als Untersuchungs-Richter, Jugendstrafrichter und Jugendhilferichter in Personalunion das der individuellen Lage des Jugendlichen jeweils förderlichste Ergebnis anzustreben (vgl. S. Nothhafft 1997, S. 154). Alsbald aber wurde in der Art und Weise, wie die „responsabilisation“ Eingang in den internationalen Diskurs fand, immer deutlicher, dass die Verantwortungs-Übernahme durch die Jugendlichen selbst diesen durchaus nicht immer die Ehre antut, die mit dem Begriff angeblich einhergeht: nämlich Träger von Verantwortung für das eigene Leben und Handeln zu sein, in solcher Autonomie persönlich ernst genommen zu werden und in den Genuss einer neuen Art von Mündigkeit zu kommen, die in einer größeren Justizförmlichkeit des jugendgerichtlichen Verfahrens ihr Pendant findet. Im Wende-Klima unserer Zeit steht „responsabilisation“ längst nicht mehr für die Beschreibung einer Ausstattung junger Menschen (etwa im Sinne von Kindes-Rechten nach der internationalen Kinderrechtskonvention), sondern reflektiert das „neue“ Interesse der Gesellschaft, Verantwortlichkeit schlicht zuzuschreiben.

Dass diese Interpretation nicht etwa bloße (kriminalpolitische) Polemik ist, wird deutlich an Begründungen für die skizzierte Wende, wie zum Beispiel: „Viel

zu lange wurden in der Kriminalpolitik die Sicherheits-Interessen der Gesellschaft vernachlässigt“ (womit die je nationale Gesellschaft insgesamt zum Opfer ausgerechnet der Systeme von Jugendstrafrecht und Jugendhilfe stilisiert wird), oder: „Die Menschen haben eben, nicht zuletzt angesichts der Brutalität junger Gewalttäter, eine neue Empathie für die individuellen Opfer entwickelt“ (womit doch, wie Josine Junger-Tas hier dargelegt hat, eine im wesentlichen massenmedial erzeugte Kriminalitätsfurcht instrumentalisiert wird). Besonders illustrativ in diesem Zusammenhang ist die berühmt gewordene sog. Blair-Formel (im deutschen Wahlkampf 1998 von Gerhard Schröder wiederholt), es komme darauf an, „to be tough on crime and tough on the causes of crime!“. Sie mag zwar inhaltlich zutreffen, suggeriert aber fälschlich, es handele sich um zwei gleichartige und gleichwertige Politik-Schritte. Wie man „hart gegen das Verbrechen“ vorgehen kann, lässt sich am Beispiel der Vereinigten Staaten studieren, wo der offizielle „Krieg gegen das Verbrechen“ mit Programmen wie „selective incapacitation“ und „zero tolerance“ in kurzer Frist die Gefängnisse mit einer Population von inzwischen zwei Millionen zum Überlaufen brachte. Für die Ursachen (causes) der Kriminalität ist jedoch schon der Ausdruck „tough“ irreführend: Geht es hier doch um das nie endende Bestreben, durch empirische Forschung den sowohl individual- als auch sozial-strukturellen Bedingungen für definierte menschliche Verhaltensweisen nachzuspüren. Auch den hierfür notwendigen Aufwand an Geld und Geduld kann man zwar zäh (tough) betreiben, mit der „Härte“ im ersten Teil der Formel hat das aber nichts zu tun.

Die kriminalpolitische Wende, so bleibt zu konstatieren, ist jedenfalls da. Sie wirkt sich nicht nur in England und Wales aus, wie John Graham vorgetragen hat (vgl. auch Graham 1998), sondern von Polen bis in den romanischen Rechtskreis. Selbst das Jugendstrafrecht in Österreich, so war zu hören, hat durch die neue Regierung in Wien erste Abstriche erfahren (Valentin Schroll). Die traditionellen Modelle für die Orientierung

einer je nationalen Jugendgerichtsbarkeit - „Justizmodell“ vs. „Wohlfahrtsmodell“ - wollen nirgends mehr recht passen, schon gar nicht in ihrer Reinkultur (Vortrag von Frieder Dünkel). Und ob dereinst überhaupt irgendetwas Modellhaftes an ihre Stelle treten wird, ist derzeit nicht erkennbar.

2.2 Einige brisante Fragestellungen

2.2.1 Altersgrenzen

Bei den Altersgrenzen im Jugendstrafrecht ist natürlich die untere, nicht die obere eine brisante Frage. Die Obergrenze liegt in Europa grundsätzlich bei 18 Jahren und fällt somit zusammen mit dem Eintritt der allgemeinen Mündigkeit (= Eintritt des Erwachsenenalters; nachdem diese Altersgrenze in der Schweiz von 20 auf 18 Jahre gesenkt wurde, und wenn Österreich 2001 denselben Schritt von 19 auf 18 Jahre tut, wird es hiervon europaweit keine Ausnahme mehr geben). Umso bunter ist das Bild der Altersgrenzen für den Eintritt in die Strafmündigkeit: in Irland und der Schweiz mit 7 Jahren (hier ist eine Anhebung auf 10, 12 oder 14 Jahre geplant, vgl. Schellenberg 2000), in England und Wales mit 10 Jahren, mit 12 Jahren in den Niederlanden, mit 13 Jahren in Frankreich und Polen, mit 14 Jahren in Deutschland, Österreich und Ungarn, mit 15 Jahren in Finnland und den beiden Nachfolgestaaten der Tschechoslowakei, mit 16 Jahren in Spanien und Portugal ... Gäbe es im Erwachsenen-Strafrecht Vergleichbares, hätten wir wahrscheinlich längst eine Vereinheitlichung, damit die Täter sich nicht europaweit, und sei es auch erfolglos, auf Strafbarkeitsirrtümer herauszureden versuchten. Verlangt da nicht auch der Dschungel der Strafmündigkeitsgrenzen mehr Konformität?

Ein solches Postulat stösst bisher auf massive Widerstände. Es sieht so aus, als seien die je geltenden Altersgrenzen besonders heilige Kühe als Repräsentanten je nationaler Rechtskultur. Und da es erwiesenermaßen keine Anhaltspunkte gibt - etwa aus der Entwicklungsbiologie, -psychologie oder -

pädagogik -, die ein bestimmtes Alter empirisch begründen könnten (vgl. Lösel/Bliesener 1997, S.387 f) und folglich keine Altersgrenze „zwingend“ erscheint, behält die je nationale Tradition ihr Gewicht. Da ist es schon etwas wert, dass die Staaten überhaupt „ein Mindestalter festlegen (sollen), das ein Kind erreicht haben muss, um als strafmündig angesehen zu werden“ (Art. 40 Abs. 3a der Internationalen Kinderrechts-Konvention - KRK - von 1989). Kurz zuvor - 1985 - hatten die UN Mindestgrundsätze für die Jugendgerichtsbarkeit gefordert, das Strafmündigkeitsalter „nicht zu niedrig anzusetzen, da hierbei die Entwicklung der emotionalen, seelischen und geistigen Reife berücksichtigt werden muss“ (Mindestgrundsätze Nr.4).

Das vorstehende Zitat beleuchtet zugleich, dass eben jene Rücksicht auf „Reife“ ggf. dazu führt, das Eintrittsalter in die Strafmündigkeit zu „flexibilisieren“. Im deutschen Recht ist § 3 JGG hierfür illustrativ (mutatis mutandis auch § 105 JGG), und in Polen z.B. bestehen entsprechende Ermessensspielräume im Alter zwischen 13 und 17 Jahren. In umgekehrter Richtung gedacht - nämlich als Absenkung der oberen Altersgrenze nach unten -, stoßen wir auf die klassische Denkfigur „malitia supplet aetatem“: In nicht wenigen Rechtsordnungen sind Sanktionen des Strafrechts für Erwachsene ins Jugendalter hinein zulässig, wenn ein besonders gravierendes Delikt vorliegt. Dessen „Scheußlichkeit“ soll dann den Mangel an Lebensalter gewissermaßen wettmachen: Aus dem jungen Täter wird ein Monster, und die harte Strafe tritt ein, entweder weil durch die Tat das „Böse“ manifestiert erscheint, oder weil „man“ einfach hart strafen will. Bis heute ist uns der Fall des Babys James Bulger in Erinnerung, das 1993 in Liverpool von zwei Zehnjährigen grausam umgebracht wurde. Das Verfahren fand vor einem Obergericht (crown court) mit allen britischen Förmlichkeiten statt und führte zu einer Haftstrafe von 10 Jahren. Der Fall wurde vor den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte gebracht, der im Dezember 1999 entschied, dass die

angewandte Prozedur die fair-trial-Garantie der EMRK verletzte. Die fallbezogenen und gesetzgeberischen Konsequenzen dieser Entscheidung werden in England noch kontrovers diskutiert.

Mit dem Eintrittsalter für die (Jugend-)Strafmündigkeit sind mithin allenthalben nicht geringe Problematiken verbunden. Für unser Tagungsthema insgesamt aber lässt der innereuropäische Vergleich immerhin eine erste „Lehre“ zu. Zum einen nämlich steht die enge Verwurzelung der Altersgrenze mit je unterschiedlichen Traditionen einer dezisionistischen Angleichung entgegen; einer Annäherung an ein gemeinsames Alter wird vielmehr eine Phase der Entspannung des Themas selbst voraufgehen müssen, zum Beispiel durch transnationale Diskussionen wie auf dieser Tagung. Zum anderen erscheint Entspannung durch Annäherung insbesondere dort vonnöten, wo das geltende Eintrittsalter ganz besonders niedrig liegt. Denn wenn es schon kein allgemeingültig sich empfehlendes Alter gibt, so ist doch evident, dass Kinder im ersten Lebensjahrzehnt am relativ weitesten von allen mit strafrechtlicher Verantwortlichkeit einhergehenden Kriterien entfernt sind. Deshalb erscheint vernünftig anzustreben, eine künftige Rechtsangleichung sich auf eine gemeinsame Altersgrenze irgendwo zwischen 12 und 14 Jahren „einpendeln“ zu lassen.

2.2.2 „ambulant“ oder „stationär“?

Diese Alternative hat uns hier wieder und wieder beschäftigt, und das besonders einschlägige Referat von Sabine Pankofer stieß auf großes Interesse. Im Zusammenhang des Themas „Jugend-Strafe - Jugend-Hilfe“ weist allerdings schon die Fragestellung „ambulant oder stationär“ auf eine gewisse Justizlastigkeit unseres Denkens hin. Denn „stationär“ heißt im Zweifel „mit Freiheitsentzug verbunden“, und dieser ist, pointiert gesagt, für die Jugend-Strafe ebenso wichtig wie für die Jugend-Hilfe irrelevant. Als Sanktion gehört der Freiheitsentzug nun einmal ins Strafrecht, und die

Bandbreite seines Einsatzes reicht hier bekanntlich von „lock them up and throw the key away“ bis zur ultima ratio-Doktrin. Als Maßnahme der Jugendhilfe hingegen, mag es nun um Diagnostik und Krisenintervention gehen, um spezielle Hilfen zur Erziehung, um aktuelle Konflikte oder um „durchgehende Fürsorge“, kann Einsperren nie eine Lösung sein. Dies jedenfalls gilt es festzuhalten als wichtiges Ergebnis der Diskussionen zum Programmpunkt „Zwangserziehung“. Hiernach kann, pädagogisch gesehen, eine „geschlossene Unterbringung“ allenfalls eine Episode darstellen im Ablauf unseres Umgangs mit der schwierigsten Klientel der Jugendhilfe; ein Episode, in der der Freiheitsentzug selber zu nichts „erzieht“, sondern allenfalls eine vorübergehende Konzession ist an das „Sicherheitsinteresse der Allgemeinheit“, wie die der kriminalpolitischen Wende zu verdankenden Gesetzestexte es formulieren (vgl. § 88 Abs.1 JGG).

Dies so zu betonen, erscheint durchaus nicht überflüssig. Die Annahme einer erzieherischen Funktion der Einsperrung selber hat nämlich Tradition. Man könnte hierfür auf die „alte“ Fürsorgeerziehung (FE, bis 1990) in Deutschland verweisen und auf die Traditionen der *éducation surveillée* in Frankreich, oder auch auf die Rolle von „Arbeitserziehung“ und „Besserungsarbeit“ im früheren Ostblock. Der Etikettenschwindel bestand allemal darin, dass die pädagogische Terminologie die zumindest gleich wichtige Funktion solcher Eingriffe verdeckte, gewissermaßen „under cover“ den nötigen Gesellschaftsschutz bei jungen Menschen zu bewirken, für die die sichernden Sanktionen des Erwachsenen-Strafrechts aus Altersgründen noch nicht greifen.

So wie zuvor von „Justizlastigkeit“ die Rede war, kommt auch hier eine versteckt sozial-psychologische Komponente des Themas „ambulant oder stationär“ zum Vorschein: Mehr oder weniger (un-)bewusst teilen wir wohl alle eine geheime Vorliebe für Extreme im negativen Sinne. Was für die Massenmedien und ihre Konsumenten die sensationellste (und

zugleich exzeptionellste) Kriminalität ist, ist den Kriminalpolitikern das Interesse an der jeweils schärfsten Sanktion. Nicht nur an Stammtischen gleitet so manche Diskussion über unsere Klientel alsbald ab zum Einsperr-Postulat wo nicht zur Todesstrafe. Ein handfestes Indiz für diesen Zusammenhang ist die Tatsache, dass es neben den erwähnten Mindestgrundsätzen der UNO für die Jugendgerichtsbarkeit, 30 an der Zahl, ein fünf Jahre jüngeres internationales Regelwerk über den Freiheitsentzug bei Minderjährigen gibt - und das hat 87 Paragraphen!

Auch zu diesem (zweiten) Unterthema lässt sich abschließend immerhin ein Doppeltes festhalten, was als Resumé gelten könnte:

Auf die Alternativ-Frage „ambulant oder stationär?“ kann die Antwort nur lauten: Auf der gesamten Bandbreite verdient der jeweils „schwächere“ Eingriff den Vorzug, wobei Art und Maß der freiheitsentziehenden Alternative die Kriterien dafür hergeben, was in concreto „schwächer“ ist. Diese Kriterien sind nicht nur quantitativer Art (nämlich solche der „Dauer“), sondern natürlich auch qualitativ bestimmbar. Zwar haben sich unter den Vorzeichen der kriminalpolitischen Wende die Akzente unverkennbar verschoben, zum Beispiel hin zu einer vorzugsweise eher frühen Unterbringung, wenn genügend Indizien dafür vorliegen, dass sie im eigenen Interesse des Probanden Sinn macht. Im Zweifel aber gebührt der „liberté locomotrice“ allemal die Priorität.

Und: Wenn es auf europäischer Ebene um Bestrebungen geht, die auf eine Angleichung, Annäherung, Anpassung, Vereinheitlichung, oder Harmonisierung - alles gebräuchliche Begriffe! - gerichtet sind, dann bieten sich rechtliche Sanktionen, Reaktionen oder Maßnahmen eher als „Verfügungsmasse“ an als deren jeweilige juristische Voraussetzungen. Für das Jugendstrafrecht ist das unmittelbar einsichtig, wenn man an die bunte Vielfalt solcher Prämissen in den nationalen Rechtsordnungen denkt, angefangen bei der Strafmündigkeit bis hin zu den je

systemischen Vorgaben. Doch auch für das Recht der Jugendhilfe dürfte dieser Befund zutreffen. Zwar liegen hier die Prämissen (z.B. Hilfebedarf, moral danger, Erziehungsdefizite o.ä.) auch international relativ näher beieinander, einfach weil sie bestimmte soziale „Lagen“ reflektieren. Gleichwohl, noch leichter müßte eine transnationale Verständigung sein, wenn auf Seiten der Maßnahmen zu katalogisieren ist, was „getan“ werden kann, soll oder muss.

2.2.3 „Restaurative Justiz“

Diese etwas blasse Übersetzung von „restorative justice“ steht als eine Art Sammelname für eine Vielzahl von Erscheinungsformen. Die Spielart eines „außergerichtlichen“ Tatausgleichs ist uns schon begegnet (1.) Andere Namen benennen die hier implizierten Opfer-Interessen konkreter: Schadensersatz und Entschädigung (auch als Rückgabe oder als Naturalrestitution), restitution, reparation, Genugtuung für den Verletzten. Wieder andere Begriffe knüpfen an das gewählte Verfahren an, wie „médiation - réparation - conciliation“ oder auch der deutsche Begriff „Täter-Opfer-Ausgleich“ (TOA), der hier als Ausdruck für all die anderen benutzt sei. Schon die Vielfalt von Benennungen des zugrundeliegenden Gedankens zeigt, dass der TOA mehr als eine Randerscheinung des Reaktions-Arsenals darstellt. Es handelt sich vielmehr um eine „Erledigungs-Alternative“ zu allen traditionellen straf- und jugendstrafrechtlichen Reaktionen. Gemeinsames Merkmal aller ihrer Ausprägungen ist, dass das „materielle“ Ergebnis, nämlich die Beendigung der strafrechtlichen Angelegenheit, erzielt wird über ein Verfahren, welches dem Delikt-Opfer (als geschädigter, verletzter, bei Versuchstaten oder Gefährdungsdelikten vielleicht nur „betroffener“ Person) eine eigenständige Rolle zuweist. Eben dies unterscheidet den TOA von den Modellen einer staatlichen Entschädigung für das Opfer. Denn für sie bleibt das Opfer - selbst als „Empfänger“ - doch Objekt einer öffentlichen Leistung. Daraus, dass solche Modelle schon länger existieren als der

TOA (so in Deutschland seit dem OEG von 1976), mag sich vielleicht erklären, dass dieser im stärker „objektivierenden“ Rahmen des Erwachsenenstrafrechts erst später Fuß fasste als im Jugendstrafrecht (Deutschland: § 46a StGB von 1994; Österreich: Erwachsenen-ATA von 2000).

Die Eigenschaft des TOA, Alternative zu sein, ist sehr grundsätzlicher Art und hat mit den theoretischen Grundlagen zu tun. Die konstitutive Mitwirkung des Opfers heißt für den Täter bekanntlich die „autonome“ Übernahme von Verantwortung, während er im klassischen Strafverfahren zur Verantwortung buchstäblich „gezogen“ wird. Der schillernde Begriff der „responsabilisation“ (oben 2.1) wird im TOA-Verfahren somit zum opfer-orientierten Pendant des klassischen Strafgrunds der Tatvergeltung. Aber auch für die klassischen Zweckbestimmungen der Strafe hält der TOA seine spezifischen Aussagen bereit: Die (wie immer „vermittelte“) Begegnung mit dem Opfer enthält für den Täter mindestens bedeutsame Chancen einer Rückfallverhütung (= Spezialprävention), und für die Generalprävention bleibt sie neutral. Der Rückgewinnung von Rechtsfrieden schließlich dient der TOA nachhaltiger als jede staatliche Strafe: „Was kann man sich als Jurist Schöneres wünschen, als dass beide, Opfer und Täter, ausnahmsweise mit der Justiz zufrieden (zu Frieden!) sind?“, fragte Valentin Schroll treffend in seinem hiesigen Referat. Selbst dem gehaltsschweren Begriff der „Genugtuung“ könnte nicht besser Rechnung getragen sein.

Viele Details dieser neuen Verfahrensform können hier nicht aufgegriffen werden, von der Qualifikation der Mediatoren bis zu den juristischen Einzugsbereichen für einen TOA (hierzu grundlegend Hartmann 1993). Zu betonen wichtig erscheint indessen die Multifunktionalität der Grundidee als solcher, die wie eine chemische Substanz zu vielen Organismen passt - und sie positiv verändert. Selbst für die „neue Kriminalpolitik“ ist eben deshalb

festzustellen, dass der TOA zu ihr nicht nur „passt“, vielmehr bedarf sie seiner Grundidee erst recht. Denn Kriminalpolitik nach der Wende legitimiert sich - wie oben (2.1) angedeutet - ja gerade dadurch, dass die von Kriminalität ausgehenden Bedrohungen die Gesellschaft als Ganzes zum Opfer mache. Wenn dem so ist, dann hat das je aktuelle Opfer und seine persönliche Genugtuung jedoch sicher einen logischen Vorrang vor allen Interessen, die sich in der (bloßen) Furcht vor eventueller, künftiger Viktimisierung niederschlagen.

2.2.4 ... und unsere Probanden?

Die Überschrift steht für eine Frage, die Jugendsozialarbeit und Jugendgerichtsbarkeit gemeinsam betrifft; die nämlich, ob über allem Bemühen um ein Vergleichen und darum, hieraus (europäische) Angleichungen zu ermöglichen, möglicherweise die Klientel selber außer Blick geraten könnte, um die es geht: ihre Lebenswelt, ihre soziale Realität, ihre gesellschaftlichen „Lagen“. Es ist klar, dass das Risiko einer solchen Vernachlässigung bei der Justiz sogar noch etwas größer ist als bei der „communauté éducative“ (FICE). Denn bei der Jugend-Justiz schiebt sich zwangsläufig noch mehr „Recht“ zwischen den Anlass, zu reagieren, und die dabei herauspringende Reaktion selber. Nicht zufällig wird im Englischen für diesen Vorgang justizieller Aufbereitung eines „Falles“ der bezeichnende Ausdruck „processing“ benutzt, der zugleich auch den Weg vom Schlachthof bis zur Konservendose mit corned beef bezeichnet.

Mein Anlass, dies hier zu diskutieren, liegt einmal mehr in der Besonderheit des Jugendalters, individuelle Entwicklungen im Zeitraffer zu absolvieren. Hinzu kommt, dass kein sozialer Vorgang auf der Welt verschiedener ist als die Arten und Weisen, wie Kinder heranwachsen. Die „Lagen“ unserer Klientel, vom ersten Lebenstag über Kindes- und Jugendalter hinweg, sind um ein Vielfaches breiter gestreut und dabei doch sehr viel spezifischer als in der Welt der späteren

Lebensabschnitte im Erwachsenenalter. In umgekehrter Perspektive gilt es sich bewusst zu halten, dass sich bei jungen Menschen in einer bestimmten Zeitspanne von - sagen wir - sechs Monaten oder einem Jahr sehr viel mehr ereignet und „abspielt“ als in späteren Lebensphasen. Ein mit allen Merkmalen einer frühen „Verwahrlosung“ gezeichneter Junge von 13 Jahren, dem ich zu vermitteln versuchte, dass es sich durchaus lohne, den Hauptschulabschluss zu machen und dann eine Lehre zu probieren, erwiderte spontan, was der „ganze Quatsch“ denn solle, wo er doch sowieso spätestens mit 30 Jahren „in die Kiste springe“ (womit nicht etwa der Knast gemeint war!). Oder: Sabine Pankofer hat uns hier eindringlich klar gemacht, dass jeder auch nur kurze Aufenthalt hinter Gittern einen Bedarf an Erlebnisverarbeitung produziert, den auch sensible ErzieherInnen nicht immer genügend wahrnehmen. Andere Beispiele für ein nicht hinreichendes Wahrnehmen unsererseits ergeben sich aus Ereignissen, die von den Jugendlichen als „Zufälligkeiten“ erlebt werden, sei es als positive bewertete („mal Glück gehabt!“) oder als negativ bewertete („eben Pech gehabt“): „Zufällig bin ich diesmal leider erwischt worden“, „zufällig war mein Schuldirektor damals große Klasse“, „zufällig war mein sogenannter Bewährungshelfer in Wirklichkeit eine Niete“, und so weiter. Die meisten erlebten „Zufälle“ dieser Art stellen sich von der anderen Seite her, d.h. in der Perspektive der Erwachsenen, als „Maßnahmen“ dar, handele es sich nun um den Einsatz einer erzieherischen Hilfe oder um die Anordnung einer Untersuchungshaft. Die Qualität solchen Agierens im Erleben der Betroffenen gilt es - vorher wie hinterher - also stets und geschärft bewusst zu halten.

Das ist nun sicher leicht gesagt und schwer getan, und die Jugendjustiz dürfte sich insoweit (noch) schwerer tun als die Jugendhilfe. Denn das Arbeiten mit Paragraphen ist eigentümlich mit dem Bestreben verknüpft, eine „endgültige Lösung“ für ein Problem festzuschreiben. Dabei verfehlt, wie gezeigt, jeder Anspruch auf eine solche Dauer-Wirkung

die psychische und soziale Realität unserer Klientel. Nur darauf kann es also ankommen, in die jeweilige „Entscheidung“ so viel wie irgend möglich von der genannten „Realität“ mit hineinzunehmen. Die jüngste Gesetzgebung in England und Wales, nämlich der „Youth Justice and Criminal Evidence Act“ von 1999, versucht, dies auf dem Wege einer größeren Gemeindenähe der Jugendgerichtsbarkeit zu bewirken, und ein experimenteller Vorlauf in den Jahren 1998 bis 2000 zeigte, dass - wie auch von John Graham hier berichtet - die Praxis vor Ort ggf. ihre eigenen Wege zu mehr Realitätsnähe des Jugendverfahrens findet (vgl. Allen et al. 2000). Einen wieder anderen Weg mit vergleichbarer Zielsetzung verfolgt Schottland mit seinem weltbekannten (auch von Dünkel genannten) „Children's Hearing System“. Die besonders traditionsreichen Vorbilder für heutige TOA-Modelle schließlich, wie die „family group conference“ oder das „integrative shaming“, bewirken Konfliktlösung auf den Ebenen der betroffenen Gemeinschaft selber: Alle Emotionen, Anklagen und Vorurteile, Verteidigungs-Vorbringen und Schlichtungs-Argumente kommen „zur Sprache“ und führen am Ende zum „bereinigenden“ Schlusspunkt. In diesen Verfahren sind (Jugend-) Hilfe und (Jugend-) Strafe noch nicht voneinander geschieden, und als in dieser Tendenz liegend habe ich auch die hier erhobene Forderung von Hans-Dieter Will verstanden, auf beiden Bereichen, Jugendhilfe und Jugendstrafrecht, eine Art Abrüstung zu betreiben.

... und unsere Probanden? Für sie, so sollte evident sein, ist es, um zuvor versäumte oder fehlgelaufene Entwicklungsschritte nachzuholen, „eigentlich“ immer zu spät. Und dennoch: Auch zu jedem späteren Zeitpunkt gilt Erich Kästners „Es gibt nichts Gutes, außer man tut es“, und dafür ist es nie zu spät.

2.2.5 Nervus rerum: Die Finanzen

Der letzte Unterpunkt kommt nur deshalb zur Sprache, weil er einfach erwähnt

werden muss, und das nur kurz, weil ich auf diesem Gebiet alles andere als sachverständig bin. Auch in den Beiträgen zu dieser Tagung hat es an Hinweisen auf Kostenfragen, Kostenverteilungen, Pflichten zur Tragung oder Übernahme von Kosten usw. berechtigterweise nicht gefehlt. Erinnerung sei an den Hinweis von Sabine Pankofer auf die hohen Aufwendungen für die geschlossene Heimunterbringung: Eine individuelle Begleitung und Betreuung gefährdeter Jungen oder Mädchen im 1:1-Verhältnis ohne Freiheitsentzug wäre aussichtsreicher und zugleich deutlich billiger; dennoch bezahlt „die Gesellschaft“ lieber Mauern und Gitter um des (angeblichen) Zugewinns an Sicherheit willen. Natürlich belasten auch ambulante Hilfestellungen die jeweiligen Etats nicht unbedeutend, z.B. die Bewährungshilfe den Justizetat. Hier erscheint wieder einmal der österreichische „Sonderweg“ reizvoll, einen privatautonomen „Verein für Bewährungshilfe und Soziale Arbeit“ en bloc zu finanzieren.

Auch in europäischer Perspektive bleibt das Kostenthema brisant. Wo aus dem Vergleichen ein Angleichen werden soll, wird sich dies auch „ausgabenseitig“ auswirken. Indessen sollte eine Abwehr solcher Strebungen in Richtung „Einheit“ nicht zu sehr mit Kostenpunkten argumentieren. Denn jeder Schritt in Richtung „Europa“ macht ja nur dann Sinn, wenn er dem Status quo von Jugendhilfe und Jugendgerichtsbarkeit „ergebnisseitig“ auch qualitativ zugute kommt, d.h. die Effizienz und Effektivität der Arbeit mit unserer Klientel insgesamt verbessert. Dann aber werden soziale Kosten, die diese Klientel andernfalls verursachen würde, in der Schlussbilanz wiederum eingespart: ein Gesichtspunkt freilich, der unseren Haushaltsexperten seit jeher nur elend schwer zu vermitteln ist!

2.3 Kriminalpolitik unter Bedingungen des Nichtwissens

Die Überschrift fällt gleichsam ab wie eine reife Frucht vom Baum (vgl. W. Heinz 1986, S. 186; H. Schüler-Springorum 1991, S. 22 ff). Denn schon die

Redeweise vom jeweiligen Stand wissenschaftlicher Erkenntnis besagt ja, dass dieser nur einen zeitbedingten Ausschnitt aus dem Feld jeweiliger Unkenntnis repräsentiert. Als hierfür illustrativ sei das Beispiel einiger Thesen genannt, die auf dem deutschen Jugendgerichtstag 1983 in Mannheim im Hauptreferat von Hans-Jürgern Kerner den damals aktuellen Stand des Wissens zum Luxemburger Thema von 2000 wiedergaben (H.-J. Kerner 1984, S. 21 ff.)

- „Die meisten Jugendstraftäter brauchen keinerlei Art von präventiver Reaktion!
- Da Kriminalität ... überwiegend ein passageres Phänomen ist, lohnt es sich zuzuwarten.
- Bei Kriminalität, soweit sie nicht ein passageres Phänomen ist, die z.B. mit komplizierten Entwicklungsprozessen zu tun hat, lohnt sich 'im Zweifel weniger'.

Nach allem bis hierher Ausgeführten würde heute wohl allenfalls die erste These noch hinreichend abgestützt erscheinen. Gegen die zweite würden wir heute einwenden, dass zumindest bei bestimmten Auffälligkeiten ein bloßes „Zuwarten“ nicht mehr die Methode der Wahl sei, und bei der dritten nachfragen, ob nicht gerade die „komplizierten Entwicklungsprozesse“ ein präventives Reagieren auch mit mehr als nur dem „geringsten Eingriff“ erfordern können. Und die unterschiedlichen Antworten damals und heute reflektieren nicht nur die „neue Kriminalpolitik“, sondern eben auch neuere Einsichten in die Zusammenhänge von „immer zu spät“ und „nie zu spät“ (oben 2.2.4). Die Rolle des Nichtwissens freilich wird dadurch nur noch unterstrichen.

Tatsächlich ist es so, dass der jeweilige Stand unseres Wissens gewissermaßen schwimmt auf einem Meer von gesellschaftlichen Untiefen, die wir „Dunkelfelder“ nennen. In diesen Bereichen alltäglichen Geschehens spielt sich, so viel dürfte nun wirklich sicher sein, alles das, worüber wir hier diskutieren, ebenfalls ab, und zwar ebenso massenhaft wie unbemerkt von Jugendhilfe und Jugendgerichtsbarkeit:

Nicht nur das Dunkelfeld der „Taten“ gibt es, sondern ebenso ein Dunkelfeld der Strafen und anderen „Maßnahmen“, aber auch ein Dunkelfeld der Hilfen, des Täter-Opfer-Ausgleichs und der friedensstiftenden Aktionen. Diese ganze Realität aufzuhellen und auszuleuchten, stößt aber an Grenzen sozialwissenschaftlicher Erkenntnis, die die durchschnittliche Lebenserwartung der Menschen setzt. Denn sie reicht nicht aus, um ganze Biographien von Probanden „wissenschaftlich zu begleiten“, geschweige denn deren „sozial vererbte“ Eigenheiten in der nächsten und übernächsten Generation.

Gerade dies wiederum macht die Kriminalpolitik unter Bedingungen des Nichtwissens zu einem so spannenden Unternehmen. Sie kann nämlich nur „das Beste daraus machen“, indem sie sich einem ständigen Prozess von Versuch und Irrtum verschreibt. Systematische Planung, Begleitung und Evaluation einer jeden ihrer Initiativen und deren ständige „Vernetzung“ untereinander weisen den einzig gangbaren Weg. Die Frage, ob dies den traditionellen Kriterien von „Wissenschaftlichkeit“ entspricht, muß ebenso offenbleiben wie die Möglichkeit, dass sich in Zukunft ein neues Verständnis des Miteinander von Kriminalpolitik und für sie einschlägiger Empirie entwickeln könnte. In England hat sich insofern schon eine gewisse Routine entwickelt, indem neue kriminalpolitische Maßnahmen erst einmal regional getestet und erst danach ggf. auf das ganze Land erstreckt werden. Im „europäischen Rahmen“ hingegen bleibt noch viel Leere auszufüllen.

3. Ausblick

Angleichung in Europa, so könnte ein Resümee lauten, wird nicht „von oben“ gemacht werden können, so wie die Kommission in Brüssel den „Markt“ reguliert. Sonst nämlich hätten europäische und internationale Regelwerke und „Instrumente“, allen voran die Kinderrechts-Konvention, schon jetzt mehr bewirken müssen als tatsächlich geschehen. Das mag mit daran liegen,

dass jene internationalen Verlautbarungen einem Stand der einschlägigen Kriminalpolitik entsprechen, der inzwischen durch deren „Wende“ konterkariert zu werden droht. Eine andere Erklärung aber wäre, dass Formen einer „boden-näheren“ Kriminalpolitik für die hier thematisierten Bereiche ohnehin eher „zielführend“ erscheint als die Schaffung möglichst allgemein-gültiger Rechtsvorschriften.

Bei alledem gilt es allerdings bewusst zu halten, dass Jugendhilfe und Jugendstrafrecht als Themen, allgemein politisch und auch nur sozialpolitisch gesehen, ohnehin eine Schlusslicht-Position einnehmen. Das Bemühen der Tagung ging zwar sicher dahin, dieses Schlusslicht einmal möglichst stark leuchten zu lassen (und dies, wie es sich für ein Schlusslicht gehört, in möglichst schönem Rot). Aber die wichtigste Funktion unserer Zusammenkunft sehe ich in einer über die Tagung selbst hinausgehenden Aufklärung der „Allgemeinheit“. Denn die Klientel selbst, um die es geht, hat ja bekanntlich keine Lobby, - und zwar weniger denn je im neuen Jahrhundert, das einstweilen geprägt erscheint durch die Herrschaft globaler Ökonomik mit ihrer Folge wachsender gesellschaftlicher Spannungen. In dieser Lage bleiben Jugendhilfe und Jugendjustiz - und zwar beide! - die einzigen Anwälte ihrer eigenen Klientel. Für alle vordergründig verstandenen Interessen am Schutz vor Jugenddelinquenz und Jugendkriminalität wird die Gesellschaft ohnehin schon selber sorgen.

Literatur

C. Allen, I. Crow: Evaluation of the Youth Court Demonstration Project, *M. Cavadino:* London (Home Office) 2000
J. Graham: Aktuelle Entwicklungen in der Jugendjustiz in England und Wales, in: DVJJ-Journal 1998 (Heft 4), S. 317-321
A. Hartmann: „Schlichten oder Richten - Der Täter-Opfer-Ausgleich und das (Jugend-)Strafrecht, Wilhelm Fink Verlag München 1995
W. Heinz: Neue ambulante Maßnahmen nach dem Jugendgerichtsgesetz:

Forschung und Forschungslücken, in: Bundeministerium der Justiz, Hrsg., Neue ambulante Maßnahmen nach dem Jugendgerichtsgesetz, Bonn 1986, S. 162-195

H.-J. Kerner: Jugendgerichtsverfahren und Kriminalprävention, in: DVJJ, Hrsg., Jugendgerichtsverfahren und Kriminalprävention, München (Selbstverlag) 1984, S. 14-45

F. Lösel, T. Bliesener: Zur Altersgrenze strafrechtlicher Verantwortlichkeit von Jugendlichen aus psychologischer Sicht, in: DVJJ-Journal 1997 (Heft 4), S. 387-395

B.-D. Meier: Kriminalität und Strafverfolgung in Europa, in: Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform 2000, S. 320-324

M. Mérigeau: Cadres légaux et interventions, in: AIMJF éd., Jeunes délinquants et jeunes en danger en milieu ouvert: Utopie ou réalité?, Editions Erès, Toulouse 1994, p. 79-145

Mindestgrundsätze: Mindestgrundsätze der Vereinten Nationen für die Jugendgerichtsbarkeit, in: Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft 1987, S. 253-287 (vgl. auch S. 809-844)

S. Nothhaff: Erziehen statt Strafen. Grundlagen und Tendenzen des französischen Jugendstrafrechts, in: F. Dünkel, A. van Kalmthout, / H. Schüler-Springorum, Hrsg., Entwicklungstendenzen und Reformstrategien im Jugendstrafrecht im europäischen Vergleich, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach 1997, S. 129-154

S. Pankofer: Freiheit hinter Mauern. Mädchen in geschlossenen Heimen, Juventa Verlag, Weinheim und München 1997

B. Schellenberg: Entstehungsgeschichte und Inhalt eines Entwurfes zu einem neuen Jugendstrafrecht in der Schweiz, in: Institut international des Droits de l'Enfant, éd., 100 Ans de Justice Juvénile, Sion / Suisse 2000, p. 239-255

H. Schüler-Springorum: Kriminalpolitik für Menschen, 1991

Georges SCHOMMER

PRO JUVENTUTE

Cet article, que nous publions avec l'autorisation aimable de M. Nic Weber, éditeur des « Cahiers Luxembourgeois » et tiré du dernier numéro (6-2001) de cette série, lui-même un fac-similé du numéro 133-134 destiné à paraître le 15 juillet 1940. Ce numéro, consacré à l'enfance n'a jamais pu être distribué à cause de l'occupation allemande. Le fascicule contient entre autres un article de Georges Schommer, juge de la jeunesse avant la dernière guerre mondiale.

En lisant sa contribution, on peut s'étonner de l'esprit qui l'a inspiré, esprit positif, favorisant l'éducatif au punitif dans le traitement des jeunes délinquants. En définissant le juge des mineurs comme « le protecteur, l'ami, le conseiller » du jeune, en parlant de « l'intérêt supérieur de l'enfant », Georges Schommer est d'une modernité et d'une actualité surprenantes.

Robert Soisson

IMPRESSIONS

La loi luxembourgeoise du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance doit être considérée comme le début d'une oeuvre législative plus vaste. Les problèmes qu'elle est appelée à résoudre sont complexes et leurs limites sont à la fois trop incertaines et trop lointaines pour que d'autres dispositions légales ne viennent pas ultérieurement compléter une initiative dont il est permis de dire qu'elle aura été utile, nécessaire et féconde. Les principes nouveaux que cette loi a consacrés seront appliqués à d'autres domaines et, s'inspirant sans doute de l'expérience réalisée dans des pays voisins ou dans des pays d'outre-mer, le législateur luxembourgeois ajoutera dans une évolution peut-être lente, mais méthodique, des anneaux à la chaîne et créera de la sorte cet ensemble de lois

qu'on appellera quelque jour le *Code de la Défense Sociale*.

Quelle sera la portée de ce Code? Il serait téméraire de répondre à cette question, dont la solution dépendra évidemment d'influences politiques, économiques et sociales que nous ne saurions apprécier à un moment où le monde entier se trouve exposé à un bouleversement profond, origine, cause, effet et conséquence de la guerre. Tout se tient et s'enchevêtre dans cet ordre d'idées, mais il est vraisemblable que l'après-guerre verra naître dans une humanité libérée du cauchemar qui aura pesé sur elle un grand besoin de discipline, ennoblie et purifiée par un esprit de solidarité et de générosité qui s'inspirera autant du cœur que de la raison.

En éliminant, dans la mesure du possible, les causes profondes qui font naître, parmi les individus ou les collectivités, ce sentiment d'impuissance créatrice ou de révolte qui les dresse les uns contre les autres ou contre tous, le législateur de demain introduira dans les rapports internationaux comme dans le corps de la loi nationale des notions nouvelles qui paraîtront peut-être hardies, mais qui n'en demeureront pas moins raisonnables si l'être humain est, comme nous ne cessons de le croire, essentiellement bon, ou, du moins perfectible.

Quelques-unes de ces notions se trouvent en germe dans notre loi du 2 août 1939, laquelle s'inspire de la loi belge de 1912.

* * *

Tout d'abord le législateur a traité la délinquance infantile d'une façon nouvelle. Il s'adresse à la jeunesse non pas pour la punir, mais pour la sauver ou pour la préserver, en imaginant toute une série de mesures qui visent à une oeuvre

d'éducation, de formation,
de réadaptation.

Souvent les circonstances qui entourent un fait qualifié crime, délit ou contravention et posé par un mineur sont telles que la responsabilité individuelle du délinquant est amoindrie ou éliminée. En faisant abstraction des anormaux, pourtant si nombreux dans la prétendue criminalité infantile, puisque l'éminent juge des enfants de Bruxelles, Monsieur *Paul Wets*, les évalue à plus de 25 %, il est permis de dire que bien des cas sont imputables au milieu social et à l'ambiance dans lesquels se meuvent les enfants qui ont trébuché. Dès lors le législateur a estimé qu'il s'agissait de se pencher avec sollicitude sur ces milieux, de rechercher les moyens de les améliorer, de les soulager matériellement et moralement et de créer de la sorte les conditions dans lesquelles l'amendabilité pourra se poursuivre avec un maximum de chances de succès. Il est aisé de deviner quelle belle et féconde action de prospection d'abord, de colonisation ensuite, s'offre aux femmes de grand cœur, aux hommes de bonne volonté qui se consacrent à cette tâche, sans laquelle l'influence du juge des enfants est radicalement nulle et condamnée à l'impuissance.

Si nous insistons sur l'importance du concours de ces facteurs extrajudiciaires, mais auxiliaires indispensables de l'œuvre de justice, c'est que l'effort conjugué, coordonné et raisonné de tous ces organes demeure la condition préalable de tout succès. En humanisant la procédure applicable à la jeunesse, le législateur s'est approché d'elle et il a voulu que le juge ne soit plus le magistrat intègre et inabordable, mais le protecteur, l'ami, le conseiller qui lui tend une main fraternelle et qui sait parler à son cœur.

Tous, délégués à la protection de l'enfance, infirmières visiteuses, assistantes sociales, éducateurs, préposés aux services de réadaptation, (que l'intuition populaire désigne par le terme de «Winnschoûl», dérivatif de «gewöhnen») services d'observation médicale ou pédagogique, magistrats,

sont appelés à une collaboration continue dans l'intérêt supérieur de l'enfant, à le connaître, à surprendre les réflexes auxquels il obéit, à découvrir son centre d'émotivité, à le soutenir et à le relever.

C'est dire que tout revient, dans la mesure du possible, à une individualisation et à une question de contacts personnels.

Soit dit entre parenthèses: Cette notion d'individualisation, introduite implicitement, par la nécessité des choses et de l'objet, dans toutes les questions relatives à la protection de l'enfance moralement abandonnée, trouvera sans doute son application dans la science pénale de demain et certaines réformes, comme p. ex. celle de la sentence indéterminée, dérivant du même souci, ont déjà engendré des résultats encourageants dans d'autres pays, où elles ont été appliquées à un domaine dépassant la protection de l'enfance proprement dite.

Le législateur a compris que le contact personnel entre le juge et l'enfant était indispensable. Il s'agit d'établir entre le magistrat et l'enfant qui lui est confié un climat de confiance et, si possible, d'affection. D'où l'introduction, dans le système consacré par notre loi, de la notion du juge unique. Un collège de magistrats ne parviendra que dans des cas fort rares à établir le contact avec un enfant, issu de je ne sais quel milieu, qui n'a connu peut-être que la misère, les mauvais traitements, les mauvais exemples, la détresse physique et morale et qui sera, dans tous ses comportements, un petit être traqué, une bête aux abois. Mais celui qui sait avec patience et avec douceur ménager sa susceptibilité, respecter sa sensibilité, la réveiller lorsqu'elle est en veilleuse, allumer dans son âme les foyers ardents qui s'étaient éteints ou qui n'avaient peut-être jamais brillé du pur éclat de la jeunesse, dont ils sont pourtant la naturelle et majestueuse parure, celui qui, dans un tête-à-tête prolongé avec l'enfant, lui parle le langage qu'il comprend, qui se démet de tout l'apparat de la Justice, qui s'intéresse aux soucis qui obsèdent son jeune interlocuteur, qui sait sourire, rire, jouer

avec lui, qui veut se mettre, en un mot, à son diapason, surprendra non seulement des secrets parfois déconcertants, mais créera, par le tact et le doigté qu'il dépense, cette atmosphère joyeuse dans laquelle l'enfant - et quel que soit le degré de sa déchéance - reprendra courage et confiance. Car bien souvent il ne s'agit que de cela: rendre à la jeunesse cette foi en sa propre force, sa foi en la vie, en l'avenir, en les hommes, en la société, sans laquelle tout ressort est brisé et sans laquelle il n'est de place, dans l'âme morbide ou désabusée, que pour l'indolence, l'abrutissement, la révolte ou le crime.

L'auteur de ces lignes n'est pas un pédagogue. Il n'a reçu aucune formation scientifique qui habiliterait à émettre quelque prétention dans un domaine qui n'est pas de sa compétence. Mais il croit que le sourire est une arme efficace et indispensable lorsqu'il s'agit d'approcher la jeunesse. Il faut aimer la jeunesse lorsqu'on veut en tirer quelque chose de bon et de durable. Mais il faut aussi que la jeunesse se sente et se sache aimée. Elle est naturellement disposée à la gaieté et à la joie. Lorsqu'elle en est privée et qu'elle glisse peu à peu vers les heures sombres ou grises où la vie lui apparaît sous les teintes les plus moroses, il faut lui rendre cette joie qui est sa force et en partie sa raison d'être. Qu'on lui parle dès lors non seulement de ses devoirs, mais aussi de ses droits. Qu'on lui fasse comprendre que tout ce que la société attend d'elle est conditionné par un jeu mutuel de droits et d'obligations. Et que toutes ces explications, souvent fastidieuses en raison des circonstances de fait, s'échangent avec le sourire du camarade expérimenté qui sait ce qu'il veut, mais qui a compris que la réaction ne sera féconde que lorsqu'il sera effectivement considéré comme un camarade.

Baden-Powell leur a donné ce mot d'ordre: «*Keep Smiling*». Prenez tout avec le sourire ! Cela peut sembler une boutade aux esprits chagrins, mais à ceux-là seulement! Car dans ce mot d'ordre il y a une profonde sagesse et une

connaissance parfaite de l'âme de la jeunesse.

Lorsque la jeunesse a perdu le sourire, il faut le lui rendre. Alors et alors seulement elle est et elle se sent sauvée!

* * *

Ainsi qu'il appert de ce qui précède, le législateur a prévu des organismes appelés à travailler en liaison avec le juge des enfants. Là encore le système belge a servi de modèle. Certes nous n'avons pas encore, à l'heure actuelle, ces établissements remarquables qui sont, en Belgique, les piliers d'une construction conçue d'après les règles les plus modernes et les plus humaines de la science pénale. *Saint-Servais* lez Namur pour les filles, *Mol* en Limbourg pour les garçons, la ferme-école de *Waterloo*, les homes familiaux, homes de semi-liberté, orphelinats, centres d'accueil du *Bon Pasteur* ou autres, fruits de l'initiative privée, de l'organe communal, provincial ou de l'Etat constituent d'admirables instruments au service d'une administration que dirige avec une rare autorité, dans le pays voisin et ami, un homme aux vues larges et généreuses, monsieur *Wauters*, directeur général de la protection de l'enfance, rattachée au Ministère de la Justice.

Mais tous ces éléments ont été prévus par le législateur luxembourgeois et il est permis d'espérer que nous entrerons également dans ce domaine dans la voie des réalisations. Déjà un personnel dévoué et expérimenté s'est, depuis de longues années, dépensé comptant pour une oeuvre que le public considère généralement et bien à tort, comme ingrate. Qu'on aille jeter un coup d'œil rapide dans notre établissement du *Grund*, logé, il est vrai, dans des conditions particulièrement difficiles! Qu'on demande à tel de nos pupilles, que nous appellerons dorénavant selon la belle et charmante expression de nos amis belges, les «*enfants du juge*», ce qu'il pense de ces bonnes sœurs qui auront repris pour plus d'un d'entre eux la place

vacante d'une mère qu'un sort inclément leur avait ravie.

Depuis des mois je vois à l'œuvre cette femme admirable, que je ne nommerai pas pour ne pas faire violence à sa bonté et à sa modestie si parfaitement chrétiennes. Je la vois dans tout ce qu'il y a de pur dans le dévouement d'une mère qui veille sans défaillance sur les petits, sur les déshérités qui lui sont confiés, qu'elle sait accueillir avec une réelle tendresse, qu'elle sait relever et encourager avec une intelligence, un tact, un sens et un goût de la mesure auxquels il faut rendre hommage. Lorsque je parle à ceux que sa vigilance féminine entoure de soins presque jaloux, lorsque j'entends le timbre de sa voix douce et chaude, lorsque je lis dans ses yeux qui ont vu et qui continuent à voir chaque jour tant de détresse souvent imméritée, je m'incline bien bas et je comprends à quel degré de simple et de sobre grandeur le sacrifice à un idéal est capable d'élever la nature humaine.

Oui, ma sœur, la charité que vous incarnez dans une sainte noblesse, dépourvue de tout artifice, est une haute leçon pour tous les hommes et surtout pour ceux qui ont perdu la foi. Je ne sais ce que l'avenir nous réservera, mais je sens que votre exemple est autrement éloquent que tous les sermons, que toutes les prédications, que toutes les dissertations théologiques, puisque c'est la vertu prise dans le sens le plus parfait et le plus élevé du terme qui se traduit par vous, non pas par de vaines paroles, mais par des actes. Et je réalise que c'est par vous que ces petits retrouvent bien souvent le havre de salut d'où ils repartiront pour la vie avec la volonté d'éviter derechef les écueils contre lesquels se sont brisées tant d'espérances!

Ce n'est là qu'un exemple et il y en a heureusement plusieurs et parmi les religieuses et parmi les profanes qui se consacrent avec zèle et allégresse à la jeunesse malheureuse qui leur a été confiée.

* * *

Nous en dirons autant de nos délégués, au masculin comme au féminin, de la protection de l'enfance. Certes ce service ne fonctionne pas encore à plein rendement. Il nous a fallu improviser et une improvisation n'est jamais et ne saurait jamais être parfaite. Mais déjà les résultats sont satisfaisants et nous enregistrons chaque jour des progrès chargés de promesses.

Le délégué à la protection de l'enfance a reçu une mission délicate qui réclame non seulement beaucoup de dévouement, mais encore un sens aigu des réalités, des dons psychologiques certains, de la perspicacité dans le jugement, de la fermeté et du courage. Autant il est nécessaire qu'on approche l'enfance moralement abandonnée avec la volonté de la servir et de la sauver, autant il est indispensable de se dépouiller de toute faiblesse et de toute sensiblerie, lorsqu'il s'agit d'explorer le milieu, et, implicitement, bien souvent les causes de sa déchéance, qui sont à la base de ce regrettable état de fait.

Il faut reconnaître l'ambiance et, hélas, elle est parfois non seulement malsaine, mais sordide et crapuleuse.

Les délégués à la protection de l'enfance, pour mener leurs enquêtes, descendent dans le taudis, ils affrontent l'insulte, ils s'exposent à l'injure, ils sont amenés à s'entretenir avec la bassesse et avec la vilénie pour rassembler les éléments qui leur permettront de conclure et de soumettre à l'application du juge des enfants des données précises susceptibles de l'éclairer sur les causes qui justifieront la mesure de garde, de placement, de liberté surveillée que selon les circonstances il sera appelé à prendre.

La mission du délégué n'est pas épuisée avec son premier rapport. Il continuera à surveiller l'enfant après la comparution de ce dernier devant le tribunal de l'enfance, il sera en quelque sorte l'agent de liaison entre le magistrat et le mineur, après que ce dernier aura été l'objet d'une mesure

judiciaire. Il rend compte des investigations auxquelles il s'est livré et de la sorte le magistrat est tenu au courant de tout ce qui intéresse l'enfant de justice et de tout ce qui peut influencer sur son caractère ou déterminer son évolution. Citons, à titre d'exemple, des extraits d'un rapport, d'une de nos déléguées, chargée d'examiner le bien fondé de certaines doléances portées devant le juge des enfants. Il s'agit en l'espèce de quatre jeunes filles mises à la disposition du Gouvernement pour inconduite notoire. Il va sans dire que les noms renseignés sont fictifs.

«Yvonne et Marie se plaignent d'être trop enfermées et entièrement isolées des autres enfants. . . . Après en avoir conféré avec la Sœur Supérieure, celle-ci m'a affirmé que Marie et notamment Yvonne sont très indisciplinées. Yvonne refuse absolument toute obéissance et ne veut pas se conformer au règlement de la maison. . . . Tout ce qui la préoccupe c'est de trouver un moyen de sortir et elle croit y parvenir en se révoltant contre tout et contre tous. Elle ne semble voir que les mauvais côtés, mais ne tient pas compte des récompenses et faveurs que les sœurs lui réservent.

Si Yvonne est indisciplinée, Marie est très menteuse. Elle se laisse entièrement influencer par Yvonne et les deux font cause commune lorsqu'il s'agit d'un mauvais tour. Cependant Marie se plaît bien à la Maison d'Education et ne désire point la quitter de si tôt parce que, comme elle s'exprime, on y apprend au moins à travailler.

Henriette est plus calme que les deux autres. Elle reconnaît combien elle a mal agi et qu'il faut qu'elle reste encore enfermée pour qu'elle ne récidive point. . . . Elle est fortement abattue par le fait que ses parents ne viennent jamais la voir et ne veulent point se réconcilier avec elle. . . .

Fernande est incontestablement la plus sage de toutes. Elle attend patiemment que le divorce de X soit prononcé pour qu'elle puisse se marier. . . .

En général toutes les quatre étaient très contentes de ma visite. Yvonne et Marie m'ont promis de faire de grands efforts pour se corriger et elles ont affirmé qu'à une prochaine visite je serais surprise des bonnes nouvelles que Madame la Sœur Supérieure pourrait me donner sur leur compte.»

On induira de cette lecture que même dans un cas difficile comme celui qui fait l'objet du rapport dont s'agit, il suffit d'un peu de bonté pour qu'un rayon de soleil vienne éclairer la solitude et l'obscurité de ces petites qui ont eu le vague à l'âme et pour que, au contact avec la déléguée, très jeune d'ailleurs, puisqu'elle est leur aînée de quelques années seulement, elles reprennent courage et manifestent la volonté de s'amender. Evidemment il faudra encore beaucoup de patience avant que le résultat souhaité soit définitivement obtenu,, mais à travers les lignes du rapport on sent poindre même chez Yvonne et Marie une spontanéité qui prouve à elle seule que rien n'est perdu, qu'il n'y a eu rien d'irréparable et qu'aucune gangrène, aucune pourriture n'a mordu sur elles. Elles doivent, dès à présent, être considérées comme amendables.

* * *

L'application de la loi du 2 août 1939 a permis de faire des constatations intéressantes. Il est encore trop tôt pour généraliser. Mais dès à présent on peut dire qu'au point de vue d'entraînement de mineures à la débauche, les affaires de mineurs traduits devant la juridiction nouvellement créée ont fourni l'occasion de découvrir plus d'un pot aux roses. Il s'agissait, en l'espèce, moins de maisons de débauche proprement dites, que d'une véritable industrie privée, dans laquelle non seulement des souteneurs, mais encore des filles publiques s'étaient pour ainsi dire spécialisés. Ces personnes faisaient l'apprentissage des petites malheureuses tombées sous leurs griffes et elles avaient su les envoûter si complètement que leurs victimes, «taillables et corvéables à merci», venaient leur remettre, en tout ou en

partie, les fruits de leur commerce. Il va sans dire que le Ministère Public s'est vivement intéressé à ces agissements et que quelques rafles et descentes de police n'ont pas été infructueuses.

D'une façon générale les parents des mineurs intéressés ont accueilli avec compréhension l'action des organes de justice créés par la nouvelle loi. Il n'y a pas eu de flottement et les parents ont compris que les mesures appliquées étaient de nature à les aider, à les seconder ou à les remplacer, en cas d'insuffisance, dans l'accomplissement des devoirs découlant de l'exercice de la puissance paternelle. Plus d'une fois les auteurs de jeunes délinquants se sont déclarés satisfaits de l'intervention de la Justice et ils ont marqué cette reconnaissance par des manifestations parfois touchantes. Le cadre discret où la justice - Thémis a enlevé son casque, a-t-on écrit - avance à pas feutrés, est bien fait pour créer entre les magistrats, flanqués d'auxiliaires extrajudiciaires et les justiciables, une atmosphère de franchise, d'intimité, presque de cordialité.

Dans le prétoire de l'enfance il ne doit y avoir qu'un souci majeur: rechercher d'un commun accord la mesure qui correspondra le mieux à la mentalité du jeune délinquant et qui, par là même, le garantira contre la récidive. Il y aura évidemment, comme partout, des brebis galeuses et il serait fou de soutenir que la législation nouvelle mettra un terme définitif à la délinquance infantile. Mais elle a ouvert des chemins nouveaux et par des méthodes appropriées au caractère spécial de la jeunesse, de son intelligence, de son niveau moral, de ses goûts et de ses habitudes, bonnes ou mauvaises, elle parvient à boucher certains trous d'un côté, et à ouvrir, de l'autre, certaines soupapes de sûreté. La statistique des pays où les mêmes principes sont en vigueur depuis un certain nombre d'années, prouve que la délinquance juvénile est plutôt en baisse et que, ce qui est essentiel, le nombre des récidivistes condamnés en correctionnelle après avoir été l'objet d'une première mesure juridictionnelle durant leur

minorité, est en forte régression depuis la mise en application des lois sur la protection de l'enfance.

Les parents se sentent associés en quelque sorte à l'œuvre d'éducation que l'Etat assume pour suppléer à une carence dont ils sont parfois responsables par insuffisance ou par faiblesse, mais qu'ils déplorent toujours lorsque le sort de leurs enfants leur tient à cœur.

* * *

On vit, dans le prétoire de l'enfance, quelquefois des instants pathétiques. Qu'il me soit permis de conter un épisode. Je ferai remarquer qu'en pratique les parents assistent seuls à l'audience de sorte que le caractère des débats est plutôt confidentiel. Notons, à ce sujet, qu'il est bien rare que le juge des enfants entende des témoins, alors que presque toujours il n'y a aucune contestation des faits libellés à charge des mineurs intéressés. Dans l'espèce que nous relatons c'était différent. Il s'agissait d'une rixe banale qui avait mis aux prises, quelque part dans nos campagnes, les membres de deux familles voisines, dressées l'une contre l'autre à l'occasion d'une action en bornage ou de mitoyenneté. Pour le surplus les deux familles sont parfaitement honorables, mais comme le ressentiment couvait dans leur subconscient et qu'on s'était excité et monté la tête à l'occasion de la kermesse du village, la haine - une haine stupide et sans objet - et aussi, sans doute, notre « marque nationale » faisait monter la moutarde au nez de ces braves villageois, on décida de s'expliquer une fois pour toutes et cette explication se termina par une bagarre générale à laquelle participa, avec ses ascendants des deux sexes, une progéniture pleine de promesses, in specie deux rudes et honnêtes gaillards de seize ou dix-sept printemps.

Les mamans et papas, après avoir été dûment salés en correctionnelle, comparurent avec les deux gaillards précités devant le juge des enfants. On contesta de part et d'autre la matérialité des horions échangés, on dut entendre les

témoins, ce qui augmenta primo l'état des frais à charge des trop intempestifs parents, mais ce qui permit secundo au juge de reconstruire dans son ensemble cet innocent et superflu règlement de comptes.

Les jeunes gaillards, de plus en plus sympathiques, après l'audition des témoins, ne contestèrent plus l'évidence, mais il apparut au juge que ces enfants s'étaient, en définitive, battus pour rien, alors qu'ils ignoraient tout de la cause du dissentiment de leurs parents et qu'ils avaient été jusqu'au jour de la bataille ce qu'on appelle de bons copains.

Il leur adressa une rituelle sermonce et leur fit comprendre, devant leurs auteurs, et non sans émotion, que par les temps qui courent, des gars de chez nous n'ont pas le droit de se battre pour rien et que, pour le surplus, en l'occurrence, il appartenait aux jeunes d'être plus sages que leurs anciens, de renverser les rôles et de leur servir d'exemple. Nos deux gosses comprirent ce que parler voulait dire et, dans un geste simple, mais combien beau et émouvant dans sa spontanéité, vigoureusement, ils se serrèrent la main.

Je ne sais ce qui est advenu du bornage ou de la mitoyenneté, mais j'aime à croire que grâce aux jeunes la paix régnera désormais entre les vieux.

* * *

Oui, je le répète, la jeunesse même celle qui est tombée bien bas, demande que, malgré tout, on lui fasse confiance. La loi nouvelle nous donne le moyen d'épuiser toutes les possibilités de le faire et, considérée à ce seul point de vue, elle marque un réel progrès.

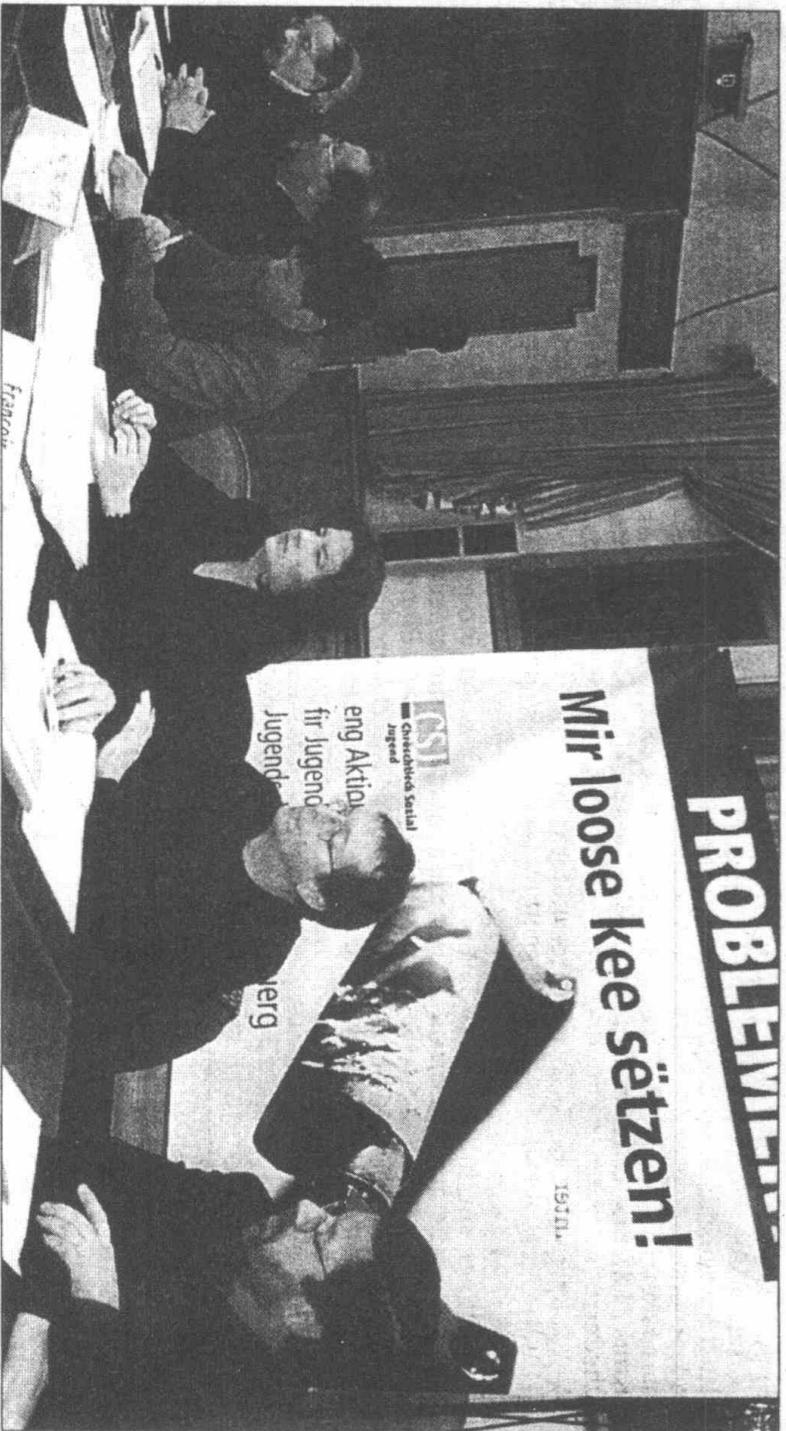
Certes, il est des cas où il faut sévir et où une faiblesse mai placée serait nocive pour la société et pour l'individu en cause. Mais lorsqu'on tient compte des facteurs indépendants du délinquant juvénile, tares héréditaires, alcoolisme, syphilis, du milieu familial etc., on sera bien souvent amené à traiter l'enfant non pas comme un coupable, mais comme le malade qu'il est. Les maladies mentales sont bien plus répandues parmi les jeunes délinquants qu'on ne l'admet généralement et ce ne seront certainement ni les pédagogues avertis ni les tests qu'on leur fait subir à l'occasion de leur mise en observation médico-pédagogique qui démentiront cette thèse. Quant aux autres c'est presque toujours l'occasion qui fait le larron et il suffira de les mettre et de les surveiller dans la bonne voie pour qu'ils s'amendent et qu'ils deviennent ce que nous attendons d'eux: d'honnêtes gens.

Mais quoi qu'il advienne et quel que soit le degré de la déchéance de l'enfant, il ne faut jamais désespérer en s'approchant de lui et il faut toujours s'inspirer de ce beau proverbe pyrénéen que j'affectionne et selon lequel «il y a *quand même, peut-être, quelque part du soleil derrière les monts*».



„Jugendschutz nëmme mat Jugendrechter méiglech“ LW

Zu einer Rund-Tisch-Diskussion der CSJ am vergangenen Mittwochabend in Ettelbrück 9.3.01



(Photo: Dan Roder)

Vor kurzem hatte die „Chrëschtlech Sozial Jugend“ (CSJ) des Bezirks Norden im Rahmen der CSJ-Informations- und Sensibilisierungskampagne „Mir loose kee sëtzen ...“ zu einem Rundtischgespräch nach Ettelbrück ins Gemeindehaus eingeladen.

Die CSJ'ler haben es sich zum Ziel gesetzt, mit einer Veranstaltungsreihe, die dem konstruktiven Meinungsaustausch gewidmet ist, die Arbeiten der Spezialkommission „Jeunesse en détresse“ der Abgeordnetenkommission zu unterstützen und zu bereichern.

Nachdem Dan Roder im Namen der CSJ Norden die rund 50 Zuhörer, darunter der Abgeordnete

Marco Schank und Staatsratsmitglied Agnès Rausch, willkommen heißen hatte, diskutierte Diplompädagoge Jean-Marie Wagner mit kompetenten Fachleuten die verschiedensten Aspekte des Themas „Fir eng Reform vum Jugendschutz - jo, mee wéi?“

François Kimmel, Direktor des „Service central d'assistance sociale“, Robert Solsson, Vorsitzender der „Association nationale des communautés éducatives“, Paul Lammers, Vertreter der „Action des chrétiens pour l'abolition de la torture“, René Schmit, Psychologe in den staatlichen Kinderheimen, Dr. Roland Seligmann, Kinderarzt im „Centre Hospitalier“ in Luxem-

burg-Stadt, Vincent Theis, Direktor der Justizvollzugsanstalt Schrässig sowie Deidre du Bois, Anwältin in Vertretung der Vereinigung „Protection des droits de l'enfant“ trugen einleitend ihre Ansichten zur Situation und Rechtslage der Jugendlichen in Luxemburg vor, zogen Vergleiche mit dem Ausland, und schilderten die Problematik aus dem Blickpunkt ihres jeweiligen Tätigkeitsumfeldes.

Als Fazit der angeregten Diskussionsbeiträge kann u.a. festgehalten werden, dass nicht nur ein akzeptables Jugendstrafgesetz ausgearbeitet werden muss, sondern vor allem ein sogenanntes Jugendhilfegesetz vonnöten ist.

Jugendstrafen betreffen augenblicklich nur etwa fünf Prozent der Jugendlichen, wohingegen 95 Prozent Schutz und Hilfe zur Bewältigung des Alltags benötigen.

In Luxemburg gibt es zurzeit zahlreiche öffentliche wie auch private Strukturen, welche die verschiedensten Aufgabengebiete in der Jugendarbeit und -betreuung bewältigen sowie als Anfangsnetze für sozial Schwache gelten.

Nicht zuletzt aber bedingt diese große Anzahl eine geringe Übersichtbarkeit, was oftmals in einer mangelnden bzw. gar nicht vorhandenen Zusammenarbeit mündet und somit kein für den Jugendlichen positives Ergebnis erarbeitet werden kann.

Alle Diskussionsteilnehmer waren sich zudem einig, dass in Zukunft vermehrt Geld und menschliche Nähe in individuell abgestimmte Betreuungsprogramme investiert werden muss. Wegsperrern allein löst keine Probleme.

Die Diskussionen unter Einbindung der Zuhörer machten deutlich, dass in Luxemburg beim Jugendschutz und der Betreuung sozial schwacher Jugendlicher noch vieles im Argen liegt und weiterhin eine Menge Aufbauarbeit zu verrichten bleibt.

CSJ-Nationalpräsident Charel Schmit versicherte abschließend, dass die CSJ die Reform des Jugendschutzes weiter verfolgen wird und gegebenenfalls versucht, konstruktiv auf eine annehmbare Lösung hinzuwirken.

Die Synthese der Ergebnisse der gesamten Kampagne stellt die CSJ übrigens am kommenden 31. März auf ihrem Nationalkongress in Elvingen (Gemeinde Beckerich) vor.

LW

Samstag, den 7. April 2001

VARIA

P. 54

ANCE-Bulletin N° 105-106; mars 2002

Le congrès «Aider ou punir» a connu beaucoup de succès

Assemblée générale de l'Association nationale des Communautés éducatives

L'assemblée générale de l'Ance (Association nationale des Communautés éducatives), section luxembourgeoise de la Fice, a eu lieu mardi dernier au «Kannerheem» à Itzig. Après avoir souhaité la bienvenue à Sylvie Andrich-Duval, conseiller de gouvernement représentant le ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, ainsi qu'aux membres présents, qui malheureusement n'étaient pas nombreux à assister à cette assemblée, le président Robert Soisson regretta le nombre restreint de participants aux groupes de travail qui traitent cependant de sujets d'actualité très intéressants.

Parmi les activités de l'Ance présentées par le président et le secrétaire Paul Demaret, on peut citer la publication de bulletins et de l'Ance-express, l'élargissement et la mise à jour du site sur Internet www.ance.lu, la participation aux travaux du comité ad hoc sur les droits de l'enfant et au groupe de travail chargé d'élaborer un dossier sur les droits de l'enfant, la participation aux travaux de la «Coalition nationale pour les droits de l'enfant», à des tables rondes organisées par différentes organisations autour de thèmes concernant l'enfance en détresse, la collaboration au groupe «Résolux», la collaboration dans le cadre d'un réseau international francophone visant à développer des perspectives pour l'enfance et la

représentation du Luxembourg dans les réseaux internationaux Euro-net et «European Forum for Child Welfare» (EFCW). L'activité la plus importante a été l'organisation en collaboration avec Fice-Europe d'un congrès international sur la délinquance juvénile «Aide ou punir» qui a eu lieu les 30 novembre et 1^{er} décembre au Kirchberg et qui a connu un grand succès. Le président signala aux membres qu'une étudiante luxembourgeoise à Vienne a réalisé une intéressante étude dans le domaine de l'enfance. Cette étude sera reprise dans le prochain bulletin.

Au niveau de la Fice et sur le plan international Robert Soisson a participé à de nombreuses réunions, séminaires, congrès et conférences. Il souligna qu'ayant terminé son mandat en tant que président de la Fice lors du Congrès de la Fice à Maastricht en mars 2000, il a été réélu en tant que président de la Fice-Europe. Un congrès de la Fice sur le thème «L'enfant dans les agglomérations urbaines» aura lieu à Berlin en 2002. Le président termina en remerciant le ministère pour son soutien. Parmi les projets pour l'année 2001, Robert Soisson et Paul Demaret citèrent l'organisation de conférences, séminaires et voyages d'études, notamment la conférence «Droits des enfants à l'école», qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2001 à Luxembourg. Lors de ce con-

grès de nouvelles initiatives pourront être discutées et cette conférence permettra certainement d'intéressants échanges de vues. Parmi les autres activités, citons la participation dans le programme d'échanges professionnels et le programme de formation continue de la Fice/Fice-Europe, etc., la participation à l'initiative «Plaidoyer pour les enfants», à la mise à jour du guide des droits et devoirs des jeunes à publier par le Centre de médiation incluant la publication d'une bande dessinée sur les droits de l'enfant, le développement du site web en tant que forum de discussion, les travaux de la coalition nationale pour les droits de l'enfant, la publication de bulletins et de l'Ance-Express, la collaboration aux activités du ministère de la Famille. L'Ance sera représentée lors de nombreuses manifestations de la Fice dont le nouveau président est Théo Binnendijk.

Le trésorier Fernand Liégeois présenta son rapport et après l'accord des réviseurs de caisses Raymond Cecotto et Jean Giwer, décharge lui fut donnée pour son excellent travail. Décharge fut également accordée à tout le comité qui se compose de Robert Soisson, président, Fernand Liégeois, trésorier, Paul Demaret, secrétaire, ainsi que des membres Monique Liégeois, Jean Pirsch, Marc Reckinger, Marie Santini, Aline Soisson, Mathilde Tusch et Jean-Marie Wagner.

Edith Olk est élue à l'unanimité en tant que nouveau membre. La cotation pour l'année 2001 est portée à 80 euros pour les institutions et quinze euros pour les membres individuels. Sylvie Andrich-Duval transmet les félicitations du ministère tant pour le travail accompli par l'association que pour la nomination de Robert Soisson comme président de la Fice-Europe, et rappele que les activités de l'Ance qui regroupent plusieurs communautés éducatives jouit du soutien du ministère. La réforme sur la loi de la protection de la Jeunesse étant en préparation, il serait certainement intéressant pour l'Ance de participer aux travaux. Il serait utile de prévenir assez longtemps à l'avance le ministère des manifestations organisées par l'Ance afin que des responsables du ministère puissent y participer.

Rappelons que l'Ance regroupe une cinquantaine de membres actifs (Centres d'accueil, centres d'éducation différenciée, institutions spécialisées, associations de parents et de professionnels du secteur médico-psycho-pédagogique et social), ainsi que des membres individuels. Ses objectifs principaux sont la défense des droits des enfants, surtout des enfants les plus démunis. Dans cette optique l'association assure son soutien et sa coopération à des activités allant dans cette direction. Csk

Alfred Groff

Heimplazierungen 1990-1999

Kurzer Rückblick auf die Geschehnisse im Bereich der Heimplazierungen in den 90er Jahren

Einen geschichtlichen Rückblick sowie einen Überblick über das Heimwesen in den 80er Jahren in Luxemburg ist in einem Artikel von VANDIVINIT im Buch „Aktuelle Probleme Jugendlicher in Europa“ und in den kommentierten Jahresberichten des „Centre d'Information et de Placement“ (CIEP) zu finden.

Im Jahre 1991 wurde die Auflösung des „Centre d'Information et de Placement“ beschlossen. Im Jahr darauf nahm die „**Commission Nationale d'Arbitrage en matière de Placements**“ (CNAP) ihre Arbeit auf. Das **Jugendschutzgesetz vom 10.8.92** trat in Kraft. 1995 beauftragte die „Association des Directeurs des Centres d'Accueil“ (ADCA) eine Arbeitsgruppe, die AufnahmeprozEDUREN von Minderjährigen in Heimen zu analysieren. 1997 wurde das « *Projet de loi portant sur la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance* » veröffentlicht. 1997/1998 arbeitete die « *Commission Ad Hoc pour la promotion des droits de l'enfant* », die vom Familienministerium institutionalisiert wurde, die « *Charte des droits de l'enfant en matière de placement* » (Charta) aus. Ende 1998 gab die ADCA mit der Sozialarbeitervereinigung ANAHSASIG eine Publikation (das „Weissbuch“: *L'accueil jour et nuit de mineurs*) mit Statistiken, Feststellungen, Überlegungen und Perspektiven über die Tag- und Nachtplazierungen heraus. Anfang 1999 trat das **ASFT-Gesetz (Relations état-organismes sociaux, familiaux et thérapeutiques)** in Kraft. Anfang und Ende des Jahrzehnts gab es einige Artikel zum Thema „Heime“ (ACHTEN & BRANDHORST; E.T. & F.N.; GROFF; HARTMANN-HIRSCH; HEINTZ, OTH & PREGNO; KIRCH-PAUWELS; SOISSON;

WAGNER) * auf die im Artikel näher eingegangen wird.

Am Anfang einige Zahlen

Ende 1990 waren, wie dem Jahresbericht des „Centre d'Information et de Placement (CIEP)“ zu entnehmen ist, 367 grösstenteils Minderjährige in den Kinder- und Jugendheimen untergebracht (ohne die Notunterbringungen und die Plazierungen in den Erziehungsheimen). Am 30.6.1997 gab es, laut Weissbuch, 391 Minderjährige in den gleichen Institutionen. Es gab in den 90er Jahren sowohl in den Kinder- und Jugendheimen, wie auch in den „Dépannage“heimen, den sogenannten FADEPS (46 Plazierte Ende 1996) und in den « *Centres Socio-Educatifs de l'Etat* » (126 Plazierte Mitte 1997), den umbenannten Erziehungsheimen, eine Zunahme der Plazierungen. In Luxemburg sind laut der Sozialarbeitervereinigung ANAHSASIG 2% der Kinder plazierte, ein viel höherer Prozentsatz als in anderen europäischen Ländern. Dazu muss man dann noch die Plazierungen in spezialisierten Zentren im Ausland (laut der Abteilung „Education Différenciée“ des Erziehungsministeriums gab es deren 1997 mindestens 46) hinzurechnen sowie die Minderjährigen in der Strafvollzugsanstalt Schrassig.

Laut dem „Service Central d'Assistance Sociale“ (SCAS) gab es von September 95 bis September 1996 41 Minderjährige im Gefängnis, eine neue meiner Ansicht nach bedenklich steigende Tendenz in den 90er Jahren, wobei der Jüngste 12 Jahre alt war. Im gesamten Jahr 1989 wurden nur 54 Minderjährige vom CIEP in Heime plazierte, wogegen es vergleichsweise im Zeitraum vom 1.1.96 bis zum 30.6.97 schon 64 Neuaufnahmen allein in den Erziehungsheimen in Dreibern und Schrassig gab !

Im gleichen Zeitraum kamen die meisten Neuaufnahmen in Heimen aus FADEPS, wo die Kinder und Jugendlichen erst für einige Wochen oder Monate untergebracht wurden, was einen doppelten Milieuwechsel für die Betroffenen mit sich bringt, möglicherweise mit einem definitiven Vertrauensverlust. Es bleibt vor allem festzuhalten, dass es in den letzten zehn Jahren, trotz vermehrter Diskussion über Alternativen, Kurzplatzierungen und Familienarbeit eine **deutliche Zunahme der Heimplatzierung von Minderjährigen** gibt.

Das Weissbuch berichtet, dass 89% der **Platzierungen übers Jugendgericht** (1997) getätigt werden. 1990 waren es nur 42%, also gab es mehr als eine **Verdopplung in nur wenigen Jahren**. Ein Vergleich der « Enquêtes sociales effectuées par rapport à des mineurs en danger » vom SCAS spricht die gleiche deutliche Sprache : 274 Minderjährige waren es 1990 und 587 im Jahre 1997.

Analyse

1. Die Auflösung des CIEP und die Institutionalisierung der CNAP

Die Möglichkeit sich auf eine von allen Beteiligten anerkannte Kommission (CNAP) berufen zu können, die im Falle von Unstimmigkeiten bei der Platzierung eines Kindes oder bei der Unmöglichkeit einen adäquaten Heimplatz zu finden, den Weg vorgibt, ist sicher sinnvoll. Eine solche wurde 1992 geschaffen, allerdings nach der Abschaffung der zentralen Beratungs- und Heimeinweisungsstelle (CIEP), anstatt als zusätzliche Institution zum CIEP. Die Funktion des CIEP bestand darin, im Falle einer Anfrage auf Tag- und Nachtunterbringung, die Betroffenen zu informieren und zu beraten, die Alternativen zu untersuchen und im Falle von der Erforderlichkeit einer Trennung des Kindes von seiner Familie, die adäquate Lösung in einer Pflegefamilie oder einem Heim zu finden. Der CIEP bestand aus einem multidisziplinären Team (Psychologe, Sozialarbeiter, Erzieher, Sekretariat). Das Problem liegt in dem Ersetzen des CIEP durch ein nur

bürokratisch funktionierendes „Secretariat Permanent“, mit lediglich zwei Mitarbeitern, das wie der Name es schon sagt, Sekretariatsarbeiten zu erledigen hat: Bei Anfragen auf einen Heimplatz wird die Anfrage schriftlich an die Heime mit einem freien Bett weitergeleitet. Warum der CIEP abgeschaffen wurde, darüber kann man nur spekulieren. War er zu unbequem, da er mit den Betroffenen in direktem Kontakt stand, alle Behauptungen hinterfragte und nicht eine reine Exekutive der Justiz und der Heimvereinigung war? HARTMANN-HIRSCH Claudia analysiert die Ablösung des CIEP durch die CNAP näher in ihrem Bericht an die Europäische Kommission. Schon im August 1992 schrieben HEINTZ, OTH & PREGNO in einem Leserbrief in dieser Zeitung : « L'on ne peut que regretter que le concept élaboré par un groupe de travail ne tienne pas suffisamment compte de la dimension sociale et humaine des enjeux et s'inspire plus de la gestion bureaucratique de dossiers: le passage d'un enfant de sa famille dans un centre d'accueil pourra-t-il jamais se faire de façon codifiée à l'image du passage d'une lettre à la poste qui transite entre un expéditeur et un destinataire. Rarement aura-t-on assisté à autant de tohu-bohu et de confusion que durant les premiers mois de son application. » Im August 1998 hielt WAGNER fest: « Von Seiten der Praxis wurde und wird die Ablösung der CIEP durch die CNAP sehr bedauert (siehe : Zwischenbilanz der Evaluationsstudie des Caritasverbandes Luxemburg). Der mit dem Wechsel einhergehende Qualitätsverlust ist nach Aussagen der Heime beachtlich » und SOISSON meinte im April 1999, dass die CNAP « sich aber schon nach ein paar Jahren als Fehltritt entpuppte. » Im Weißbuch steht : « La procédure conduisant au placement d'un enfant et mettant en relation les différentes institutions manque de rigueur et la phase diagnostique est souvent trop sommaire. Les efforts visant à chercher une solution alternative au placement en centre d'accueil sont insuffisants ». Dort ist auch zu lesen, dass die Zufriedenheit mit den Aufnahmeberichten des CNAP von den Heimen als unterdurchschnittlich

eingestuft wird. Es wird ebenfalls auf die dringende Notwendigkeit einer einzigen zuständigen Instanz, bestehend aus einem multidisziplinärem Team, vor den Heimeinweisungen hingewiesen.

Diese multidisziplinäre Instanz gab es in der Zeit des CIEP. Was waren dessen Vorteile? Zuerst die Möglichkeit durch eine genaue Analyse der Sachlage eine ganze Menge Plazierungen zu vermeiden! Im letzten „Rapport annuel“ vom CIEP stand zu lesen : « Au cours des 10 dernières années dans plus de 2000 cas (70% des demandes), où une demande de placement jour et nuit à été introduite au CIEP, celui-ci a pu être évité. Souvent la famille pouvait être appuyée par des mesures alternatives appropriées ». Wie konnte dies bewerkstelligt werden? Der CIEP war eine Beratungsstelle die multidisziplinär besetzt war. Sie verfolgte kein Eigeninteresse. Sie war von der Justiz unabhängig und war neutral in dem Sinne, dass sie von der schlussendlich von den Verantwortlichen getroffenen Lösung nicht selbst betroffen war. Es ging einzig und allein um das Auffinden der bestmöglichen unter den zur Verfügung stehenden Alternativen für den Minderjährigen, und eine Heimplatzierung war nur eine der Möglichkeiten. Für die Betroffenen und deren Familie konnten die Mitarbeiter des CIEP unabhängige Informationsübermittler und Berater sein. Jemand hörte ihren Nöten und Ängsten zu und konnte ihnen oft helfen ihre Rechte wahrzunehmen.

Die professionellen Antragsteller betreffend, erfüllte der CIEP eine Doppelfunktion. Die Mitarbeiter des CIEP hatten Erfahrungen mit Plazierungen, kannten alle Alternativen, nicht nur die lokalen, und man konnte von ihnen erwarten, dass sie über die laufenden Entwicklungen im Sektor informiert waren (leider nicht immer genügend über die genauen Möglichkeiten der einzelnen Gruppen, weil Transparenz in den 80er Jahren noch Mangelware war und oft schwer erkämpft werden musste). Der CIEP hatte also auch eine Beraterfunktion für den professionellen Antragsteller. Die Erfahrung zeigte, dass einige Anträge auf

falschen Vorstellungen beruhten, schlecht vorbereitet waren oder auf einer Fehleinschätzung als berüchtigte « urgence » basierten. Das secrétariat permanent der CNAP kann all diese Aufgaben, die der CIEP noch gewährleistete, nicht mehr erfüllen, weil es nicht in ihrem Kompetenzbereich liegt.

2. Die Plazierungen der Justiz

„In vielen Fällen führt die Herausnahme der Kinder aus der Familie sogar zu einer abermaligen Eskalation der Problemlagen. Dies trifft insbesondere auf die Fälle zu, in denen die Massnahmen gerichtlich angeordnet wurden“ schrieb der Heimpädagoge WAGNER im Mai dieses Jahres. Über die Häufigkeit dieser Massnahmen in Luxemburg wurde bereits oben berichtet.

Schon Ende der 80er Jahren, als die ersten FADEPS (foyers d'accueil et de dépannage) entstanden, merkte man sehr schnell, dass diese nicht nur dem Zweck dienten, Familien in Notsituationen auszuheilen und Kinder für kurze Zeit aufzunehmen, sondern dass die Justiz dorthin Kinder plazierte, weil sie so die Prozedur über den CIEP umgehen konnte, weil Notplatzierungen in ein FADEP natürlich ohne CIEP möglich waren. Die Erziehungsheime in Dreibern und Schrassig erfüllten ebenfalls immer öfter den Zweck, möglichst rasch erziehungsschwierige Kinder abzuschieben. Man kann sich sogar des Eindrucks nicht erwehren, dass es manchmal mehr um die „Absicherung“ der betroffenen Instanzen ging, als um das Wohl der Betroffenen. Der Antragssteller gibt die Verantwortung nach der Meldung eines „Falles“ an die Justiz ab, die dann eine Entscheidung treffen muss. Das Jugendgericht als Entscheidungsträger kann aber kaum Fachwissen über psychosoziale und therapeutisch-pädagogische Belange aufweisen, um ein in dieser Hinsicht fundiertes Urteil zu fällen. E.T.&F.N meinen, das Jugendschutzgesetz gäbe « keinen auf die unterschiedlichen Situationen zugeschnittenen Handlungsrahmen vor, so dass sich der ganze Ermessens- und

Entscheidungsspielraum in dem – im Hinblick auf sozialpädagogische Belange unkundigen – Händen des Jugendrichters und des Jugendgerichtes befindet. ... Juristen können nur begrenzt die komplexen Problemlagen von benachteiligten Familien, Kindern und Jugendlichen bewerten, geschweige denn, dass sie die fachliche Kompetenz besitzen, die Angemessenheit von sozialen Hilfsmassnahmen beurteilen zu können. » Die Justiz wiederum gibt nach ihrem Urteil die inhaltliche Verantwortung an die Institutionen ab, für die sie aber nicht zuständig ist, sondern private Träger und das Familienministerium. Welchen Wert hat hierbei noch die Interessenslage und Hilfestellung der Kinder und Jugendlichen ? ACHTEN, ehemaliger Vorsitzender der CNAP, und BRANDHORST schreiben : « Um die Wartelisten, die bei freiwilligen Unterbringungen berücksichtigt werden müssen, zu umgehen, wird oft der richterliche Weg gewählt, indem eine Notunterbringung empfohlen wird. » Weiter schreiben sie « ...dass die Nähe zum juristischen System für das soziale System vor allem im Bereich der Prävention ein Problem darstellt. Es sei so nur sehr schwer möglich, die für eine präventive Arbeit notwendige Vertrauensbasis herzustellen ». Dass dem nicht immer so war, wurde im vorigen Abschnitt erwähnt.

Im gleichen Artikel beanstanden beide Autoren die wiederholt angeprangerte Tatsache, auf die hier nicht näher eingegangen werden kann, dass Minderjährige mitunter wegen kleinen Delikten im Gefängnis in Einzelhaft sitzen, sogar ohne die gesetzlich vorgeschriebene Schulbildung; weiters, dass den Heimen, laut Artikel 11 des Jugendschutzgesetzes, mit dem Richterspruch automatisch die Erziehungsrechte der Eltern übertragen werden. Diese brauchen den Eltern also keine Rechenschaft mehr abzugeben. Dies kann eine Erleichterung darstellen, schiebt aber sicher einer effizienten Elternarbeit, wie sie mittlerweile selbstverständlich sein sollte, und über die

im nächsten Abschnitt zu reden sein wird, einen Riegel vor.

3. Alternativen

« Schaffen wir die Kinderheime ab ! » lautete der Titel von zwei Leserbriefen aus dem Jahre 1992. GROFF führte folgende Alternativen zur Heimplatzierung an: Professionnelle Pflegefamilien, Spezialerzieherische Kindergruppen, Internate, sozio-educative, familienstützende, ambulante Dienste, einen kinderpsychiatrischen Dienst in einer Klinik sowie ein geschlossenes Erziehungsheim für Kurzaufenthalte. HEINTZ et al. fügen folgende weitere Alternativen dazu: Kriseninterventionszentrum, intensive Familienarbeit als Prävention oder zur Verkürzung eines Heimaufenthaltes, Ausweitung des Pilotprojektes eines therapeutischen Zentrums für verhaltensgestörte Kinder, um Auslandsaufenthalte zu vermeiden.

Einen kinderpsychiatrischen Dienst gibt es mittlerweile, es fehlt allerdings noch ein derartiges Angebot für Jugendliche. Kriseninterventionsinitiativen sind erst im Entstehen. Was ambulante Hilfe in den Familien anbelangt, so wurde viel darüber geschrieben, es gab Ansätze (u.a. im CIEP) und Projekte, aber es tat sich nie viel Konkretes. KIRSCH-PAUWELS berichtet schon über Initiativen diesbezüglich in den 70er und frühen 80er Jahren. Die « assistances éducatives » des SCAS lassen ebenfalls keine vielversprechende Entwicklung feststellen: 37 neue Massnahmen gab es im Jahre 1990, 34 neue im Jahre 1997, wobei sich lediglich eine Vollzeit- und eine Halbzzeitkraft um 134 Kinder kümmern. SOISSON fragt sich wieso ein so reiches Land wie Luxemburg soweit mit familienunterstützenden Diensten hinterherhinkt. « Der politische Wille, intensiver Familienarbeit zum Durchbruch zu verhelfen fehlt und dort, wo er sich zaghaft äussert, scheitert er an den politischen « Realitäten » (etabliertes Heimwesen, Systemzwänge, usw.) » Weiter schreibt er : « Der Versuch, die Rechte des Kindes in der Heimerziehung

besser abzusichern (z.B. durch eine regelmässige Überprüfung der Einweisungsmassnahme) scheiterte einstweilen am Widerstand der Vereinigung der Trägergesellschaften und der Heimleiter ». Die Fachöffentlichkeit sei doch über Massnahmen und Möglichkeiten, unter anderem durch einen Kongress in Luxemburg (1992) informiert. Als Beispiele führt er das „Family Project“, das „Video-Home-Training“ und die „Services d'éducation spécialisée et de soins à domicile“ an. Neben mangelndem politischen Willen seien « kindische Streitereien zwischen Beamten von den verschiedenen Ministerien » und die Tatsache, dass das zuständige Ministerium grundsätzlich nur noch die etablierten Träger im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe unterstützen will, für die derzeitige Situation mitverantwortlich.

Dass gewusst ist, was zu tun wäre, zeigt die theoretische Ausarbeitung der oben genannten Charta, die alle wesentlichen Rechte für das Kind anführt. So z.B. « L'enfant placé a le droit que ses parents et les membres de sa famille d'origine sont associés à la mesure de placement le plus souvent et le plus étroitement que possible ».

Im ebenfalls oben erwähnten Weissbuch ist folgendes zu lesen: « Cependant, la réalité est telle qu'il existe un manque de structures alternatives et que les structures existantes (l'assistance éducative, services de guidance, structures d'accompagnement...) sont souvent incapables de prendre en charge le mineur et sa famille, faute de moyens de fonctionnement (budget, effectif en personnel...) et faute d'une meilleure politique en matière de prévention. » Ebenfalls dort steht, dass neben einem „Projet d'Action en Milieu Ouvert“ und dem SCAS keine spezialisierten Strukturen existieren, die erzieherische Hilfe in den Familien leisten, obschon diese in punkto Prävention und auch in finanzieller Hinsicht ihre Proben bestanden hätten. Als Alternativen zur Heimplazierung werden « assistance éducative, Kisenintervention („families first“), internats socio-familiaux multidisciplinaires, centres d'accueil

spécialisés dans le domaine des enfants ayant des troubles spécifiques » angeführt. Wie man sieht, sind das keine neuen Ideen, weil bereits vor 10 Jahren erkannt und am Anfang dieses Abschnitts bereits erwähnt. Die Ideen allein nützen den Betroffenen jedoch nicht.

Schlussfolgerung : Was tun ? Es tun !

Alle Autoren scheinen sich einig, dass es auch bei uns an der Zeit ist, vom Schutz- bzw. Kontrollgedanken wegzukommen und ihn durch den Hilfedanken zu ersetzen. Weiters gilt es, die **Alternativen** und die Hilfsmassnahmen, die sich anderswo bewährt haben, endlich auch in Luxemburg in die Praxis **umzusetzen**. Dies bedeutet für manchen sicher ein Umdenken oder eine Umstellung, aber jeder der im Sozialbereich arbeitet oder dafür zuständig ist, sollte sich bewusst sein, dass dieses Aufgabenfeld einem stetigen Wandel unterliegt und von jedem verlangt, regelmässig die Strukturen und Konzepte zu überdenken. HARTMANN-HIRSCH bestätigt, dass Alternativvorschläge zur Tag- und Nachtplazierung in einer Pflegefamilie oder in einem Heim in Luxemburg auf kein fruchtbares Echo stossen. Um eine breitgefächerte Palette diverser Heimangebote und Alternativen effektiv zu gestalten, ist, neben einer **von Grund auf reformierten Erzieherausbildung**, eine verstärkte Förderung spezifischer **Weiterbildungsangebote** für die Professionellen des Sektors unbedingt erforderlich.

Zweitens sollten die guten Ansätze aus der « Charte des droits de l'enfant en matière de placement » umgesetzt werden. Als wichtiger Punkt erscheint mir die Forderung, dass die Plazierung eine Ausnahme bleiben muss, die so kurz wie möglich sein soll. Wenn es zur Plazierung kommt, gilt es Folgendes zu beachten: « L'enfant placé a le droit à l'établissement, par les services impliqués au niveau de son accueil, d'un projet psycho-thérapeutique et socio-pédagogique individualisé. » Dabei ist der Meinung des Minderjährigen und dessen Familie Rechnung zu tragen. Dies gilt

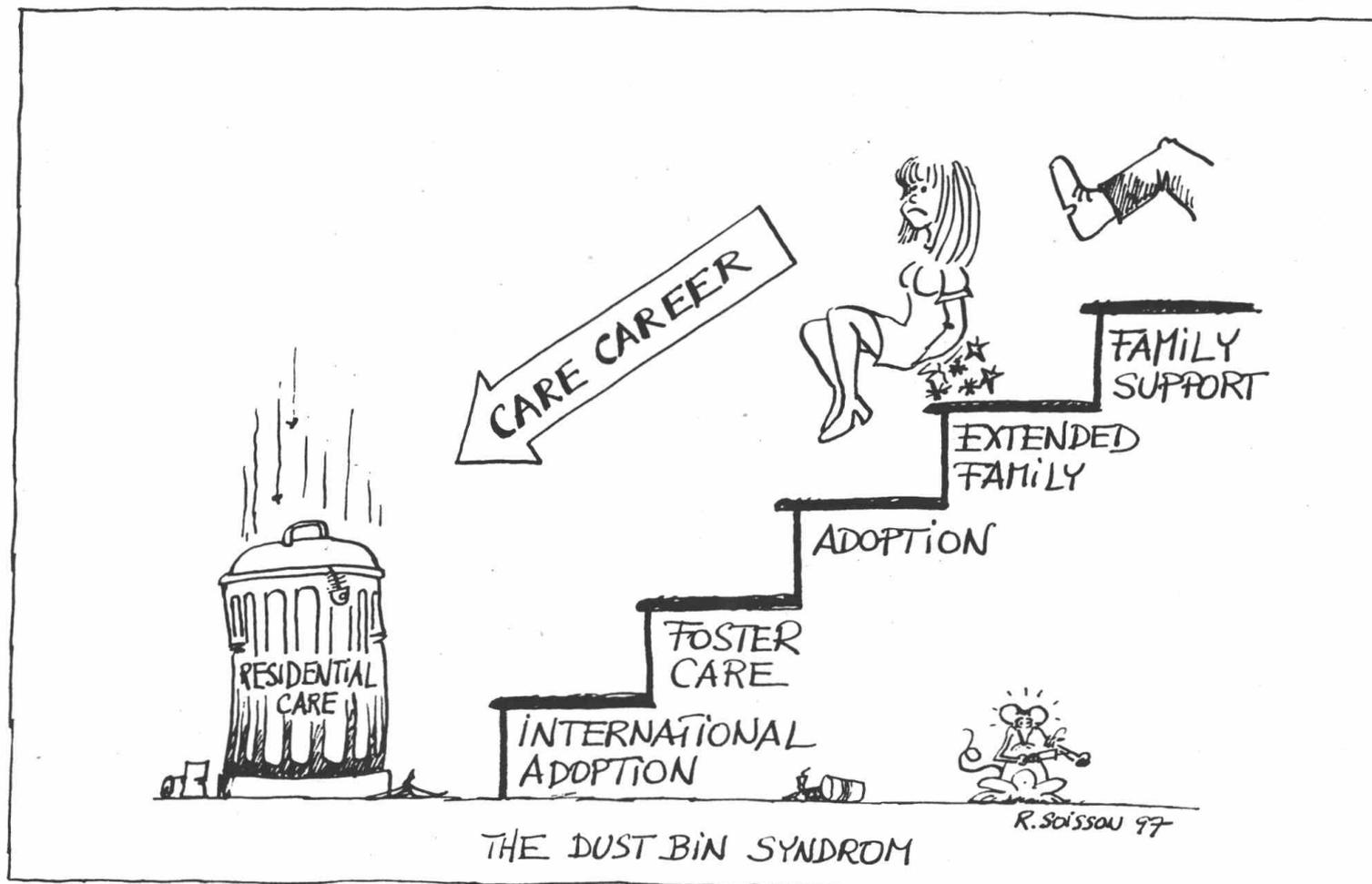
ebenso bei der periodischen Reevaluierung der Ziele und der Notwendigkeit der beschlossenen Massnahmen.

Die Ziele sollten klar definiert sein, sowie die Aufgaben die für die Betroffenen daraus erwachsen und den voraussichtlichen Zeitraum der praktischen Umsetzung. E.T. & F.N. fragen sich, ob **Qualitätskontrolle und Qualitätssicherung** für die Sozialarbeit Fremdwörter seien: « In Luxemburg besteht für die Anbieter von sozialen Diensten immer noch keine Verpflichtung, die von ihnen durchgeführten Dienste zu planen bzw. Massnahmen schriftlich festzuhalten, die Hilfsangebote in regelmässigen Abständen auf ihre Ziele und Qualität hin zu überprüfen und/oder die durchgeführten Massnahmen zu dokumentieren ». Schriftlich festgehaltene Grundlagen erleichtern zudem den notwendigen Informationsaustausch und vermeiden weitgehens Missverständnisse und Unklarheiten.

Hat man etwa Angst vor den Ergebnissen von Effektivitäts- und Qualitätskontrollen oder ist man einfach nicht daran

interessiert, weil man doch alles Notwendige fürs materielle Wohl und den Schutz der Kinder vor ihrer schädlichen Umgebung getan hat? Eine Studie wurde zwar vor einiger Zeit von der Caritas in Auftrag gegeben, aber müssten Qualitätsnachweis und Forschung im Sozialbereich nicht eine Bedingung sein, wenn es ums Wohl vieler Minderjährigen und um den Erhalt grosser Summen öffentlicher Gelder geht ?

Und zum Schluss möchte ich noch auf einen **gesellschaftspolitischen Aspekt** hinweisen. ACHTEN & BRANDHORST betonen : »Die gesellschaftspolitische Seite wird allerdings im Weissbuch völlig vernachlässigt ». Individuelle Ursachen mag es für die einzelne Heimeinweisung wohl geben, aber die Ursachen müssen auch im sozialgesellschaftlichen Umfeld gesucht werden, wo Armut (auch in Luxemburg) zur Vernachlässigung und Gewalttätigkeit führt. Es ist bequemer alle Schuld auf den Einzelnen abzuschieben, statt zu fragen, welches Umfeld welche Hilfestellung benötigt, damit erst gar nicht so viele Notsituationen entstehen.



Alfred Groff, Dr.phil.

Die Tätigkeiten der « psychologischen Vereinigungen » als ein Bild der « Psychologie », insbesondere der « Klinischen Psychologie » in Luxemburg im 20. Jahrhundert

0. EINLEITUNG

Ich werde hier einen Rückblick über die wichtigsten Ereignisse auf dem Gebiete der Psychologie, insbesondere der klinischen Psychologie in Luxemburg in diesem Jahrhundert geben. Ein Grossteil des Artikels wird den Vereinsaktivitäten (Ereignisse, Briefverkehr, Publikationen ...) gewidmet sein. Ein historischer Rückblick soll dies nicht sein und eine gewisse Subjektivität wird nicht zu vermeiden sein, da ich auf meine Informationen und 20-jährigen Erfahrungen in diversen psychologischen Vereinigungen zurückgreifen werde (Sekretär/Vizepräsident der SLP 1985-1998; Präsident der SLPCP 1988-1997; Präsidiumsmitglied der GPF 1992-2001; Präsident der MTK-LTG 1996-2001). Die Zeit von 1973 bis 1981 dokumentiere ich dank des Materials der ALPDU (« Association des Psychologues Diplômés Universitaires »), das mir von ihrem letzten Präsidenten Robert Soisson liebenswürdigerweise zur Verfügung gestellt wurde. Die Zeit vor 1973 wird durch ein Interview mit Herrn Norbert Ewen, Psychologe am Centre Universitaire, beleuchtet. Zuletzt geschieht ein Ausblick über das Jahr 2000 hinaus, anhand der Pläne, die mir von Gilles Michaux, dem aktuellen Präsidenten der SLP, mitgeteilt wurden. Ich möchte mich hier bei den genannten Personen und bei Brigitte Hartmann, Gérard Louis, Paul Prussen, Sylvia Schubert und Claude Vandivinit für ihre Mitarbeit bedanken und nicht zuletzt bei Lucien Nicolay für seine Anregung für diesen Text.

Der folgende Text wurde in veränderter und integraler Form publiziert in den vom „Centre Universitaire de Luxembourg“ herausgegebenen „Cahiers de Psychologie“ (Fascicule II, 1999 – ISBN 2-87971-223-89).

Zum weiteren Verständnis werden hier einleitend die psychologischen Vereinigungen vorgestellt, mit Adresse und Abkürzungen, die dann auch im weiteren Text Anwendung finden :

ALEA : Association Luxembourgeoise d'Etudes Psychanalytiques; 42, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg

ALEP : Association Luxembourgeoise des Etudiants en Psychologie; B.P. 280, L-9003 Ettelbruck ; Email :

aleppsy@onlineexpress.net; URL : <http://alep.onlineexpress.net>

ALPDU : Association Luxembourgeoise des Psychologues Diplômés Universitaires

AluTheCC : Association Luxembourgeoise de Thérapie Cognitivo-Comportementale; B.P. 3099, L-1030 Luxembourg; Email: aluthecc@internet.lu; URL: <http://www.aluthecc.lu>

APPSSE: Association des Psychologues, Pédagogues et Sociologues au Service de l'Etat ; B.P. 22, L-5801 Hesperange

GPF : Gesellschaft für Personenzentriert(wissenschaftlich) Psychotherapie a Forschung; B.P. 54, L-8005 Bertrange; Email: gpflu@hotmail.com URL : <http://www.spider.lu/homepages/gpf/>

LGIPA (SLPA) : Société Luxembourgeoise de Psychologie Adlérienne; 48, cité Millewee, L-8064 Bertrange; Fax : 31 72 52; Email : info@lgipa.lu ; URL : www.lgipa.lu

MTK-LGTP : Lëtzebuerger Gesellschaft für Transpersonal Psychologie (Main Transpersonale Kaer a.s.b.l.) B.P. 54, L-8005 Bertrange; Email : luxgtp@hotmail.com , mtklux@hotmail.com ; URL: <http://www.spider.lu/homepages/mtk/>

SLP : Société Luxembourgeoise de Psychologie B.P. 1787, L-1017 Luxembourg

SLPCP : Société Luxembourgeoise de Psychologie Clinique et de Psychothérapie B.P. 1326, L-1013 Luxembourg

Auf die konkreten Arbeitsbereiche der klinischen Psychologen in Luxemburg wird in diesem Artikel nicht näher eingegangen werden. Es sind dies die klassischen Arbeitsstätten wie HNP Ettelbrück und die Filialen in Useldange (Alkohol) und Manternach (Drogen), sowie neuere Dienststellen in Kliniken, wie diejenige für Schmerzpatienten oder kinderpsychiatrische Patienten. Daneben gibt es psychotherapeutisch tätige Psychologen in verschiedenen Beratungsstellen (Centres de Santé mentale, Liewens-Partner-Familieberatung, Planning Familial, Services de guidance, SPOS ...) und in vom Familienministerium abhängigen Institutionen (z.B. verschiedene Heime). Weitere Details findet man in den « Répertoires der SLP », dem « Resolux » (1990, 1994, voraussichtlich 2000) oder dem « Guide pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques au Luxembourg ».

1. Die Zeit als es noch keine Vereinigungen gab (1920-1973)

Die Pioniere vor dem zweiten Weltkrieg

Erste Spuren der Tätigkeit von Psychologen in Luxemburg gibt es schon nach dem ersten Weltkrieg. Der Psychologe Robert war ab den 20er Jahren am Institut Emile Metz angestellt. Er hatte in Leipzig bei Wundt studiert und war tätig bei der Auswahl und Prüfung der Qualifikationsmerkmale verschiedener Handwerker mittels einer Vielzahl von speziellen Instrumenten und Apparaten. In den 20er Jahren gab Philosophieprofessor N. Braunhausen, der ebenfalls der Wundt-Schule entstammte, Psychologiekurse im Atheneum (« Cours »). Dort unterhielt er ein « Laboratoire de psychologie » und führte an seiner Beratungsstelle Tests durch. Er war Psychologieprofessor in Lüttich und publizierte Schriften aus dem Bereich « Gedächtnisforschung ». In Luxemburg war er als Minister an der Ausarbeitung des Gesetzes der Handwerkerschule beteiligt.

Die 50er und 60er Jahren : « Klinische Psychologie in der Schule »

Nach dem zweiten Weltkrieg gab der Luxemburger Psychologieprofessor Piret Kurse an der Universität in Lüttich. In Luxemburg trat in den 50er Jahren Prof. G. Schaber in Erscheinung. Er hatte in Louvain bei Prof. De Greef sein Doktorat gemacht. In Luxemburg war er zuerst im Bereich der Justiz tätig, im Gefängnis und im Bereich der « Défense Sociale », wovon noch heute der « Comité National de Défense Sociale » mit seinen Aktivitäten im Sozialbereich zeugt. Dann nahm er seine Tätigkeit im schulischen Bereich auf, zunächst als beigeordneter Direktor an der Normalschule. Im « Institut Pédagogique » im alten Atheneum hatte er dann Anfang der 60er Jahre mehrere Räume für medizinisch-psychologische-pädagogische Beratung zur Verfügung. Damals stand das Teamkonzept, die Idee, dass ein Psychologielehrer auch ein praktischer Berater sein sollte und die klinische Herangehensweise im Bereich der Schulpsychologie im Vordergrund. Ende der 60er Jahre zog das Institut, spätere ISERP, in die alten Kasernen nach Walferdange um. Im Team um G. Schaber sammelten sich einige « professeurs-psychologues », Sonderpädagogen, Lehrer, Aerzte (Dumont, Everling, Ewen, Hastert, Matheis, Wilmes ...). Aber auch die ersten Psychologen, die nicht vorher Professoren waren : P. Dickes und A. Zlatnik.



Mannigfaltig waren die Tätigkeitsfelder, so z.B.:

- Beratung und Tests (800-1000 im Jahr): individuelle Probleme – Kontakt mit den Lehrern
- Nicht immer einfache Zusammenarbeit mit den « classes orthopédagogiques »
- Entwurf von Tests
- Mitarbeit in der MAGRIP-Studie
- Vorarbeit im Rahmen des bevorstehenden Gesetzes der « Education différenciée » :
- Ausbildungen : 3. Jahr für Lehrer, vor einer diesbezüglichen gesetzlichen Regelung
- Gruppenarbeit : Spielgruppe, Dyslexiegruppe, Psychomotorikgruppe

Neue Gesetze

Ende der 60er, Anfang der 70er Jahre gab es einige Gesetze, die die Lage der Psychologen in Luxemburg veränderten. Ein Gesetz von 1968 schaffte die « collation des grades » ab. Man konnte also nicht mehr Gymnasialprofessor und Psychologe zugleich sein. Dies führte in den 70er Jahren zu einer aus heutiger Sicht überflüssigen Diskussion, ob die « professeurs-psychologues », trotz der im Bereich der Psychologie geleisteten Pionierarbeit, echte Psychologen seien oder nicht. Ab 1968 arbeiteten Psychologen in den « Services de Psychologie et d'Orientation Scolaire » SPOS des klassischen Sekundarunterrichts, nach dem Gesetz für den technischen Sekundarunterricht 1970, auch an diesen Schulen.

Ende der 60er, Anfang der 70er Jahre fing die Zeit der Institutionsanalysen und der Reformen im Heimbereich an, an denen viele Psychologen mitwirkten. J.Thyes und E.Molitor waren erste Psychologen, die MPPS-Teams (« médico-psychopédagogique et social ») in diesem Bereich aufbauten und die Konventionen zwischen Heimträgern und dem Familienministerium vorbereiteten. Zu dieser Zeit kam es in diesem Bereich nicht zu einem Gesetz, aber erste Konventionen wurden 1975 unterzeichnet.

Durch das Gesetz über die « Education Différenciée » wurden 1973 weitere Psychologenposten geschaffen. Regionale « Services de Guidance » wurden eröffnet. Die Beratungsstelle in Walferdange verlor langsam an Bedeutung. In diesem Gesetz aber wurde vor allem die Psychologenaufbahn beim Staat definiert. Man musste eine « Première » und ein mindestens 4jähriges Psychologiestudium mit Abschluss vorweisen. Der Schutz des Psychologentitels war damit aber noch nicht geregelt.

Nach einem Gesetz des Jahres 1974 nahmen fünf multidisziplinäre Teams im « Hôpital Neuro-Psychiatrique (HNP) » in Ettelbruck ihre Arbeit auf. Ihnen gehörte jeweils auch ein Psychologe an. Der Psychologe P.Neuberg begründete 1978 die erste Aussenstelle des HNP, das Zentrum für Alkoholabhängige in Useldange, dem 1979 die Aussenstelle für Drogenabhängige in Manternach (S.Schubert) folgte.

Zu der Zeit gab es eine permanente Diskussion über das Recht der Ausübung des freien Psychologenberufes, freischaffende Psychologen und Psychotherapeuten gab es zu dem Zeitpunkt aber noch nicht. Ein Versuch eine Beratungsstelle für Kinder und Familien in der Kinderklinik zu eröffnen scheiterte.

2. Die psychologischen Vereinigungen ab 1973

1973-1985 : Die ALPDU

Am 2. Juni 1973 haben 13 Psychologen (P. Dickes, J. Dietrich, J. Matheis, A. Manderscheid, N. Meyer, E. Molitor, A. Lemal, G. Nilles, A. Kaiser, M-P. Hetto, P. Neuberg, A. Wagner, C. Simon) die « Association Luxembourgeoise des Psychologues Diplômés Universitaires (ALPDU) » ins Leben gerufen, die 15 Ziele anstrebte u.a. den Titelschutz des Psychologen.

Die Vereinigung, die sich 1981 wieder auflöste, hatte zwei Präsidenten : zuerst L. Kaiser, anschließend R. Soisson.

In den ersten Jahren wurden den Mitgliedern, deren Zahl bei etwa 40 im Jahre 1977 lag, regelmäßig « bulletins de liaison » zugestellt. In den letzten Jahren gab es 9 Bulletins der ALPDU mit vielen Illustrationen von R. Soisson.

Hier einige Schwerpunkte der Arbeit :
1974 : Versammlung mit dem Ministère de l'Education Nationale zu folgenden Themen : Durchführung von Tests, die Aktivitäten innerhalb der SPOS und die Gesamtschule.

1975 : Stellungnahme zum « Projet de loi sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration nationale de l'emploi ». Im gleichen Jahr gab es folgende Arbeitsgruppen : »groupe de travail école globale « und » groupe de travail d'analyse «

1977 : Diskussion über die Ausbildungen der « reinen psychologues diplômés universitaires ». In diesem Jahr gab es im Tageblatt ein Interview mit L. Kaiser zum Thema »Psychologen für eine tiefgreifende Schulreform«, sowie eine Umfrage »enquête sur les chances d'emploi pour les psychologues auprès des firmes et administrations «.

1978 : Das Thema Berufsethik taucht auf.
1979 gibt es im letzten Bulletin einen längeren Text von L. Kaiser über die Rolle des Psychologen.

Im gleichen Jahr stellt sich die ALPDU gegen die Verwendung von Tests für die Rekrutierung in der Forstverwaltung, was zu einer parlamentarischen Anfrage führte.

In den 70er Jahren drehten sich die Hauptthemen also um die Schule (Gesamtschule, Schulreform, Schultests, angstfreie Schule) und um die Frage der Testverwendung. Ein Ausschnitt aus dem Luxemburger Wort : » Von qualifizierten Lehrern durchgeführte Tests sollen diesen verdienstvollen Lehrpersonen vorbehalten bleiben « oder im Journal : » Schulpsychologie im Gespräch «.

Weitere Themen am Ende der 70er Jahre : MPPS-Tarife, Anerkennung des Berufes des Psychologen, 40-Stundenwoche , Amnesty International und V. Havel. Vor allem die Frage des Beitritts der ALPDU zu einer Gewerkschaft führte ab 1976/1977 zu

einer heftigen Diskussion. Diese Diskussion kannte 1980 ihren Höhepunkt und führte schlussendlich zur offiziellen Auflösung des Vereines.

Stellungnahmen von A.Eilert, E.Molitor, J.Molitor, C.Nilles, G.Pregno, oder C.Vandivinit zeugen von dieser Zeit:
« fluctuat nec mergitur – wann een nött schwimmt kann een och nött erdrenken » ; »Après sa phase orale (Neuberg), sa phase sadique-anale (Kaiser), elle se réjouit de tout coeur de l'aspect syndical de sa phase phallique (Soisson) qui l'obligera tôt ou tard à accéder à la génitalité « ; »Wir sind doch bloß ein bescheidenes halbes Dutzend, gewählt, weil sonst niemand Lust hat ... Machen wir doch das, was uns Spaß macht, sei es nun diskutieren, Konferenzen organisieren oder ... kegeln ! « oder »Crise d'identité ou débat sur l'euthanasie ? «

Die ALPDU wurde 1981 offiziell aufgelöst, nach unlösbaren Meinungsverschiedenheiten darüber, ob die Vereinigung Mitglied einer Gewerkschaft werden sollte oder nicht. Einige Psychologen gründeten daraufhin die Gruppe der diplomierten Psychologen innerhalb des OGBLs. Dort wurde 1982 weiter über die berufliche Situation der Psychologen in den SPOS diskutiert. Ein Memorandum zeugt aus dieser Zeit. Die Tätigkeitsbereiche der Psychologen in Luxemburg waren im Mai 1982 folgende :



- Betriebspsychologie : 1 Posten
 - Schulpsychologie : 35,5 Posten, davon 19 im « Enseignement secondaire », und 6,5 in der « Education Différenciée »
 - Psychologie im Sozialbereich : 16,5 Posten
 - Psychologie im Gesundheitswesen : 11,5 Posten, davon 7,5 in der Psychiatrischen Klinik
 - Forensische Psychologie : 2 Posten
 - Wehrdienstpsychologie : 0,5 Posten
 - Berufsberatung und Arbeitsmarktverwaltung : 4 Posten
 - Angewandte Forschung : 2 Posten
- Ueber das Gesundheitswesen steht u.a. in diesem Memorandum zu lesen, dass in den Einrichtungen die Bekämpfung des Alkoholismus, der Drogen und anderer psychischer Probleme im Vordergrund steht und dass dem Hilfsbedürftigen psychotherapeutische Behandlungsformen angeboten werden. « Die Arbeitsgruppe, der im OGBL organisierten Psychologen, fordert den Ausbau dieser Behandlungsmethoden und ihre offizielle Anerkennung durch die Krankenkassen. Jedoch nur speziell ausgebildete Aerzte und Psychologen sind berechtigt die einzelnen Psychotherapien anzuwenden. Weiterhin müsste von seiten des Staates und der Gemeinden ein stärkerer Akzent auf die Einrichtung therapeutischer Wohngemeinschaften gelegt werden. » Ueber frei schaffende Psychologen war zu der Zeit immer noch nicht die Rede.

Eine ebenfalls geplante neutrale Gesellschaft für Psychologie kam aufs erste nicht zur Entstehung. Zwei Treffen im Jahre 1983 von jüngeren Kollegen scheiterten daran, dass die einen offiziell in Form von Arbeitsgruppen funktionieren wollten, die anderen nur einen losen Psychologenstammtisch gründen wollten.

1985: Die Gründung der SLP

Im Frühjahr 1985 initiierte A.Groff eine Arbeitsgruppe um Statuten für eine Gesellschaft für Psychologie zu erarbeiten. Die Zahl und Art der Aktivitäten dieser Vereinigung sollte vom Initiativgeist der Mitglieder abhängen und dies auf der Basis der erarbeiteten Statuten. Nach drei

Treffen wurden Einladungen an 140 Psychologen geschickt, von denen sich mehr als 50 für die konstituierende Generalversammlung am 11. Juli 1985 zusammenfanden (23 offizielle Gründungsmitglieder). Der Verein wurde "Société Luxembourgeoise de Psychologie (SLP)" getauft und regroupierte diplomierte Psychologen einerseits (« membres actifs ») und an der Psychologie interessierte Personen andererseits (« membres associés »). Der erste Verwaltungsrat setzte sich wie folgt zusammen : S. Andrich, R. Goffin, A. Groff, F. Khabirpour, C. Majerus, J. Meyer, P. Prussen, J. Thill, R. Thillmann und G. Walers. Die Ziele der SLP : Das Verbreiten der Anliegen der Psychologie auf nationaler und internationaler Basis, die Unterstützung der wissenschaftlichen Arbeiten auf diesem Gebiet, die Förderung des Kontaktes zwischen den Mitgliedern, das Eintreten für eine Berufsethik und die Vertretung der Interessen des Psychologenberufes. Eine engere Zusammenarbeit mit der « Association des psychologues diplômés affiliés à l'OGBL » scheiterte an deren Forderung eine fixe Zahl Mitglieder des SLP-Verwaltungsrates zu bestimmen.

Die Zahl der Mitglieder stieg schnell und 1990 umfasste der Verein 150 Mitglieder davon 125 Psychologen, diese Zahl stieg in den darauffolgenden Jahren weiter auf ca. 200 im Jahr 1995 an. Ab September 1985 bis Januar 1998 erschienen 77 Nummern der internen Zeitschrift der SLP (6 Nummern jährlich) . Ab No 62/63 (Sommer 1995) trug das « Bulletin der SLP » den Namen PSYNFO. Inhalt waren Informationen über Veranstaltungen, Weiterbildungen und Konferenzen im In- und Ausland, Anzeigen von freien Psychologenposten, Berichte der Sitzungen des Verwaltungsrates und Artikel über verschiedene psychologische Themen. Erwähnt seien die Artikel aus verschiedenen Bereichen der Klinischen Psychologie von luxemburgischen Autoren: « Familientherapie » (G.Pregno), « Humanistische und transpersonale Psychotherapie » (A.Groff) « Individualpsychologische Psychotherapie », sowie

« Verhaltenstherapie » und Diagnostik (L.Nicolay). Die Nummer 50 ist eine Rückblicknummer über die Tätigkeiten in den ersten Jahren der SLP. In der PSYNFO-Nummer 74-75 (9/97) sind erstmals die Adressen der psychologischen Vereinigungen und Beratungsstellen sowie psychologische Notruftelefonnummern nachzulesen .

Besonders die ersten Jahre des Vereins, also die 80er Jahre waren geprägt von einer regen Tätigkeit im Bereich der Organisation von Konferenzen. T. Mergen oder E. Laszlo waren ebenso Gäste der SLP, wie bekannte Personen aus dem Bereich der klinischen Psychologie wie N. Peseschkian, F. Duyckaerts, E. Blumenthal, L. Pongratz, ... Der Aufenthalt von P.Watzlawick in Luxemburg stand unter der Schirmherrschaft der SLP.

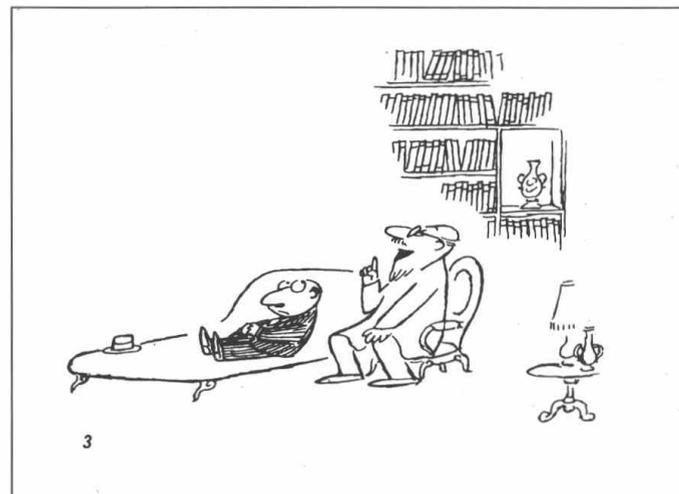
Am 17. November 1990 fand im Kurpark in Mondorf der erste Tag der Psychologie in Luxemburg statt. Der Hauptredner war M. A. Lefèbvre. Eine Serie Zeitungsartikel in den Tageszeitungen stellten die Arbeit der Psychologen in den Bereichen Gesundheitswesen, Schule, Beratung und Familie sowie im Unternehmensbereich dar. Ein SLP-Mitglied war als « Redakteur für eng Stonn » bei RTL-Radio eingeladen. Und nicht zuletzt wurde an diesem Tag der erste « Répertoire des psychologues » vorgestellt. Neben den Adressen von 91 Psychologen, wurden die Resultate einer Umfrage publiziert. Es zeigte sich, dass die meisten Psychologen in Frankreich studierten (39%). 22% gaben Gesprächspsychotherapie als Zusatzausbildung an und 13% Familientherapie, jeweils 7% Verhaltenstherapie und Psychoanalyse. 41% waren Staatsbeamte, 40% Privatbeamten, 11% Unabhängige. Die meisten arbeiteten im Bereich der Beratung. Im « Répertoire » waren auch mögliche Praktikumsplätze angeführt.

Der zweite Tag der Psychologie wurde in Luxemburg-Stadt abgehalten . Zu diesem Tag erschien das 2. « Répertoire ». Ein Kapitel war « Luxemburger V.I.P.s » und ihrer Meinung zur Psychologie gewidmet (B.Fayot, L.Czuga & R.Leiner, R.Kalté,

J.Castegnaro). 127 Psychologen und 26 Psychotherapeuten waren aufgelistet. F. Petermann sprach im Hauptvortrag über « Klinische Psychologie im Kindes- und Jugendalter ». Des Weiteren sprachen U. Petermann und G. Weber. RTL-TV berichtete ebenso über diesen Tag, wie alle Tageszeitungen.

In den 90er Jahren waren der Titelschutz und das Statut des Psychotherapeuten im Mittelpunkt der Gespräche. Auf diese Themen wird gesondert weiter unten eingegangen.

Die Präsidenten der SLP waren : A.J. Weitzel , G. Walers, G. Pregno, J. Van Sabben , P. Prussen , M. Schmit, J. Thill und seit 1999 G. Michaux. Für Sekretariat und Redaktion des PSYNFO, sowie für die Finanzen waren von 1985-1998 A. Groff, sowie G. Bintener, C. Majerus und P. Prussen zuständig. Ein Problem, das sich über die Jahre stellte, war das Problem des Nachwuchses im Verwaltungsrat. Alle diejenigen, die neu dazu stießen, hörten nach einigen Jahren wieder auf, wegen Schwangerschaft, weil die « Alten » zu gut eingearbeitet waren oder wegen anderer Prioritäten. « Revitalisierung – Autonomie – Basisnähe » waren die Vorschläge einer Reform im Editorial des letzten PSYNFO. Doch die weiteren Ereignisse sollten einen anderen Weg aufzeichnen, der voller neuer Pläne ins dritte Jahrtausend führt. 1998 trat die Mannschaft, die jahrelang im Amt war, kollektiv zurück und dies nach den Diskussionen über die Haltung gegenüber den Psychiatern, was die Frage der Ausübung der Therapie anbelangt. Die



Geschicke der SLP wurden mit einem neuen Team unter dem langjährigen Studentenvertreter im Vorstand G. Michaux weitergeführt.

Die Vereinigung erhielt das jahrelang bei der Gemeinde angefragte Vereinslokal (167, rue de Trèves am Cents), der seit Jahren in Vorbereitung steckende 3. Répertoire erschien in Buch- und Diskettenform und mit Hilfe eines Anwaltes wurde das Psychotherapeutenprojekt des Ministeriums unter die Lupe genommen. Die über zehn Jahre diskutierte Mitgliedschaft in der europäischen Vereinigung EFPA wurde ebenfalls konkretisiert.

Fragen der Berufsethik, des Titelschutzes des Psychologen sowie das Statut des therapeutisch arbeitenden Psychologen bleiben zu lösen.

Die Vereine mit Ausbildungen in Psychotherapie und psychologischer Beratung: LGIPA (SLPA) , GPF und MTK- LGTP

Im Jahre 1987 wurde die "Société Luxembourgeoise de Psychologie Adlérienne, a.s.b.l. (SLPA / LGIPA)" ins Leben gerufen. Ihr aktueller Präsident ist L. Nicolay. Die Vereinigung verfolgt folgende Ziele :

- die Verbreitung, die Vertiefung und die Erneuerung der Psychoanalyse nach Alfred Adler u.a.
- die Verbreitung ihrer sozial-praktischen und humanistischen Ideale
- Innovation, Forschung und Weiterbildung auf dem Gebiet der Psycho-Pädagogik und Psycho-Therapie sowie ihrer methodischen Anwendungen

Jeder am Mitmenschen und an den Humanwissenschaften Interessierte kann Mitglied werden. Spezialisierte SLPA-Mitglieder sind die Inhaber eines ausländischen Abschlussdiploms in «Adlerianischer Psychoanalyse », « Neopsychoanalyse », « Humanistischer Psychoanalyse », « Sozio-teleologischer oder sozio-persönlicher Psychologie ». Die SLPA bildet seit 1988 auch selbst

« Psychosoziale Berater », « Psychotherapeuten » und « Psychoanalytiker » aus.

Die SLPA organisiert des weiteren Gesprächsgruppen, Weiterbildungen für Eltern und Paare, Spielgruppen für Mütter und Kinder, Konferenzen, Seminare, Workshops, literarische Zirkel Weiter werden Basis- und spezialisierte Ausbildungen angeboten. Es besteht eine Ausbildungs- und Lehranalytikerkommission, die sich auch an der Frage der Anerkennung des Psychotherapeuten beteiligte (siehe unten). Es besteht ebenfalls eine Ethik-, Beschwerden- und Schlichtungskommission. Die Ethikrichtlinien des « Europäischen Verbandes für Psychotherapie » (EVP/EAP) wurden angenommen. In den Anfangsjahren kam in jedem Quartal die Zeitschrift IP-Forum heraus, später aus Kostengründen nur noch ein umfangreiches Jahreshaft. 1998 feierte die SLPA/LGIPA ihr 10jähriges Bestehen, wovon eine IP-Forum Sondernummer zeugt. Namen wie Ackerknecht, Biehle, Blumenthal, Khabirpour und Nicolay bleiben eng mit der frühen Geschichte der Vereinigung verbunden.

Die LGIPA betreibt heute eine integrativ ausgerichtete Psychotherapieausbildung auf der Basis der akademischen Psychologie. 1988 wurden die Ausbildungsrichtlinien überarbeitet und dem aktuellen Forschungsstand angepasst. Zum 1.1.2000 wird die LGIPA Mitglied der internationalen Vereinigung für Individualpsychologie (IVIP/IAIP).

Die "Gesellschaft für personenzentrierte (wissenschaftlich) Psychotherapie a Forschung (GPF) a.s.b.l." entstand 1992.

Sie verfolgt folgende Ziele :

- die personenzentrierte Methode nach Rogers (wissenschaftliche klientenzentrierte Gesprächspsychotherapie) und Gendlin (erlebensbezogener Ansatz des Focusing) in der Praxis und Forschung zu verbreiten und zu unterstützen
- eine Gemeinschaft personenzentrierter Psychotherapeuten und in anderen humanistischen und transpersonalen

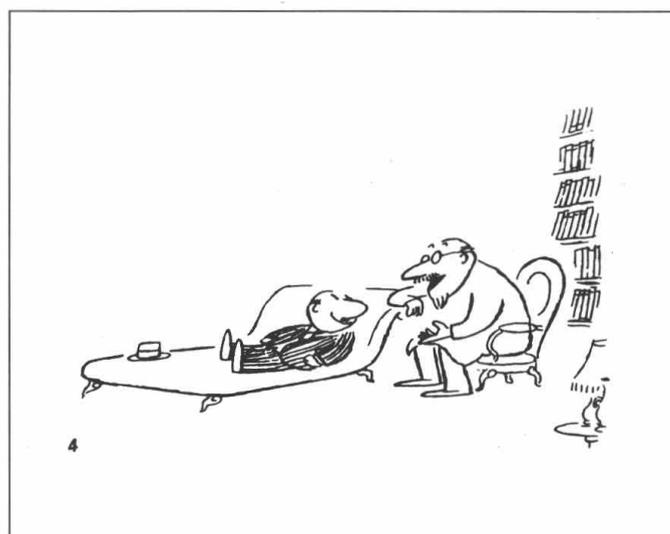
- Methoden ausgebildeten Psychotherapeuten zu bilden
- die Ausbildung, Weiterbildung und Supervision der Mitglieder zu fördern und auf ihre Deontologie und Berufsinteressen zu achten
 - internationale Kontakte zu pflegen insbesondere mit dem "Network of the European Associations for Person-Centered Counselling and Psychotherapy (NEAPCCP)",
 - das "Institut für Psychotherapie a Forschung (IPF)" zu führen
 - Ausbildungen zum personenzentrierten Berater und zum klientenzentrierten (Gesprächs)-Psychotherapeuten zu organisieren

Dem Präsidium gehören an : J-M. Godar, A. Groff , R. Lamborelle, G. Louis, P. Prussen. Eine erste Ausbildung wurde 1996 organisiert , weitere folgten in den folgenden Jahren. 1997 wurde eine Zeitschrift gemeinsam mit der SLP herausgegeben zum Thema « Gesprächspsychotherapie in Luxemburg ». Eine zweite Zeitschrift « GP-Info 1998/1999 » folgte anlässlich der Gründung des "Network of the European Associations for Person-Centered Counselling and Psychotherapy (NEAPCCP)" im September 1998 in Luxemburg. Weitere Informationen über die GPF gibt es übers Internet: <http://www.spider.lu/homepages/gpf>.

1996 entstand die « Lëtzebueger Gesellschaft für Transpersonale Psychologie » (« Main Transpersonale Kaer a.s.b.l. » / MTK-LGTP). Den Begriff der „Transpersonalen Psychologie“ haben humanistische Psychologen wie Maslow Ende der sechziger Jahre in den USA geprägt. Ueber den humanistischen Ansatz hinausgehend bezogen sie die religiöse bzw. spirituelle Dimension der Psyche mit ein. Die in Europa bereits etablierte Jung'sche Psychologie, die Logotherapie Frankls , die Psychosynthese Assagiolis oder die Initiatische Therapie Graf Dürckheims gelten als europäische Vertreter der transpersonalen Richtung. Transpersonale Psychotherapie richtet sich auf das gesamte Spektrum des Bewusstseins und umschließt den ganzen

Bereich geistiger, psychischer und psychosomatischer Störungen. Als integrativer und ganzheitlicher Ansatz geht sie über die konventionellen psychotherapeutischen Ziele und Behandlungsmethoden hinaus und unterstützt besonders das Wachstum der Persönlichkeit jenseits der reifen Ich-Identität. Dabei fließen Elemente verschiedener humanistischer Therapieverfahren, der Körpertherapie, Meditation und anderer spiritueller Techniken in den Therapieprozess ein.

In verschiedenen europäischen Ländern wurden in den letzten Jahren im Bereich der psychologischen Fakultäten Lehrstühle für Transpersonale Psychologie eingerichtet. Die MTK-LGTP organisiert in Zusammenarbeit mit der GPF ab 2001 eine Ausbildung zum « transpersonal-psychologischen Berater ». Die Gesellschaft ist vernetzt mit der EUROTAS, dem europäischen Dachverband der nationalen Transpersonalen Gesellschaften, die sowohl Wissenschaftler aus verschiedenen Bereichen wie auch Praktiker (z.B. Psychotherapeuten) und andere Interessierte vereinigt, um Forschungsergebnisse und Erfahrungen auszutauschen und praktische Impulse zu setzen. Der Vorsitzende der MTK-LGTP ist A. Groff. Weitere Informationen über die MTK-LGTP gibt es übers Internet: <http://www.spider.lu/homepages/mtk>



Andere psychologische Vereinigungen: APPSSE, ALEP, ALEA, ALuTheCC

Einige weitere Vereinigungen, die nicht in der Ausbildung von Beratern und Psychotherapeuten tätig sind, sind nur sporadisch in der Öffentlichkeit aufgetreten.

Im Jahre 1986 wurde die »Association des Psychologues au Service de l'Etat, a.s.b.l. (APSE)« ins Leben gerufen. Ziel ist die professionelle Vertretung der beim Staat arbeitenden Psychologen und die Vertretung ihrer beruflichen Interessen. Der Verein war vor allem tätig, als das Gesetz zur Regulierung der Karrieren und der Besoldung der verschiedenen Berufsgruppen beim Staat verfasst wurde. Präsident ist J. Matheis, Sekretär P. Prussen, Kassierer F. Kimmel. 1998 wurden die Statuten dahingehend geändert, dass auch Pädagogen und Soziologen im öffentlichen Dienst Mitglieder der neugeschaffenen APPSSE werden können.

Im Jahre 1993 wurde die »Association luxembourgeoise d'études psychanalytiques« (ALEA) gegründet, die Psychologen und Ärzte vereinigt, die an der Psychoanalyse nach Freud und Lacan interessiert sind. Ziele sind u.a.:
« d'affirmer la spécificité de la psychanalyse et d'étudier et de réinterroger la théorie freudienne et la lecture qu'en a donné Lacan dans le rapport à la pratique psychanalytique ». Das Büro der ALEA begreift: J. Catafago, G. Nilles, A. Michels, E. Molitor, E. Rauchs, R. Schmit und C. Thevenin. Im PSYNFO 60/61 (April-Juin 1995) wurde ein Brief der Psychologen der ALEA zum Thema « Psychologue spécialiste en psychothérapie » vs. « psychologue clinicien » veröffentlicht.

Vollständigkeithalber sei noch auf das « Institut luxembourgeois de pensée systémique » hingewiesen, das Professionelle verschiedener Richtungen vereinigt u.a. auch Psychologen. Ziele sind der Austausch über die Auswirkungen einer systemischen Sichtweise in der Praxis und die Teilnahme an

Veranstaltungen ausländischer Experten, wie etwa P. Watzlawick, J-P. Mugnier oder M. Selvini.

1997 wurde ein Verein von Psychologiestudenten, die « Association Luxembourgeoise des Etudiants en Psychologie », gegründet. Die Idee für diese Vereinigung entstand nicht zuletzt auf einem von der SLP organisierten Fest der Psychologie, zu dem ebenfalls die Studenten eingeladen wurden. Der Versuch die Studenten in die SLP zu integrieren, hätte wohl nie die Dynamik gebracht, die die junge Vereinigung in kurzer Zeit an den Tag legte: Internet-Seite (<http://alep.onlineexpress.net>), Herausgabe der Zeitschrift « Dë Psycho-lo ? », Organisation einer zweitägigen Konferenz im Oktober 1999 zum Thema: « Scientific Approach to Psychology: Mission Impossible ? ».

2000 wurde die « Association Luxembourgeoise de Thérapie Cognitive-Comportementale » ins Leben gerufen. Folgende Psychologen fungierten als Gründungsmitglieder: M. Barthelmy-Schomer, D. Liberman, F. Münster, M-C. Pull.

3. Die Psychologenaufbahn, der Psychologestatut und die Frage des Titelschutzes des Psychologen

Ueber die Regelung der Psychologenaufbahn in einem Gesetz aus dem Jahre 1973 und die Versuche der ALPDU den Titel zu schützen, wurde bereits oben berichtet.

Im Jahre 1985 stand die Laufbahn des Psychologen beim Staat im Mittelpunkt der Diskussion. Am 22. Oktober 1985 schickte die SLP einen Brief zum Thema « Elimination des cas de rigueur constitués par la structuration de la carrière du psychologue » an Staatsminister J. Santer. Am 23. Dezember 1985 gab es ein « Communiqué de presse des psychologues-fonctionnaires » mit dem Titel: « Harmonisation des conditions d'avancement ? Indignation générale des psychologues du secteur public. »

1986 lauteten die Titel der Generversammlungsberichte der SLP in der Presse : "SLP befasst sich mit Berufsethik und Titelschutz » oder »Psychologentitel soll geschützt werden ». Im Bulletin der SLP im März und Oktober gab es zwei Texte mit dem Titel : « Avant-projet de loi relatif à la reconnaissance et la protection du titre de psychologue. » Diesbezüglich gab es auch zwei Treffen der SLP mit den Psychologen des OGBL und der APSE.

Am 14. Dezember 1987 schrieb die SLP an den Präsidenten des Staatsrates und am 22. Januar 1988 an den Gesundheitsminister wegen des « Projet de règlement grand-ducal déterminant la fréquence et les modalités des mesures et examens de médecine scolaire ».

Vor den Parlamentswahlen 1989 schrieb die SLP, analog ihrer Kollegen in Frankreich, einen Brief mit präzisen Fragen zur Psychologie an alle Parteien. Nur A. Basseur von der DP beantwortete den Fragebogen. B. Berg, J. Lahure und M. Reimen von der LSAP antworteten mit einem globalen Brief. W. Bourg von der CSV schrieb, eine Antwort auf die Fragen sei zur Zeit nicht möglich und vertröstete auf einen späteren Zeitpunkt.

Am 9. März 1992 erging ein Brief der SLP an den Staatsminister « concernant l'avant-projet de loi fixant les modalités de la reconnaissance et la protection du titre de psychologue ». Dieser antwortete am 19. März 1992, dass er den Brief an den Justizminister weitergeleitet habe. Der Text des « avant-projet » ist im Bulletin 44/45 der SLP nachzulesen (ein Zusatzvorschlag im Bulletin 52). Am 8. Mai 1992 fragt Gesundheitsminister J. Lahure, ob die SLP die Meinung teile, dass der Titelschutz des Psychologen in den Rahmen des Gesetzes der « professions de santé » fallen könnte. Am 10. November 1992 ersucht die SLP um eine Unterredung zu diesem Thema, die auch für den 7. Dezember 1992 gewährt wird. Am 2. März 1993 schreibt die SLP dem Gesundheitsminister und weist auf ihre Position hin : « eine hohe Qualität der Ausbildung des Psychologen und der

Wunsch nach Unabhängigkeit des Berufsstandes » . Weiter wird ihm mitgeteilt, dass eine Arbeitsgruppe der SLP ihm einen Text unterbreiten wird, was auch am 31. Januar 1994 geschieht in der Form von Fragen die sich in diesem Zusammenhang stellen (Avant-projet de règlement grand-ducal concernant le statut, les études, les compétences et attributions du psychologue-spécialiste en psychothérapie : texte rédigé pour la SLP par G. Louis et L. Nicolay)

Was die weiteren Stellungnahmen der SLP zu diesem Thema anbelangt, sei auch noch auf die Briefe vom 30. August 1997 und 12. Juli 1999 hingewiesen (siehe unten).

Am 19. März 1993 schrieb die SLP wiederum an Staatsminister J. Santer, um ihm mitzuteilen, dass der Justizminister noch nichts wegen der Titelfrage unternommen habe und am 25. Oktober 1993 fragt sie eine Unterredung an. Nach einem Treffen mit Minister M. Fischbach (Justiz und Erziehung) verlief das Ganze praktisch im Sand. Innerhalb der SLP waren nicht genug Psychologen, die bereit waren die nötigen weiteren Schritte, wie z.B. Treffen mit den verschiedenen Parlamentsfraktionen oder Parteien, zu unternehmen. Jeder war im Prinzip einverstanden, dass der Titelschutz eine nützliche und erforderliche Sache sei, es waren aber zu wenige direkt davon praktisch betroffen, da die meisten Psychologen direkt oder indirekt vom Staat finanziert wurden.



Festzuhalten bleibt zum Schluss noch eine Diskussion zwischen den Gewerkschaften, dem Erziehungsministerium und den Psychologen, die sich um die Orientierung der Schüler des 6. Schuljahres kümmerten (Anfang 1997).

Die SLP plant die Titelschutzfrage im neuen Jahrhundert wieder in Angriff zu nehmen.

4. Psychotherapeutenfrage

1988 : die Gründung der SLPCP

Nach der Gründung der SLP im Jahre 1985 wurde eine Arbeitsgruppe « Psychotherapie » ins Leben gerufen. 28 Psychologen interessierten sich für diese Gruppe. Man traf sich regelmäßig bis etwa 1988 in den Räumlichkeiten des Planning Familial. Einige Berichte von J. Meyer im SLP-Bulletin zeugen von diesen Treffen, bei denen es um eine Bestandsaufnahme, Erfahrungsaustausch, Öffentlichkeitsarbeit, Fragen der Deontologie und eventueller Zusammenarbeit mit den Krankenkassen ging.

Anfang 1988 gründeten einige Mitglieder der SLP, die psychologisch und auch psychotherapeutisch tätig waren, die "Association pour la propagation de la psychologie clinique a.s.b.l.", die im April 1991 in "Société Luxembourgeoise de Psychologie Clinique et de Psychothérapie a.s.b.l. (SLPCP)" umgetauft wurde. Hauptziel der Vereinigung ist die Verbreitung der verschiedenen Methoden der klinischen Psychologie und der Psychotherapie.

Die SLPCP war als Ergänzung der SLP gedacht, und konnte das SLP-Bulletin regelmäßig als Sprachrohr benutzen. Die Vereinigung hatte den Zweck einer eigenständigen Vertretung der psychotherapeutisch Tätigen. Die Eigenart der SLPCP ist die Vereinigung von Psychotherapeuten verschiedenster Richtung (analytisch, personenzentriert, verhaltenstherapeutisch, systemisch, ...). Mitglieder können nur Akademiker mit

psychotherapeutischer Zusatzausbildung (Theorie, Technik, Eigentherapie, Supervision) werden. Die Hauptaufgabe der SLP seit ihrem Bestehen bestand im Versuch einen adäquaten schulübergreifenden Standard für Psychotherapieausbildungen durchzusetzen, dies zum Schutz der Klientel vor unseriösen Angeboten. Ein weiteres Bestreben war die Anerkennung der Ausbildung zum Psychotherapeuten durch die öffentliche Hand und die spätere Rückerstattung der Therapiekosten durch die Krankenkassen. Von 1988-1997 war A. Groff Präsident, L. Nicolay Schriftführer und M. Hoffmann Kassiererin. Letztere übernahm ab 1997 die Präsidentschaft der Vereinigung.

Die SLPCP erstellte regelmäßig eine Liste der ihr angeschlossenen und ihren Standards genügenden Mitglieder (z.B. im SLP-Bulletin 46 vom Oktober 1992).

Was die Verhandlungen mit den Aerztereinigungen und dem Gesundheitsministerium in punkto Psychotherapeutenstatut betrifft, stellte die SLPCP einen der Verhandlungspartner dar. Die SLP hatte sich ja nicht auf eine Diskussion über das Statut des Psychologen unter dem « Professions de santé »-Gesetz eingelassen und hatte lediglich einige Fragen aufgeworfen (siehe oben, Brief vom 31. Januar 1994). Diese Gespräche, von denen unten die Rede sein wird, hätten in Kürze abgeschlossen sein sollen, dauerten aber bis ins Jahr 2000 und gelten zur Zeit als „ad acta“ gelegt.

In Punkto Vertretung der qualifizierten, in Luxemburg tätigen, Psychotherapeuten, muss man ein dreifaches Scheitern der SLPCP feststellen :

1. Die Zahl der Mitglieder der SLPCP stagnierte sehr bald und kam über 16 (14 Psychologen, 2 Aerzte) nie hinaus. Da die Zahl der qualifizierten Therapeuten sich in den letzten Jahren aber vervielfacht hat, und jüngere Kollegen kein Interesse an der Mitgliedschaft bekundeten, kann von Repräsentativität, wie Ende der 80er Jahre, nicht mehr die Rede sein.

2. Der Vorteil schulenübergreifend zu sein, verhinderte nicht, dass sich im Laufe der Zeit Vereinigungen der verschiedensten Richtungen offiziell bildeten und jede von ihnen mehr Mitglieder haben, als die SLPCP insgesamt. Das Statut eines informellen Dachverbandes kann die SLPCP somit ebenfalls nicht beanspruchen.
3. Die SLPCP vertrat in den erwähnten Verhandlungen mit dem Ministerium eine extrem konziliante Position gegenüber den Aerzten, die von keiner der anderen Vereinigungen mitgetragen wurde. Von kritisch bis extrem kritisch fallen deren Stellungnahmen aus (siehe unten). Die SLP lehnt die Diskussionen in diesem Rahmen ab, wie schon 1994, und fordert in ihrer Stellungnahme im Jahre 1999 ein eigenes Gesetz für Psychologen, die therapeutisch arbeiten, wie das auch im Ausland der Fall ist. Diese Diskussion führte Ende 97, Anfang 98 zu Meinungsverschiedenheiten in der SLPCP, der SLP und zwischen beiden, mit den bereits erwähnten Konsequenzen.

Die Psychotherapeutenfrage nach 1990 : Briefverkehr und Stellungnahmen

Im April 1991 veröffentlichte die SLP eine erste Liste therapeutisch tätiger Mitglieder. Im September des gleichen Jahres wurden unter dem Thema « Psychotherapie in Europa » der Stand und die Perspektiven gesetzlicher Regelungen in verschiedenen Ländern publiziert. Ueber den 92er Vorschlag des Gesundheitsministers betreffend das Gesetz « loi du 26 mars 92 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de la santé » und die Reaktionen der SLP wurde bereits im Kapitel über den Titelschutz berichtet.

Am 13. Januar 1993 schrieb der SLP-Präsident an den Gesundheitsminister und schlug R. Thillman und A. Groff als Mitglieder im « Groupe permanent chargé de l'élaboration d'un programme pluriannuel de concrétisation des réformes envisagées dans les secteurs de la psychiatrie hospitalière et extrahospitalière. » Am 28. Januar erfolgte

die erste Einladung. Der « Rapport intermédiaire du groupe de travail 'Ambulante Versorgung' der « Commission Ministérielle Réforme de la Psychiatrie » hielt u.a. fest, dass » ...pour éviter une action thérapeutique erronée : les psychologues interviennent selon leur formation au stade du diagnostic ou dans la prise en charge psychothérapeutique. » Dies stellt eindeutig die wichtige Rolle der Psychologen im therapeutischen Bereich dar.

In der Nr 49 des SLP Bulletin im Mai 1993 wurden verschiedene Grundsatzfragen als Diskussionsbasis zum Thema Klinischer Psychotherapeut bzw. Klinischer Psychologe gestellt :

- Was zuerst regeln ? Titelschutz Psychologe oder Spezialgebiet (Klinischer Psychologe) ?
- Klinischer Psychologe oder psychologischer Psychotherapeut ?
- Einschränkung des polyvalenten Berufes des Psychologen ?
- Psychotherapie im Delegationsverfahren : Ja oder nein ?
- Regelung für einen eingeschränkten oder erweiterten Kreis ? Bedürfnisse ?
- Gleiche Uebergangsbestimmungen für Angestellte und privat Praktizierende ?



- Zusammenarbeit mit der Krankenkasse
– Recht oder Pflicht ?
Wahlmöglichkeit ?
- Wer bestimmt über die Zulassung ?
Psychologen, Aerzte, Juristen ?

In der gleichen Nummer wurden die Mindeststandards der SLPCP betreffend Theorie, Technik, Selbsterfahrung, Supervision und Fortbildung vorgestellt. Von einer Mindestdauer von 3 Jahren und 200 Stunden Theorie und Technik war 1988 die Rede, 1993 wurden bereits über 1000 Stunden Ausbildung inklusive einer Eigentherapie von mindestens 50 Stunden gefordert.

In der 93er Generalversammlung der SLPCP wurden folgende Richtlinien einstimmig angenommen :

1. Es besteht grundsätzliches Interesse an einer Zusammenarbeit mit dem Gesundheitsministerium. Es sollte weiter am Thema gearbeitet werden, allerdings sollte es zu keinem Verhandlungsabschluss kommen, bevor der allgemeine Psychologentitel gesetzlich geschützt ist. Die SLPCP ist der Meinung, dass die Frage für oder gegen ein Delegationsverfahren auch erst nach der genannten gesetzlichen Titelschutzregelung entschieden werden soll.
2. Zum « avant-projet de loi concernant la protection du titre de psychologue » wünscht die SLPCP einen Zusatz, der besagt, dass ein Zusatzstudium zum Psychologiestudium, das Erlangen des Titels « psychologue spécialiste en ... » z.B. « en psychothérapie » ermöglicht. Die therapeutische Zusatzausbildung soll also anerkannt werden und nicht die Tätigkeit als klinischer Psychologe, da die klinische Psychologie Teil der allgemeinen Ausbildung zum Psychologen ist.
3. Was die Kriterien zur Erlangung eines Spezialistentitels anbelangt, sollen sie vergleichbar sein mit denjenigen in anderen europäischen Ländern.
4. Als Übergangsbestimmungen könnten die Richtlinien der SLPCP eine Zeit lang gelten.

Drei Briefe aus dem Jahre 1994 seien hier erwähnt :

Die SLP schrieb am 22. März 1994 an Minister Lahure betreffend den Abschlussbericht der Psychiatriereform :
« Nous vous remercions d'avoir associé deux membres de la SLP aux travaux de certains groupes de travail. Toutefois nous ne pouvons accepter le texte comme tel. En effet, à l'encontre des versions élaborées par les groupes de travail auxquels participèrent nos membres, la fonction et les attributions du psychologue ne sont plus mentionnées ni dans le cadre des infrastructures de jour ni celui de la psychiatrie hospitalière ou extrahospitalière. » Das Ministerium antwortete durch Regierungsberater M. Reimen mit « étonnement » und stellte eine « attitude déroutante » seitens der SLP fest !

Am 23.3.94 schrieben die SLPCP gemeinsam mit der LGIPA (« Letzebuenger Gesellschaft fir Individualpsychologie nom Adler » und der GPF (« Gesellschaft fir wëssenschaftlech Psychotherapie a Forschung ») an Gesundheitsminister Lahure und unterstrichen, dass sie sich ganz hinter den am 31. Januar 1994 an ihn von der SLP geschickten Fragenkatalog stellen würden, stellten ihre respektiven Richtlinien vor und fügten eine Liste der Mitglieder hinzu, die die SLPCP-Richtlinien erfüllten.

In der Novembernummer 1994 der SLP veröffentlichte die SLPCP einen von L. Nicolay verfassten Beitrag unter dem Titel « Psychologische Psychotherapie als anerkannte Behandlungsform etablieren » .

Die Psychotherapeutenfrage nach 1995 : Die Arbeitsgruppe mit Vertretern der Ministerien, des Collège médical und der SLPCP

Anfang 1995 fand das Thema Psychotherapie ein gewisses Echo in der Presse. So z.B. : Im Februar ist die Titelgeschichte der Luxpost dem Thema « Gespräch als Therapie » gewidmet. Am 9.3.95 erscheint im Lëtzebuenger Land ein

längerer Artikel zum Thema « Aufwertung der Psychotherapie » und es geht um « objektive Kriterien zur Bewertung der Professionalität » oder um die Frage « Therapie derzeit ein Privileg Bessergestellter ? ». « Der psychologische Psychotherapeut bald als Gesundheitsberuf » hieß ein Titel im Luxemburger Wort am 22.4.95.

Im gleichen Monat traf eine Delegation der SLPCP den Gesundheitsminister J. Lahure und eine Arbeitsgruppe von SLPCP-Mitgliedern und Herr Consbruck vom Ministerium erarbeiteten einen Text. Dieser wurde im Dezember 1995 publiziert im SLP-Bulletin (« Avant-projet de règlement grand-ducal concernant le statut, les compétences et attributions du psychothérapeute au Grand-Duché de Luxembourg »), nachdem er von Herrn Berend, Jurist des Gesundheitsministeriums gutgeheißen worden war. Im PSYNFO vom Februar 1996 ist ein weiterer Text der SLPCP zum Thema « Les conditions pour devenir psychothérapeute au Luxembourg » zu lesen, ebenso wie Texte über die Lage in Belgien und Holland. Im darauffolgenden PSYNFO wurde ein weiterer Vorschlag der GPF für die Ausbildungskriterien vorgestellt.

Nach einer Nachfrage seitens der SLPCP (1. März 1996), ließ der Gesundheitsminister den SLPCP-Vorstand in einem Brief vom 12. März 1996 wissen, dass der diesbezügliche « projet de règlement » in Kürze den kompetenten Instanzen vorgelegt werden wird. Am 5. Juni 1996 bedankte sich die SLPCP für dieses Schreiben, wies aber ebenfalls auf die Problematik der Mehrwertsteuer hin, die sich neuerdings bei einigen privat praktizierenden Kollegen stellte.

Am 7. November 1996 hielt die SLPCP eine außergewöhnliche Generalversammlung ab. Dies nachdem das Gesundheitsministerium am 16. Oktober 1996 eine Versammlung einberufen hatte, an der Minister J. Lahure, die Herren Bosseler, Consbruck und Scharll vom Ministerium, die Herren Frisch,

Hastert, Jacoby und Mart vom « Collège médical » bzw. der Ärztevereinigung (AMMD) teilnahmen und von Seiten der SLPCP M. Hoffmann und A. Groff. Es wurde festgehalten, den Beruf des Psychotherapeuten zu schaffen, mit einer qualitativ hohem und spezifischen Ausbildung. Weiter wurde die Zusammenarbeit mit den Ärzten und die Schaffung einer Arbeitsgruppe beschlossen, die bis Anfang 1997 einen neuen Text ausarbeiten sollte. In der Generalversammlung der SLPCP wurden folgende Punkte beschlossen :

1. Delegationsverfahren und direkte Anfrage des Klienten als mögliche Wege
2. Wenn Delegation, dann Verschreiben von Psychotherapie ohne weitere Details
3. Alle Ärzte , auch Generalisten, nicht nur Psychiater können Psychotherapie verschreiben
4. Psychotherapeutische Professionelle müssen Ausbildungskriterien erfüllen, die denen der SLPCP nahe liegen
5. Uebergangskriterien = SLPCP Kriterien

Am 13. Juni 1997 fand die nächste ordentliche Generalversammlung der SLPCP statt. Wegen Uneinigkeit über die weitere Vorgehensweise tritt A. Groff als Präsident zurück und wird in der Arbeitsgruppe durch G. Pregno ersetzt.



Am 30. August 1997 schickte die SLP eine neue Stellungnahme an den Gesundheitsminister (EXERCICE DE LA PROFESSION DE PSYCHOLOGUE-PSYCHOTHERAPEUTE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG : Prise de position de la Société Luxembourgeoise de Psychologie)

Die SLP wiederholte also nochmals in diesem im PSYNFO Nr 74-75 (September 97) publizierten Brief, dass sie gegen das Delegationsverfahren ist und dass der Klient frei entscheiden können muss. Im Editorial derselben Nummer werden verschiedene Aspekte der Vorschläge der Psychiater in Frage gestellt :

1. Minimum von 500 Stunden Eigetherapie, wie etwa in der Psychoanalyse üblich.
2. Ein Jahr Praktikum in der geschlossenen Psychiatrie
3. Ein Supervisor muss obligatorisch ein Psychiater sein
4. Ueberweisungen exklusiv durch den Psychiater

Im PSYNFO Nr 76 befindet sich ein Brief der SLPCP an die SLP (9. Oktober 1997) zum Thema Psychotherapeutenanerkennung, in der darauffolgenden Nummer die Antwort der SLP an die SLPCP. Im PSYNFO Nr 76 ist ebenfalls eine ausführliche kritische Stellungnahme zu dem Entwurf der Arbeitsgruppe « Exercice de la profession de psychothérapeute » vom 10. Juni 1997 von seiten der LGIPA zu lesen. Im Fazit wird u.a. festgehalten, dass eine Gefahr bestünde, dass der Entwurf kontraproduktiv wirken könne. » .

Zu den Verhandlungen mit dem Ministerium ist zu bemerken, dass sie viel länger dauerten als ursprünglich angenommen und dass die Arbeiten, wie bereits erwähnt, noch immer nicht abgeschlossen sind. Dies erklärt sich zum Teil durch die Beteiligung des Erziehungsministeriums an den Verhandlungen, um das Projekt durch die Anerkennung der Diplome national und im europäischen Kontext abzusichern.

Im Laufe des Jahres 1999 gelangten einige kritische Stellungnahmen zum « Avant-projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions d'accès aux études et les conditions d'obtention du diplôme d'Etat de psychologue-psychothérapeute » an das Unterrichtsministerium. Von Seiten der Psychologen waren es die beiden Vereinigungen , die schon selbst Ausbildungen organisierten (LGIPA, GPF) , sowie die SLP und die Studentenvereinigung ALEP.

1. a) LGIPA (20. September 1997) : Es werden Fragen aufgeworfen wie : Ist der psychologische Psychotherapeut ein Psychiater ? Was tut ein Psychotherapeut wozu bei wem ? Dazu wird spezielle Kritik am Text geübt und kritische Ueberlegungen zur Diagnostik und Indikationsstellung in der Psychotherapie angeführt.
b) LGIPA (13. November 1998) : Es werden zwar Aenderungsvorschläge für den vorliegenden Text gemacht, aber auch darauf hingewiesen, dass der Text keine Verbesserungen gegenüber dem Text vom 10. Juni 1997, der ausführlich von der LGIPA kritiziert wurde, beinhaltet. Nicht Delegation sondern Kooperation zweier autonomer Berufe soll angestrebt werden.
2. ALEP (8. Februar 1999) : Anfrage für Termin beim Unterrichtsministerium – Text ohne Datum mit folgender Kritik : Praktikum beschränkt sich zu sehr auf die Psychiatrie, bei der Definition wird die Effektivität der Therapie nicht berücksichtigt, keine explizite Trennung zwischen Psychiatern und Psychotherapeuten ...
3. GPF (5. April 1999): Nach einigen generellen Ueberlegungen werden folgende Kritiken vorgebracht : « Psychiatrisierung » von persönlichen Problemen, Vermischung von Berufsfeldern, Bevormundung durch die Psychiater, keinerlei Qualitätskontrollen, keine deontologischen Fragen, Delegationsfrage ungelöst. Zum Schluss werden einige Unstimmigkeiten aus dem vorliegenden

Text bemängelt. Die GPF lehnt den Text als in der vorliegenden Form inakzeptabel ab.

4. SLP (12. Juli 1999) :Der Text versucht zuerst eine kohärente Definition des « psychologue-psychothérapeute » zu finden und beruft sich auf die gesetzliche Lage in Deutschland (Gesetz vom 27. November 1999). Dann wird gefragt, ob der modifizierte Gesetzestext vom 26. März 1992 anwendbar ist. Es wird von Illegalitäten im Text gesprochen und ein spezifisches Gesetz wird gefordert. Zum Schluss wird der vorliegende avant-projet kurz analysiert . Der Text würde mehr Probleme schaffen als lösen, darum wird er abgelehnt.

Als weitere Stellungnahmen schrieb der Gesundheitsminister G. Wohlfart an Unterrichtsminister E. Hennicot : « cet avant-projet de règlement grand-ducal ne donne lieu à aucune observation de ma part ». Der « Conseil supérieur de certaines professions de santé » schrieb, dass er mit der Anerkennung des Berufes des « psychologue-psychothérapeute » einverstanden sei, aber hielt fest, dass « les prestations de ces professionnels ne devraient pas être subordonnées à une prescription médicale, mais la profession devrait être en mesure d'assurer une auto-gestion autonome ». Weiter wird erklärt, dass die Psychologen nicht die einzigen Professionellen sind, die in multidisziplinären Teams in der institutionellen Psychotherapie tätig sind, die Bezeichnung nicht ideal und die Uebergangsbestimmungen vage seien . Der collègue médical schrieb am 9. Dezember 1998 mit dem Text einverstanden zu sein, mit der Reserve, dass die Psychotherapie ein Teil der Medizin bleibe. Im Kontext der Aktivitäten der « activités d'équipe extra-hospitalière » scheint dies gesichert. Bei einer liberalen Aktivität des diplomierten « psychologue-psychothérapeute, müsste eine « prescription ou ordonnance psychiatrique » eines Neuropsychiaters oder Psychiaters vorliegen. Die « Société luxembourgeoise de psychiatrie, neurologie et psychothérapie » schrieb ihrerseits am 9. Juli 1999, dass sie

noch immer mit dem vorliegenden Text einverstanden sei, dass aber die widersprüchlichen Texte der psychologischen Vereinigungen die Frage aufwerfen lässt, ob die Zeit für eine Evolution in dem erarbeiteten Sinne, die sie weiter bereit wäre zu unterstützen, reif sei.

Auf der Versammlung am Ministerium am 14. Juli 1999 wurde festgehalten, dass sich die verschiedenen psychologischen Vereinigungen zusammensetzen sollten und sich auf einen Text einigen sollten und bis zum Herbst 1999 einen offiziellen und konstruktiven Vorschlag machen sollten. Ansonsten würde die Arbeitsgruppe annehmen « qu'il n'y a plus de demande et remettra le mandat lui confié par M. Lahure, ministre de la Santé à l'époque et à l'origine du groupe de travail. » Zu einem gemeinsamen Vorschlag kam es bis Ende 2000 nicht.

Erreicht wurde bis jetzt der Konsens, seitens der Ministerien, der Aerzte, Psychiater, Psychologen und Therapeuten, dass eine Regulierung der qualifizierten Ausübung der Psychotherapie durch die Psychologen wünschenswert sei. Eine Detailregelung steht noch aus und keiner will sie um jeden Preis.

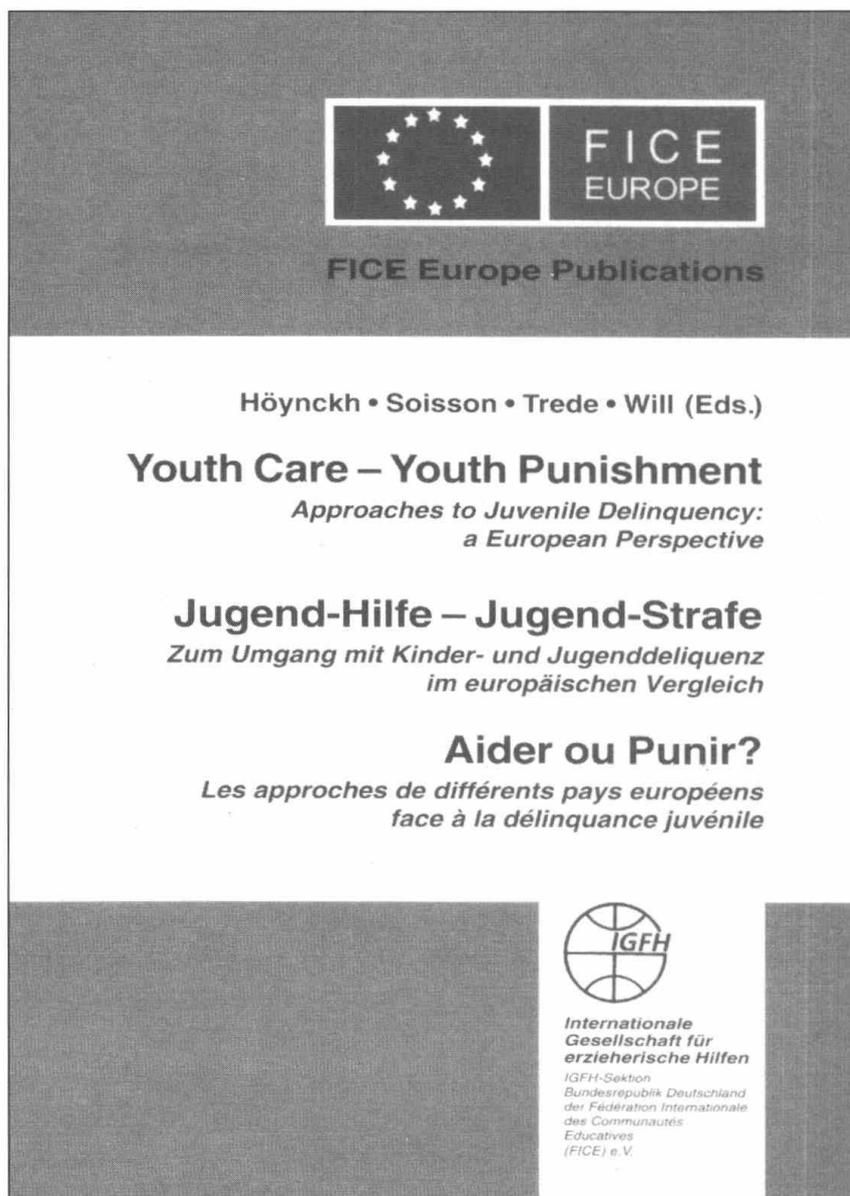


5. AUSBLICK

Wie bereits anfangs erwähnt, sollte dieser Rückblick nicht dem Anspruch einer historischen Rekonstruktion gerecht werden. Diese Aufgabe wird noch zu erledigen sein. Wie sich die Problemlagen entwickelten, die Schwerpunkte änderten bis hin zu den klinisch psychologischen und therapeutischen Fragen der 90er Jahre, wie sich verschiedene Aspekte inhaltlicher oder zwischenmenschlicher Art wiederholten, all dies festzuhalten, wenn auch bewusst subjektiv, scheint vor allem für jüngere Kollegen nicht unnütz. Dieses Jahrhundert brachte in Luxemburg weder den Psychologen, noch den psychologischen Psychotherapeuten einen offiziellen Titelschutz, aber ihre nützliche Arbeit, ihr Stellenwert zum Wohle der

Menschen, für die sie arbeiten und ihre allgemeine Anerkennung in unserer Gesellschaft sind nicht zu verkennen. Die Psycho-Therapie ist eine Therapie, die nicht nur sehr hohe menschliche Qualitäten verlangt, sondern auch eine spezifische Ausbildung in ihren lehr- und lernbaren psychologischen Methoden. Um dem Hilfesuchenden eine qualitativ bestmögliche Therapie zu garantieren, sollte in Zukunft die Anerkennung dieser Ausbildung als Grundkriterium der Ausübung des Berufes des Psychotherapeuten dienen und nicht irgendwelche Standesinteressen, Monopole oder Privilegien.

Juli 2001



neu!

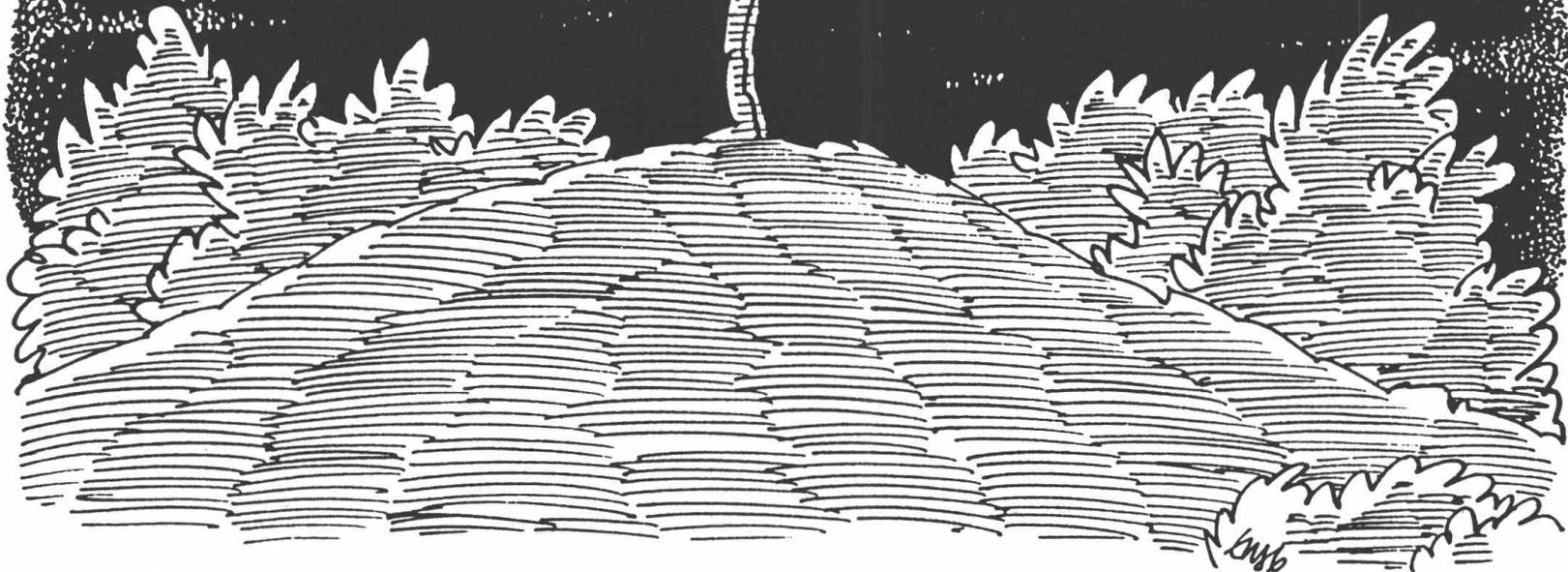
18€

ccp 2977-67

Natürlich sehe ich
ein, daß es in einer
Welt wie dieser
auch Psychologen
geben muß...



aber sag mir, bittebitte,
lieber Gott, warum mußte
ausgerechnet ich
einer werden??



1986

ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTES EDUCATIVES (ANCE)
BOITE POSTALE 255 – L 4003 ESCH-SUR-ALZETTE – CCP 2977- 67
TEL : 57 03 68 – FAX : 57 33 70 – E-MAIL : soisson.rob@vo.lu

Folgende **Veröffentlichungen** sind bei der ANCE zur Zeit erhältlich: (Preise incl. Versand)

Th. HÖYNCK – R. SOISSON – W. TREDE – H.-D. WILL (Herausgeber)

JUGEND-HILFE – JUGEND-STRAFE

Zum Umgang mit Kinder- und Jugenddelinquenz im Europäischen Vergleich
Die Referate des gleichnamigen Kongresses in Luxemburg vom 30.11. – 2.12. 2000
IgfH-Eigenverlag, Frankfurt am Main 2002, 200 Seiten, **18 €**; ISBN 3-925146-52-0

A. GRAUWILER, R. ARNOLD, Vorstand der FICE-Schweiz

DIE UNO-KINDERRECHTSKONVENTION UND IHRE UMSETZUNG IN DER AUSSERFAMILIÄREN ERZIEHUNG

Eine Arbeitshilfe, herausgegeben von der FICE-Schweiz aus Anlass ihres 50-jährigen
Bestehens – Radolfzell, 40 Seiten, **10 €**, November 2001

D. LELLINGER

DAS BERUFSVERSTÄNDNIS DES ERZIEHERISCHEN PERSONALS VOR DEM HINTERGRUND STRUKTURELLER VERÄNDERUNGEN AM BEISPIEL DER HEIMERZIEHUNG IN LUXEMBURG

ANCE-Bulletin N° 103-104, 108 Seiten, **12 €**, März 2001

R. CECCOTTO – R. SOISSON (Herausgeber)

LE POLYHANDICAP ET LES HANDICAPS DE TRÈS GRANDE DÉPENDANCE

Actes du colloque international sur le polyhandicap du 20 au 23 novembre 1996 à
Luxembourg organisé par ANCE, ARFIE, Fondation APEMH, FICE-Europe
ANCE-Bulletin N° 101-102, 161 Seiten, **12 €**, Juni 2000

Angebot zum Kennenlernen: Alle 4 Publikationen zum Preis von 40 €!

Nach Erhalt Ihrer Überweisung auf das CCP 2977 – 67 der ANCE werden Ihnen die Bücher
umgehend zugeschickt.



**FICE
CONGRESS
BERLIN
2002**

Organisationsbüro FICE CONGRESS BERLIN 2002
im Kinderhaus Berlin-Brandenburg
Neustrelitzer Straße 57, D-13055 Berlin
Telefon: +49-(0)30 - 97 10 18 - 136
Telefax: +49-(0)30 - 97 10 18 - 140
info@fice-congress2002.de, www.fice-congress2002.de

« Dans la jungle des villes »

Enfants, adolescents et familles dans les grandes agglomérations de ce monde.

Grandir dans un espace urbanisé.

45^{ième} congrès de la FICE/Convention IGfH 2002 à Berlin
17 – 21 septembre 2002

Depuis des décennies, notre monde est pris dans un processus incessant d'urbanisation qui oblige un nombre croissant d'êtres humains à coexister dans un espace réduit. La conséquence en est que les processus sociaux se compliquent de plus en plus. La grande agglomération est devenue une sorte de jungle difficilement pénétrable, notamment pour les jeunes.

L'« écosystème social » que constitue cette jungle, comporte le risque que les jeunes disparaissent dans la foule anonyme, mais il leur offre aussi la possibilité d'échapper au contrôle social auquel ils sont soumis dans les régions rurales. Pour que l'adolescence des enfants dans les grandes agglomérations devienne une réussite, un bon management social et des conceptions pédagogiques innovatrices sont demandés.

La Fédération Internationale des Communautés Educatives (FICE) dont la section allemande IGfH (Internationale Gesellschaft für erzieherische Hilfen) organise le congrès mentionné ci-dessus, défend depuis plus de 50 ans les intérêts des jeunes et familles en marge de la société ou menacés d'être marginalisés.

Parmi les thèmes inscrits au programme du congrès figureront les circonstances de la vie et les problèmes actuels des enfants, adolescents et familles. L'optique sera internationale : des experts de l'assistance à la jeunesse du monde entier parleront de leur mission et de leur travail. Des modèles pratiques de grande qualité montreront de manière exemplaire quelle peut être notre action. Cependant, l'assistance aux jeunes ne peut pas négliger le contexte social : des programmes coopératifs rendront l'intervention éducative plus substantielle.

Pour toute information concernant le congrès et les détails du programme, veuillez vous adresser au

Organisationsbüro FICE Kongress 2002
Kinderhaus Berlin-Brandenburg
Neustrelitzer Str. 57
13055 Berlin
tél. : +49-(0)30-971018-136
fax : +49-(0)30-971018-140
info@fice-congress2002.de

ou consulter notre site : www.fice-congress2002.de

Avec mes meilleures salutations
Anke Hennig
Organisation Congrès FICE 2002